

# quatrième internationale

PROLETAIRES DE  
TOUS LES PAYS,  
UNISSEZ-VOUS !

L O R  
DOCUMENTATION  
CENTRALE



Résolutions et rapports du

## 9<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

(3<sup>e</sup> Congrès depuis la réunification)

Avril 1969

# SOMMAIRE

|                                                                                                                   |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Editorial : Porter l'action de l'Internationale à un niveau plus élevé                                            | 5  |
| Communiqué du Secrétariat Unifié sur le 9 <sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV <sup>e</sup> Internationale ..... | 9  |
| La nouvelle montée de la révolution mondiale. (Thèses adoptées par le Congrès Mondial) .....                      | 11 |
| E. Germain - La nouvelle montée de la révolution mondiale. (Rapport présenté au Congrès) .....                    | 41 |
| Résolution sur l'Amérique latine .....                                                                            | 55 |
| Résolution sur la « révolution culturelle » chinoise .....                                                        | 67 |
| L. Maitan - La « révolution culturelle » (Rapport présenté au Congrès)                                            | 77 |
| Motion sur le travail dans la jeunesse ouvrière et étudiante .....                                                | 89 |
| Message du Congrès Mondial à la Ligue Communiste .....                                                            | 91 |
| Message de José Revueltas au Congrès Mondial (extrait) .....                                                      | 93 |

---

**Rédaction, administration :**

**95, FAUBOURG SAINT-MARTIN, PARIS (X<sup>e</sup>)**

**Téléphone : 206-70-09**

**Pour la Belgique : E. VAN CEULEN, 111, av. Seghers, Bruxelles 8**

---

Abonnement à « Quatrième Internationale »

Un an (6 numéros) ..... 25 F

Abonnement de soutien ..... 30 F

Etranger : un an - l'équivalent de 6 dollars.  
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Notre C.C.P. : Pierre FRANK 12648-46 Paris

MAI 1969

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

---

# quatrième internationale

---

## *Editorial*

### Porter l'action de l'Internationale à un niveau plus élevé

Nous avons, depuis Mai 1968 en France, souligné à maintes reprises le tournant qui s'opérait dans la situation mondiale : après une vingtaine d'années pendant lesquelles la révolution mondiale avait de facto été quasiment limitée au secteur des pays coloniaux et semi-coloniaux et où le poids de la lutte contre le capitalisme avait été porté presque exclusivement par les masses dudit Tiers-Monde, une nouvelle période s'était ouverte marquée essentiellement par la rupture d'équilibre dans les pays capitalistes d'Europe occidentale, par une énorme crise de direction de l'impérialisme américain à la suite de son échec au Vietnam et de ses difficultés intérieures montantes d'une part, et par une première grande poussée des masses pour la démocratie ouvrière dans un Etat ouvrier d'Europe orientale inaugurant une période de crise dans cette partie du monde et en U.R.S.S. d'autre part. La révolution coloniale puisait un renouveau de forces dans ces conditions. La nouvelle période est visible de toute évidence : depuis Mai 1968, il n'y a pas eu littéralement un jour sans que de grandes manifestations et des affrontements ne se soient produits sur un point ou un autre du globe.



Si, dans cette situation nouvelle, nous soulignons tout particulièrement le changement survenu en Europe occidentale, ce n'est pas par une quelconque nostalgie du passé ouvrier de cette partie du monde, mais parce que cette nouvelle montée des masses travailleuses, à la différence de celles de 1936 et de 1943-1948, est d'une ampleur et d'une force incomparablement plus grandes, et aussi, et surtout, parce qu'elle contient, pour la première fois, de façon très explicite, un élément antibureaucratique conscient, résolu, qui ne peut manquer de contribuer énormément à la résolution du problème des problèmes pour la victoire de la révolution mondiale, celui de la présence de directions marxistes révolutionnaires aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. Si, en 1936 et en 1943-1948, la montée des masses contenait implicitement une tendance à déborder les vieilles directions, cette tendance n'était pas parvenue à prendre en fait une certaine consistance ; plus encore, ces poussées se sont terminées sous l'emprise des vieilles directions qui y ont même accru leur autorité auprès de larges couches nouvellement venues à la vie politique. Il n'en est plus de même aujourd'hui. L'exemple le plus typique est sans aucun doute celui du P.C.F. : son autorité s'était accrue en 1936, il avait acquis l'hégémonie sur la classe ouvrière française en 1944 et, depuis lors, ne s'était jamais vu déborder sur sa gauche. En 1968, après plusieurs semaines d'une grève générale comme le monde capitaliste n'en avait encore jamais vu de pareille, son autorité et son prestige ont été profondément affectés, une crise majeure est latente dans ses rangs et, pour la première fois, sur sa gauche existe et agit une force politique certes encore minoritaire et divisée, mais qui lui conteste avec un succès qui s'affermira la jeunesse des usines, des lycées et des universités.

Le problème de l'Internationale marxiste révolutionnaire de masse n'a fait que se poser de plus en plus impérieusement au cours des récentes années pour tous les secteurs de la révolution mondiale. La lutte contre la guerre du Vietnam a souligné la nécessité d'une stratégie globale contre la politique globale de Washington. Mai 68 a accentué le caractère désuet et réactionnaire des frontières européennes. L'invasion de la Tchécoslovaquie a montré que la révolution politique dans les Etats ouvriers impliquait une lutte non seulement contre l'hégémonie de la bureaucratie soviétique dans les autres Etats ouvriers mais aussi la lutte des masses soviétiques pour renverser le régime politique de cette bureaucratie. Aucune lutte ne peut avoir qu'un horizon national. Toute lutte pose des problèmes internationaux.

Les exigences de la révolution mondiale, en premier lieu la nécessité de lui donner une direction internationale de masse, se trouvent contrecarrées par les manœuvres des bureaucraties de tous ordres. Mais celles-ci sont profondément divisées entre elles. Le maximum de leurs efforts à fausser le problème de la direction internationale trouve son expression dans la tentative, laborieusement préparée depuis des années, à tenir une conférence internationale qui ne les engage prati-

quement à rien. On peut dire avec certitude que les nécessités de la révolution mondiale ne passeront jamais par là.

Ces nécessités se frayent leur chemin et ont trouvé leur expression au récent Congrès Mondial que vient de tenir la IV<sup>e</sup> Internationale. On trouvera dans ce numéro les textes et les rapports discutés et adoptés par ce congrès. Nous voulons ajouter ici très sobrement, sans aucune exagération, le tableau de la IV<sup>e</sup> Internationale, telle qu'elle est apparue à la centaine de participants à ce congrès, qu'il s'agisse des cadres anciens de l'organisation ou des forces nouvelles, éminemment jeunes, qui l'ont rejointe dans les dernières années. Le rapport d'activité pouvait légitimement enregistrer le rôle important, dans plusieurs cas décisif, joué par des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les campagnes pour la défense des révolutions vietnamienne, cubaine, pour la défense des militants pourchassés par la bourgeoisie, comme Hugo Blanco, les révolutionnaires péruviens, les étudiants mexicains ou par la bureaucratie comme les camarades polonais Modzelevsky et Kuron, pour le soutien de la révolution socialiste arabe, etc. Il pouvait également noter un considérable bond en avant de la presse et des publications trotskystes dans le monde, et l'ampleur extraordinaire des éditions ou rééditions des ouvrages de Trotsky dans de multiples langues et dans des pays où ils n'avaient encore jamais paru. Il devait tout particulièrement mettre en valeur l'intervention du mouvement trotskyste dans les événements de Mai 68, et qui aboutissait au Congrès Mondial lui-même par une novation de la section française, désormais représentée par la Ligue Communiste aux forces décuplées et dont l'influence est sans commune mesure par rapport à celle de l'ancienne organisation trotskyste. Nous avons indiqué plus haut comment le P.C.F. était sorti politiquement et organisationnellement diminué de la crise révolutionnaire de Mai 68. Sans vouloir exagérer quoi que ce soit et sans ignorer tout le chemin qui reste à parcourir, quel contraste entre les suites de Mai 68 en France sur le mouvement post-stalinien et sur le mouvement trotskyste !

A côté de ce progrès éclatant, les participants au Congrès Mondial montrèrent qu'il y avait un peu partout des progrès, moins substantiels certes, mais qui n'en constituaient pas moins les signes annonciateurs de développements allant dans le même sens du progrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les organismes de direction de l'Internationale et de ses sections voient affluer un sang nouveau provenant de cadres jeunes exprimant les hautes qualités potentielles des générations nouvelles qui se sont mises en marche sur le chemin de la révolution socialiste mondiale.

Le tournant de la situation ne se traduit pas seulement dans la composition et la progression du mouvement trotskyste : il ne fut pas seulement affirmé de façon générale, mais il fut aussi examiné très soigneusement au cours d'analyses approfondies dans la tradition même du mouvement. A la définition des tâches générales comme par le passé, les débats ajoutèrent une note particulièrement forte, qui mettait en relief la conséquence principale de ce tournant, à savoir



la nécessité de porter l'action de l'Internationale à un niveau plus élevé, exigé par cette situation nouvelle : l'organisation ne devait plus se contenter de participer aux luttes des masses en faisant connaître son programme, elle devait s'efforcer d'intervenir, au moins dans certains pays et sur certains secteurs de la lutte, pour y jouer un rôle dirigeant. La question d'éventuelles percées du mouvement trotskyste sur certains points, dans l'action et par l'action, constitua pour ainsi dire le fil conducteur des principaux débats du Congrès qui furent très animés. A ce propos, nous avons un regret à exprimer, celui de n'avoir pu, pour des raisons compréhensibles, tenir nos discussions publiquement ; elles auraient constitué une leçon incomparable de cette démocratie prolétarienne que le mouvement ouvrier doit reconquérir sur de vieilles directions de plus en plus figées dans le maintien d'un vain et impossible « statu quo ».

Au cours de chacune des discussions des principaux documents soumis au Congrès Mondial, il se dégagait que le mouvement trotskyste, après avoir pendant des années difficiles tenté sans succès d'endiguer la montée stalinienne, puis après avoir assisté à des remontées révolutionnaires qui ne se débarrassaient pas du carcan bureaucratique, avait, pour la première fois dans son histoire, des possibilités de faire des percées en montrant effectivement, sur quelques secteurs limités encore de la lutte des masses, la validité de son programme non plus d'une façon théorique mais dans l'action. Le Congrès Mondial s'est montré très conscient de cette situation nouvelle, de ses implications, des perspectives qu'elle pouvait ouvrir sur la voie de la construction d'une Internationale marxiste révolutionnaire de masse. Il est évident qu'un tel tournant ne peut être le seul fait de votes d'un congrès, si important soit-il ; la période actuelle exigera de l'Internationale, de ses sections et des organisations qui lui sont politiquement liées une attention de tous les jours pour faire d'un tel tournant une réalité, et des liens encore plus étroits entre toutes les parties du mouvement.

Il ne peut être question dans cette brève introduction aux documents du Congrès Mondial d'apporter des commentaires à ceux-ci. Les problèmes qui se posent au cours de la marche du temps permettront de les reprendre, de les illustrer dans des articles de cette revue et — n'en doutons pas — de les enrichir et de les préciser. A peine le congrès venait-il de se terminer que de nouveaux événements (la chute de De Gaulle, l'élimination de Dubcek, etc.) faisaient ressortir le caractère tourmenté et riche d'explosions sociales des années que nous traversons.

Concluons en rappelant que si pour les marxistes révolutionnaires le summum de la connaissance réside dans l'action, cela est mille fois plus vrai que jamais dans la période présente. Des forces nouvelles, jeunes, ardentes, combatives, se tournent vers le trotskysme, vers la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans les travaux du Congrès Mondial, ce n'est pas seulement une novation de la IV<sup>e</sup> Internationale qui s'est esquissée, c'est un pas vers l'issue de toute la période ouverte par Mai 68 qui a été fait.

## Le 9<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

Pendant la semaine de Pâques, 98 délégués de sections, délégués fraternels et observateurs de 30 pays ont assisté au 9<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (3<sup>e</sup> Congrès depuis la réunification), qui s'est tenu en Autriche. Ce Congrès marqué par l'adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale de la Ligue communiste de France, la section la plus nombreuse que cette organisation ait comptée depuis sa fondation, a reflété en premier lieu les progrès réalisés au cours des dernières années par les organisations marxistes-révolutionnaires, en fonction de l'apparition mondiale d'une nouvelle avant-garde jeune et de la nouvelle phase d'expansion de la révolution mondiale qui s'est manifestée depuis 1968.

Les thèses sur la nouvelle montée de la révolution mondiale présentées au Congrès résument le tournant qui s'est produit dans la situation mondiale en 1968 en six points essentiels : la contre-offensive impérialiste, déclenchée par l'impérialisme américain après la victoire de la révolution cubaine, après avoir marqué des succès temporaires importants au Brésil, en Indonésie et dans de nombreux pays africains, a été mise en échec par les héroïques masses vietnamiennes qui ont repris l'initiative militaire avec l'offensive du Têt 1968 ; la résistance victorieuse du peuple vietnamien a coïncidé avec un ralentissement général de la croissance de l'économie des pays impérialistes, qui a exacerbé les contradictions sociales et intensifié la lutte de classe dans la plupart d'entre eux ; Mai 1968 en France a relancé la montée révolutionnaire en Europe ; la défense victorieuse de la révolution vietnamienne et la relance de la lutte révolutionnaire dans plusieurs pays impérialistes ont donné à la révolution coloniale la possibilité de surmonter les obstacles et de desserrer les freins de la phase précédente ; stimulé par la révolution vietnamienne et par la crise révolutionnaire en France, le mûrissement des conditions de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés a déjà conduit à de larges mobilisations en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, et frappe à la porte en U.R.S.S. même ; l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune à l'échelle mondiale, largement émanée du contrôle des organisations de masses traditionnelles, favorise la solution de la tâche centrale de notre époque : la création d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat mondial.

Les travaux du Congrès ont été dominés par l'évaluation de ces phénomènes révolutionnaires et par l'élaboration d'une ligne stratégique et tactique adéquate en vue d'exploiter les conditions favorables à l'expansion de la IV<sup>e</sup> Internationale. De ces travaux s'est dégagée la conclusion que les organisations marxistes-révolutionnaires elles-mêmes sont engagées dans un tournant et que, dans une série de pays, elles se sont déjà avérées capables d'initiatives politiques et d'actions de masses efficaces, en particulier au niveau de l'avant-garde.

Les principaux documents du Congrès, qui seront publiés dans de nombreuses langues, furent :

- des thèses sur la nouvelle montée de la révolution mondiale et un rapport introductif du camarade Germain à ces thèses, votées à l'unanimité moins deux mandats ;
- la résolution sur les perspectives de la révolution latino-américaine présentée par le camarade Roca et votée à une majorité des deux-tiers ;
- la résolution sur la « révolution culturelle » en Chine et le rapport du camarade Livio Maitan qui la présentait au Congrès, votés par une très grande majorité ;
- une résolution orientant dans l'avenir immédiat le travail de l'Internationale vers la jeunesse radicalisée et ouvrant la discussion des problèmes posés par cette orientation par un document présenté par le camarade Albert.

Le Congrès a également adopté à l'unanimité le rapport d'activité du Secrétariat unifié sortant, présenté par le camarade Germain, un rapport sur la situation financière de



L'Internationale et des résolutions traitant de la situation du mouvement en Allemagne, en Argentine, à Ceylan et en Grande-Bretagne. Dans ce dernier pays, où il n'y avait pas jusqu'alors de section officielle, il a reconnu l'International Marxist Group comme section britannique de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Congrès a décidé de différer à la prochaine session du Comité Exécutif International la discussion d'un projet de résolution sur la tactique des marxistes-révolutionnaires en Europe occidentale, ainsi que d'un projet de résolution sur le bilan de la révolution algérienne.

Le Congrès a été placé sous la présidence d'honneur de tous les révolutionnaires victimes de la répression impérialiste ou bureaucratique, du fait de leur activité au service de la cause du socialisme international, et notamment des camarades Hugo Blanco et Creuz, en prison au Pérou, des camarades Daniel Camejo et Carlos Sevilla, en prison au Mexique, des camarades trotskystes grecs victimes de la répression de la dictature militaire, des camarades trotskystes espagnols arrêtés par le régime franquiste, des camarades Kuron et Modzelewsky, en prison en Pologne, de Neville Alexander et de ses camarades, prisonniers des geôles de Robben Island en Afrique du Sud, des communistes oppositionnels soviétiques arrêtés pour avoir protesté contre l'occupation de la République socialiste tchécoslovaque par les troupes au service de la bureaucratie du Kremlin, et de deux camarades trotskystes argentins, grièvement blessés au cours de la récente grève des ouvriers du pétrole dans leur pays.

De la prison de Mexico, le célèbre écrivain Jose Revueltas a envoyé un message chaleureux au Congrès.

Le 9<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale a célébré la mémoire des cadres du mouvement trotskyste mondial morts depuis le dernier Congrès, notamment des camarades Rose Carsner et Bea Hansen aux Etats-Unis, du camarade Mallikarum Rao en Inde, des dirigeants du Partai Acoma assassinés par la dictature fasciste en Indonésie. Il a particulièrement honoré la mémoire du camarade Ernesto Che Guevara, symbole de la nouvelle génération de révolutionnaires intrépides de par le monde.

Le Congrès s'est conclu par l'élection d'un nouveau Comité Exécutif International composé de 37 membres et de 9 suppléants, ainsi que d'une Commission internationale de contrôle composée de 5 membres.

Le Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale

# La nouvelle montée de la révolution mondiale

(Thèses adoptées par le 9<sup>e</sup> Congrès Mondial)

Au Congrès Mondial de Réunification tenu en 1963, le mouvement trotskyste international avait adopté des thèses sur « la dialectique actuelle de la révolution mondiale », qui examinaient les rapports réciproques entre les trois grands secteurs de la révolution mondiale dans le monde contemporain : la révolution coloniale, la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés et la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes. Dans les cinq années qui se sont écoulées depuis, la révolution mondiale a connu quelques échecs importants, mais elle a aussi enregistré de nouveaux succès, dont la montée révolutionnaire de mai 1968 en France est l'exemple le plus éclatant. De ce fait, les rapports de force globaux ont continué à évoluer aux dépens de l'impérialisme, une interaction encore plus nette est apparue entre les trois secteurs principaux de la révolution mondiale et une modification importante s'est produite dans leur dynamique réciproque, les luttes révolutionnaires à l'intérieur des pays impérialistes eux-mêmes occupant une place plus importante dans ce processus global qu'elles n'en avaient occupée depuis vingt ans.

Il s'agit de mesurer la portée de ces modifications et d'en déduire les grandes lignes des perspectives de la révolution mondiale dans la période qui se présente devant nous. En même temps, il y a lieu de répondre à une série de problèmes idéologiques importants aujourd'hui débattus dans le mouvement révolutionnaire international auxquels les développements récents permettent d'apporter une réponse approfondie.

## I. — L'échec de la contre-offensive impérialiste et les nouveaux rapports entre les trois secteurs de la révolution mondiale

Après la victoire de la Révolution cubaine, les progrès de la révolution coloniale ont connu un incontestable temps d'arrêt. Aucun nouvel Etat ouvrier n'a été créé depuis dix ans.

Depuis le début des années 1960 la révolution coloniale avait même subi une série de revers spectaculaires, dont l'arrivée au pouvoir de dictatures militaires et le déclin momentané du mouvement de masse au Brésil et en Argentine (les deux principaux pays d'Amérique latine), le renversement du régime lumumbiste au Congo, du régime Nkrumah au Ghana et de Ben Bella en Algérie ; la victoire de la contre-révolution indonésienne en octobre 1965 ; la défaite militaire de la RAU et de la Syrie dans la guerre des six jours de juin 1967 sont les étapes principales, qui marquaient chacun des épisodes de cette révolution : l'Amérique latine, l'Afrique noire, le monde arabe et le Sud-Est asiatique.

Quelles que soient les raisons particulières qui expliquent chacun de ces revers, deux causes générales expliquent pourquoi la révolution coloniale était arrivée au début des années 1960 à un palier. D'une part, les possibilités de la bourgeoisie coloniale et des équipes nationalistes petites-bourgeoises de diriger pendant une certaine phase la lutte anti-impérialiste des masses — possibilité déjà fort limitée pour des raisons historiques bien connues — touchaient à leur fin.

La révolution coloniale était arrivée au point où elle ne pouvait plus progresser que par la transgression vers la révolution socialiste, pour la victoire de laquelle le facteur subjectif faisait défaut. D'autre part, l'impérialisme américain, tirant lui aussi des conclusions de la victoire de la révolution cubaine, optait d'une manière de plus en plus nette



en faveur d'une répression violente et militaire de tous les mouvements révolutionnaires qui créaient pour lui le risque, même embryonnaire, d'un processus de révolution permanente. A ceux-ci, il opposait de manière de plus en plus systématique une stratégie globale de la contre-révolution.

Prise entre les masses qui cherchaient des solutions nettement socialistes révolutionnaires et l'impérialisme qui cherchait à étouffer celles-ci dans l'œuf, l'ère des Sukarno, des Nkrumah, des Nasser et des Nehru qui avaient dominé pendant quinze ans la scène des pays semi-coloniaux touchait à sa fin.

Comme la formation de nouvelles avant-gardes révolutionnaires, même du type fidéliste, retardait sur ce processus, l'initiative passa pendant toute une phase à l'impérialisme américain, avec ses complots financés par la C.I.A., ses interventions contre-révolutionnaires et ses guerres d'agression de plus en plus larges.

L'accélération de la croissance économique des Etats-Unis qui coïncidait avec cette initiative contre-révolutionnaire plus directe et ouverte, créait en même temps les moyens avec lesquels l'impérialisme a pu financer pendant cinq à six ans des entreprises qui, des « missions militaires » et de la « contre-guérilla » en Amérique latine à la guerre du Vietnam, en passant par le maintien et le renforcement de dizaines de bases aéronavales dans le monde, coûtaient des dizaines de milliards de dollars, sans procéder en même temps à une attaque contre le niveau de vie du prolétariat des Etats-Unis.

La puissance, l'expansion et l'arrogance de l'impérialisme yankee semblaient atteindre de nouveaux sommets, après les échecs subis au cours des années 1950, tant de la part de la révolution coloniale que dans la course de puissance avec l'Union soviétique.

La guerre du Vietnam était le point culminant et en quelque sorte le couronnement de cette contre-offensive impérialiste.

Elle est devenue également le point de retournement de la situation. A partir de la résistance indomptable des masses vietnamiennes, la révolution coloniale a pu franchir le cap d'un regroupement de forces et d'une reprise dans plusieurs secteurs importants, en même temps que les contradictions inter-impérialistes ainsi que les contradictions internes de la société impérialiste des Etats-Unis se sont trouvées considérablement accentuées. Même le réveil de la lutte directe des masses contre la bureaucratie dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés a été partiellement stimulé par l'influence profonde que la révolution vietnamienne a exercée sur le secteur le plus politisé des masses laborieuses à l'échelle mondiale.

En organisant l'escalade de son agression contre la révolution vietnamienne, l'impérialisme américain ne visait pas seulement à endiguer les progrès de la révolution dans un secteur géographique dont la valeur stratégique et économique est évidente (Thaïlande - Malaisie - Indonésie) ; il ne voulait pas seulement un « déterrent » contre le risque de catastrophe mondiale que représenterait une révolution victorieuse en Asie pour le système impérialiste international. Il voulait aussi intimider les masses exploitées de tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, voire du monde entier, et les prévenir par un exemple terrifiant que s'engager sur la voie de la révolution signifierait pour elles être confrontées avec la machine militaire la plus puissante du monde et payer d'un prix terrible en sang et en destructions la tentative de se libérer du règne du capital. L'issue de cette confrontation acquerrait dès lors une importance capitale.

Aujourd'hui, malgré l'insuffisance de l'aide matérielle et militaire que les masses vietnamiennes ont obtenue des Etats ouvriers — insuffisance dont la responsabilité principale incombe avant tout au plus puissant d'entre eux, c'est-à-dire la bureaucratie soviétique ; malgré les pressions incessantes que le Kremlin et ses agents ont exercées et exercent sur la révolution vietnamienne pour qu'elle se montre « raisonnable » à l'égard de l'agresseur et lui permette de « sauver la face » ; malgré l'ampleur non moins insuffisante du mouvement international de solidarité envers la révolution vietnamienne, qui n'a pas réussi à entraîner des couches décisives du prolétariat des pays impérialistes dans des actions destinées à entraver effectivement le fonctionnement de la machine de guerre impérialiste, l'impérialisme a échoué devant l'ardeur révolutionnaire combattive des masses vietnamiennes, sans pareille dans l'histoire récente, et n'a pas réussi à atteindre les buts principaux de son agression.

L'offensive du Têt du début 1968 a démontré que la révolution vietnamienne possède d'immenses réserves offensives, y compris au sein des masses urbaines ; que la situation militaire s'est détériorée pour les forces d'intervention contre-révolutionnaires. En même temps, l'escalade dans l'agression a commencé à révéler aux yeux de l'impérialisme américain toute l'ampleur du dilemme auquel il se trouve confronté.

Car, s'il est sans doute exact que tout recul stratégique devant les forces de la révolution vietnamienne ne peut que stimuler les forces révolutionnaires dans les pays

voisins et à l'échelle mondiale, la prolongation de la guerre a également dans les pays voisins un même effet stimulant tant en Thaïlande et en Birmanie où le mouvement des guerillas connaît une extension sérieuse, qu'en Indonésie où c'est cette même guerre du Vietnam qui, paradoxalement, commence à saper les effets du plus grand succès que l'impérialisme avait remporté ces dernières années : la défaite de la révolution indonésienne en octobre 1965.

Simultanément, la bourgeoisie américaine se rend compte avec effroi que même ses ressources colossales ne suffisent pas à financer simultanément la course aux armements nucléaires avec l'U.R.S.S., la guerre « conventionnelle » au Vietnam, la consolidation mondiale du système capitaliste et le minimum de réformes sociales aux Etats-Unis nécessaires pour atténuer la tension sociale dans la métropole elle-même. Economiquement, le prix que l'impérialisme a payé pour la continuation de la guerre au Vietnam a été l'accélération de l'inflation — avec la crise de plus en plus profonde du système monétaire international et l'approfondissement des contradictions inter-impérialistes qui l'accompagne, la réduction de l'« aide » à la bourgeoisie coloniale et le freinage du programme de « lutte contre la pauvreté » aux Etats-Unis mêmes, qui était destiné à désamorcer le caractère explosif de la question noire dans ce pays. Outre les stimulants subjectifs que la résistance victorieuse des masses vietnamiennes a eus sur la formation d'une avant-garde noire et estudiantine aux Etats-Unis, les effets objectifs de la guerre au Vietnam ont permis, d'une part, une amplification sans précédent du mouvement anti-guerre et, d'autre part, une radicalisation des masses noires de plus en plus larges, ce qui, conjointement, crée la crise interne la plus explosive que les Etats-Unis aient connue depuis les années 1929-1936.

Ainsi est mis en évidence l'échec de la tentative de l'impérialisme américain d'arrêter les flots de la révolution mondiale.

La raison historique fondamentale de cet échec est triple. Comme la « dialectique actuelle de la révolution mondiale » l'avait déjà souligné, l'impossibilité pour l'impérialisme de stabiliser économiquement et politiquement la situation dans les pays semi-coloniaux y crée les possibilités objectives d'une reprise rapide du mouvement des masses ; l'exemple de l'Indonésie où la grave défaite d'octobre 1965 a été suivie par une inflation plus que jamais galopante, un recul des forces productives, une famine et une misère généralisée, offre une démonstration typique de cette impuissance de l'impérialisme à écraser durablement la révolution coloniale.

La société et l'économie des pays impérialistes eux-mêmes continuent à renfermer de multiples contradictions anciennes et nouvelles, qui provoquent périodiquement des tensions et des crises que la poursuite de la révolution coloniale peut stimuler. Finalement, dans un monde où le régime capitaliste est mis en question par une majorité du genre humain, les ressources économiques même de l'Etat le plus puissant que l'histoire ait connu ne suffisent pas pour lui permettre de jouer efficacement le rôle de gendarme mondial ; elles le lui permettent d'autant moins que toutes les tentatives de coordonner internationalement et durablement la politique militaire, diplomatique, économique et financière de tous les Etats impérialistes se heurtent à la survivance des contradictions inter-impérialistes, c'est-à-dire en dernière analyse aux obstacles qui découlent de la survivance de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois national.

L'expérience du Vietnam a démontré combien était fallacieuse l'argumentation de la bureaucratie soviétique selon laquelle la stratégie de la coexistence pacifique impliquait un progrès pacifique de la révolution dans le monde, du seul fait du changement des rapports de forces globaux, tandis que des guerres révolutionnaires ou des insurrections armées impliquaient le risque de transformation en guerre nucléaire mondiale. En réalité, aucune révolution n'a pu avancer ou vaincre sans se heurter à l'intervention militaire de l'impérialisme. L'extension internationale de la révolution reste le seul moyen d'obliger l'impérialisme à disperser ses forces et de l'affaiblir globalement. La menace de guerre nucléaire subsiste incontestablement pas à cause de telle ou telle guerre révolutionnaire, mais à cause de l'existence des armes nucléaires dans les pays impérialistes, avant tout aux Etats-Unis. Cette menace ne sera éliminée définitivement que par le renversement du pouvoir du Capital aux Etats-Unis.

L'échec de la contre-offensive impérialiste exprime, en dernière analyse, le fait que les rapports de forces globaux lui étaient déjà trop défavorables pour permettre de renverser le courant à la périphérie. Sans aucun doute, la situation internationale aurait pu évoluer de manière encore beaucoup plus favorable pour la révolution, si celle-ci avait disposé d'une direction internationale capable d'opposer le front unique de toutes les forces anti-impérialistes et anti-capitalistes dans le cadre d'une stratégie globale, à la stratégie globale contre-révolutionnaire de l'impérialisme. Mais même sans une telle direction efficace à l'échelle mondiale, les rapports de force n'ont pas pu être renversés



par l'impérialisme. A partir du moment où, à l'échelle internationale, les classes opprimées et exploitées ou du moins leurs fractions les plus lucides ont commencé à prendre conscience du fait capital que, dans le monde d'aujourd'hui, les héroïques combattants d'un petit pays comme le Vietnam peuvent tenir en échec la machine de guerre de la puissance impérialiste la plus grande que l'histoire ait connue, une nouvelle et grave détérioration de ces mêmes rapports de force a commencé à se produire aux dépens de l'impérialisme.

D'une part, ses contradictions et ses difficultés se sont accrues sur de nombreux fronts, la reprise de la révolution coloniale dans le sud-est asiatique en a été stimulée, les contradictions inter-impérialistes en ont été accentuées. D'autre part, la défaite subie par l'impérialisme à la périphérie de son système a puissamment contribué à relancer la crise révolutionnaire au cœur même du système impérialiste, y compris aux Etats-Unis par les luttes des masses noires. La montée révolutionnaire de mai 1968 en France est le premier exemple exaltant de cette relance.

Les liens entre la résistance victorieuse de la révolution vietnamienne et la reprise de la lutte révolutionnaire dans les métropoles impérialistes sont manifestes, à la fois sur le plan subjectif et sur le plan objectif.

Subjectivement, cette résistance a stimulé la formation d'une nouvelle avant-garde jeune dans les pays impérialistes, a puissamment contribué à la rendre autonome par rapport aux appareils traditionnels réformistes et staliniens, lui a permis de s'aguerrir et d'acquiescer de plus en plus d'audace dans des affrontements sans cesse amplifiés avec les partis traditionnels, avec la bourgeoisie et avec l'appareil de répression de l'Etat bourgeois.

Objectivement, les conséquences économiques et financières de la guerre du Vietnam ont accentué la crise du dollar, accru les tensions dans le système monétaire international et aggravé les contradictions inter-impérialistes, épongeant ainsi les réserves avec lesquelles la bourgeoisie internationale aurait pu atténuer les effets de la récession 1966-1967. Sous le poids de tous ces facteurs économiques, la bourgeoisie a été au contraire obligée de mener pratiquement dans tous les pays impérialistes une politique d'attaques contre le niveau de vie et contre un certain nombre de situations considérées comme des droits acquis par les travailleurs (notamment contre le plein emploi et les avantages extra-conventionnels). Ceci à son tour a stimulé une reprise de la lutte de classe des secteurs échappant le plus au contrôle de la bureaucratie syndicale et ébranlé le climat de stabilité sociale relative, qui avait existé dans la plupart des pays impérialistes pendant la période précédente.

C'est en définitive cette exacerbation des contradictions sociales au sein même de la société impérialiste — stimulée par les effets objectifs et subjectifs de l'échec de la contre-offensive impérialiste contre la révolution coloniale — qui explique la possibilité objective de la nouvelle montée révolutionnaire en Europe occidentale. Cette nouvelle montée révolutionnaire, coïncidant avec la fin de la période d'illusions réformistes et d'apathie politique des masses dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés d'Europe orientale et centrale, a modifié profondément les rapports réciproques entre les trois grands secteurs de la révolution mondiale. L'action des étudiants yougoslaves de juin 1968, son ampleur et son haut niveau politique, le militantisme et la radicalisation politique croissants des travailleurs tchécoslovaques entre août 1968 et mars 1969 en sont une première démonstration.

Pendant deux décennies, le centre de gravité de la révolution mondiale s'était déplacé vers les pays coloniaux et semi-coloniaux, la victoire de la révolution chinoise coïncidant avec la défaite de la vague révolutionnaire d'après-guerre en Europe occidentale et avec la montée du maccarthysme aux Etats-Unis. Aujourd'hui, la montée révolutionnaire de mai 1968 en France annonce un tournant historique. La crise profonde de la société, de l'économie et de la démocratie parlementaire en Grande-Bretagne ; la situation pré-révolutionnaire en Espagne ; l'ébranlement de la longue période de passivité du prolétariat ouest-allemand ; la montée du mouvement de masse et l'ébranlement des structures sociales et politiques en Italie, sont autant d'indices montrant qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé et passager. Le fait qu'aux Etats-Unis mêmes on assiste à une vague de radicalisation sans pareille depuis trente-cinq ans indique qu'il s'agit d'un phénomène profond et universel.

La nouvelle montée révolutionnaire en Europe occidentale ne signifie pas que la révolution coloniale a perdu de son importance. Au contraire, un des résultats les plus saisissants de cette montée révolutionnaire pourrait bien être une redistribution mondiale par l'impérialisme de ses forces financières et militaires, ce qui réduirait sa pression sur plusieurs fronts de la révolution coloniale, et stimulerait la reprise et de nouvelles victoires de celle-ci.

Cette nouvelle montée révolutionnaire signifie que des forces essentiellement prolétariennes, et des courants politiques d'avant-garde renouant avec les traditions du marxisme révolutionnaire et avec la démocratie ouvrière, se trouveront au cœur de la bataille ; que leurs formes d'intervention, d'action, d'organisation se rapprocheront beaucoup plus de la norme léniniste des révolutions prolétariennes. De ce fait, le poids du prolétariat, de ses traditions les plus valables et les plus spécifiques, se trouvera considérablement accru dans l'ensemble du processus de la révolution mondiale. Ceci exercera une influence profonde sur le déroulement et les formes aussi bien de la révolution coloniale que de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés. Du même fait sera stimulé le réveil du prolétariat américain, dont l'entrée sur la scène de la révolution mondiale sera le facteur décisif pour empêcher le déclenchement de la guerre nucléaire par l'impérialisme, au moment où il sera confronté avec la crise finale de son système de domination. La construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, des nouveaux partis révolutionnaires de masse, dont elle cherche à impulser la création, et de ses propres sections et d'organisations sympathisantes, s'en trouvera largement favorisée.

## II. — La nouvelle montée révolutionnaire en France et ses conséquences internationales

Déclenchée par la grève des étudiants et la nuit des barricades du 10-11 mai, la crise révolutionnaire qui s'est produite en France pendant le mois de mai 1968 constitue la plus large mobilisation révolutionnaire en Europe occidentale depuis trente ans. Elle a englobé jusqu'aux couches les plus marginales de la population et entraîné une importante partie des classes moyennes nouvelles. L'Etat bourgeois a été rendu impuissant pendant près de quinze jours. La combativité des manifestants a permis de nombreux affrontements directs avec les forces de répression. Les initiatives spontanées de contrôle et même de pouvoir de masse en opposition aux institutions gouvernementales, patronales et autres intégrées dans le système capitaliste se sont multipliées.

Le mouvement de mai 1968 a mis objectivement à l'ordre du jour pendant quelques jours (du 24 au 30 mai) le renversement de l'ordre bourgeois et la conquête du pouvoir. L'absence d'une direction de rechange ou d'éléments d'une telle direction suffisamment reconnus par les ouvriers a permis aux directions traditionnelles, notamment celle de la C.G.T. et du P.C.F. qui avait derrière elle la très grande majorité de la classe ouvrière, de trahir ce mouvement, le canalisant vers des objectifs économiques dans la lutte pour lesquels les travailleurs ont montré une combativité débordant à maintes reprises les directions syndicales officielles. Outre l'ampleur qu'il a prise, le mouvement de mai 1968 se différencie des mouvements antérieurs du prolétariat français (1936 et 1945-47) par les caractéristiques suivantes :

- a) le détonateur n'a pas été constitué cette fois-ci par une victoire électorale (front populaire) ou par une victoire militaire dans une alliance d'un Etat ouvrier avec les démocraties impérialistes, mais par une lutte des étudiants, des lycéens et de larges couches de jeunes ouvriers. Cette lutte avait un caractère révolutionnaire par ses formes (affrontements avec les forces de l'Etat) et par son niveau politique (lutte pour le socialisme et l'internationalisme) ;
- b) l'avant-garde révolutionnaire politiquement indépendante des directions traditionnelles, y compris de la direction stalinienne, a pris des dimensions de masse au cours de plusieurs manifestations à Paris ;
- c) le contexte international. En 1936, en Espagne et en France, la lutte des masses se produisait face à une Europe où s'étendait le nazisme et à une Union soviétique où le stalinisme acquiescrait ses aspects les plus monstrueux. La crise de mai 1968 est survenue après la victoire de l'offensive vietnamienne du Têt, simultanément à une lutte parallèle des étudiants dans plusieurs métropoles impérialistes et à une nouvelle poussée antibureaucratique dans les Etats ouvriers (chute de Novotny) ;
- d) le rôle particulier joué par la jeunesse étudiante, lycéenne et ouvrière comme « détonateur » et aile marchante du mouvement. Dans les conditions de réformisme politique, de stagnation et d'apathie du mouvement ouvrier traditionnel, d'intégration plus ou moins avancée des appareils politiques et syndicaux dans l'Etat bourgeois, les besoins et les aspirations des jeunes qui avaient été méconnus et pratiquement ignorés par la société établie, ont fait rejeter par ceux-ci les directions traditionnelles, y compris la direction stalinienne dont le prestige avait été fortement



entamé dans les années précédentes par la « déstalinisation », le conflit sino-soviétique et finalement sa carence dans la lutte de la révolution vietnamienne contre l'agression de l'impérialisme américain. L'incapacité du néo-capitalisme à satisfaire les besoins matériels et culturels de cette jeunesse, et la réapparition du chômage des jeunes ont créé la base objective de cette radicalisation. Un des caractéristiques nouvelles de ces luttes a été la participation massive de très jeunes.

Malgré son ampleur, l'avant-garde indépendante politiquement n'avait au début du mouvement d'autres organisations à sa disposition que de petites formations politiques (trotskystes, maoïstes, anarchistes). Son implantation dans les entreprises était insignifiante : il ne s'agissait pas d'un manque de militants, mais l'appareil avait étouffé toute minorité pendant des dizaines d'années, avait barré l'accès des plus petites fonctions syndicales à tous ceux suspectés d'opposition à la ligne du P.C.F. En outre, jeunes étudiants et lycéens d'une part et jeunes ouvriers d'autre part ne se connaissaient pas préalablement au déclenchement du mouvement ; ce n'est qu'au cours des actions engagées par les étudiants que les jeunes ouvriers qui n'avaient pas trouvé un pôle d'attraction dans les entreprises rejoignirent ces actions en nombre chaque jour croissant.

Le bilan de trahison de la direction P.C.F.-C.G.T. s'établit comme suit :

- Elle s'est opposée à la lutte révolutionnaire des étudiants et a tout fait pour qu'il n'y ait pas de liaison politique et organisationnelle entre eux et les ouvriers ;
- Elle a dissocié les diverses catégories de travailleurs (industrie privée, secteur nationalisé, fonctionnaires) au lieu de les réunir sur un programme commun ;
- Elle a refusé de proclamer la grève générale illimitée sous prétexte que celle-ci existait en fait, mais en réalité pour ne pas avoir à mettre en avant le seul mot d'ordre répondant à une telle grève : un mot d'ordre gouvernemental de lutte pour le pouvoir ;
- Elle a négocié en ignorant les volontés des travailleurs et accepté des accords indignes que les travailleurs d'eux-mêmes ont rejetés ;
- Elle n'a jamais pris la moindre initiative pour mobiliser les grévistes, se bornant soit à les maintenir enfermés dans les entreprises, soit à les envoyer chez eux pour n'y rien faire ;
- Elle n'a cessé de combattre et de calomnier les « gauchistes », encourageant en sous main les violences physiques, comme par le passé, mais n'a jamais organisé les ouvriers pour se défendre contre les bandes réactionnaires et les forces de répression étatiques ;
- Elle n'a jamais mis en avant le mot d'ordre de dissolution des forces de répression qui étaient envoyées contre les étudiants (gardes mobiles, C.R.S.) ;
- Elle a trahi la défense des militants « étrangers » face aux décisions répressives du pouvoir (affaire Cohn-Bendit), faisant ainsi passer ses intérêts fractionnels avant l'internationalisme prolétarien et aux dépens de lui ;
- Elle n'a jamais dénoncé publiquement les manœuvres de Mitterrand et de Mendès-France et a continué de courir après la F.G.D.S. pour obtenir un « programme commun », en deçà de la situation politique ;
- Elle a eu une attitude équivoque sur le référendum un moment décidé par de Gaulle ;
- Elle n'a jamais cherché à renverser de Gaulle et a été la première à accepter sa décision de tenir des élections législatives ;
- Elle n'a pas voulu utiliser un mouvement qui conduisait au socialisme, recherchant une « démocratie nouvelle » de caractère bourgeois.

Cette trahison de la direction du P.C.F. a été le principal atout du capitalisme français désarmé pendant plus de quinze jours et dont les forces armées n'auraient pu venir à bout même d'une partie du mouvement qui englobait avec les villes grandes et petites d'importants secteurs de la paysannerie.

Malgré cette trahison, les travailleurs français ne sont pas défaits. Par les grèves revendicatives dans lesquelles le mouvement a été fragmenté, ils ont obtenu généralement des avantages, variables selon les industries ou services, mais assez substantiels. Dans leur majorité ils ne se sentent pas frustrés. Une minorité croissante a par ailleurs compris la trahison des directions traditionnelles. Les ouvriers ont réappris, au cours du mouvement, des méthodes de lutte de classe que les appareils avaient mises en sommeil depuis quinze à vingt ans (manifestations de rue combatives, non respect des dispositions légales en matière de grève, d'organisation de démonstration, etc. ; supériorité de ces méthodes sur les pétitions et autres interventions légales, démarches

parlementaires, etc.). Les ouvriers ont débordé les directions en plusieurs occasions, notamment en repoussant les accords de la rue de Grenelle ; l'autorité des directions en a été diminuée. La poursuite des grèves a été caractérisée par une combativité de secteurs nombreux et importants et des provocations patronales et gouvernementales ont suscité, souvent malgré les directions, des réponses militantes (usines Renault de Flins).

Outre l'apparition d'une force d'avant-garde sur la gauche du P.C.F., un des plus importants acquis du mouvement de mai 1968, a été constitué par de nombreuses formes de « dualité de pouvoir », qui ont été plus ou moins amples et plus ou moins temporaires. Ces manifestations sont une preuve que le mouvement de mai dépassait de beaucoup une lutte en vue de satisfaire les revendications économiques et sociales élémentaires et qu'une partie de ses participants se posait consciemment des objectifs beaucoup plus élevés.

Le mouvement de mai 1968 a été d'une façon encore insuffisante une première mise en œuvre d'un programme de transition. Cela s'est vérifié dans les entreprises (où la question de la gestion et du contrôle ouvrier s'est trouvée posée dans plusieurs cas), sans parler des grands services publics dont le fonctionnement partiel ou total, dépendait de leur personnel. Cela s'est vérifié également dans de nombreux milieux (professions libérales, cadres, sportifs...) contre les institutions officielles. Cela est posé de la façon la plus profonde dans l'enseignement à tous les degrés.

Un bilan dans ce domaine fournira de nombreux éléments pour concrétiser le programme de transition en France. Dans les entreprises la question du contrôle ouvrier comme élément préparatoire à la gestion ouvrière doit être au centre des préoccupations des militants d'avant-garde. A cette question est liée directement celle des comités élus démocratiquement. Une des plus grandes faiblesses du mouvement a résidé dans le fait que, sous le nom de « comités de grèves », on retrouvait dans presque tous les cas les commissions exécutives des sections syndicales, reliées entre elles par l'appareil bureaucratique des syndicats. Celles-ci transmettaient dans la plupart des cas la politique de la direction de la C.G.T. dans la classe ouvrière, tandis que de véritables comités de grèves, élus démocratiquement par tous les grévistes, syndiqués ou non, auraient pu être la véritable émanation de la base et se relier entre eux dans un réseau non bureaucratisé formant ainsi des organismes où une véritable direction révolutionnaire aurait pu s'affirmer.

Un autre acquis important du mouvement de Mai 1968 réside dans le déclin de l'influence des partis ouvriers traditionnels dans la jeunesse étudiante et lycéenne. Pour la première fois depuis l'origine du stalinisme, les forces révolutionnaires peuvent aujourd'hui conquérir l'hégémonie politique, et même la prédominance organisationnelle, dans une couche sociale tout entière qui, même si elle est largement minoritaire et marginale par rapport au prolétariat industriel, possède cependant de multiples courroies de transmission sociales avec celui-ci (écoles professionnelles ; emplois dans l'industrie de nombreux étudiants et universitaires, etc.) sans parler de la possibilité d'impact subjectif, surtout sur la jeunesse ouvrière. L'élaboration d'un programme de revendications transitoires qui permette de consolider cette hégémonie politique et cette influence de masse — soumise à d'inévitables fluctuations de par la nature sociale même du milieu étudiant — est une tâche vitale pour les révolutionnaires français.

Ces deux acquis importants du mouvement de mai 1968 confluent pour créer des conditions beaucoup plus favorables à la construction du parti révolutionnaire. Celui-ci ne peut pas encore être un parti de masse ; il est déjà plus qu'un simple groupe de propagande ; il est déjà capable de mobiliser et de faire agir des forces qui peuvent influencer une avant-garde ouvrière plus ou moins réduite. C'est en définitive dans cette amélioration des conditions de construction du parti révolutionnaire qu'il faut saisir le résultat le plus important de la crise révolutionnaire de mai, la meilleure garantie de ce qu'il ne s'agit pas d'une flambée sans lendemain mais du début d'une série de luttes violentes qui s'étendront sur plusieurs années.

En assurant le redémarrage de la révolution socialiste sur le continent européen, la montée révolutionnaire en France a créé de nouveaux rapports entre les trois secteurs de la révolution mondiale (révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes, révolution coloniale, révolution politique antibureaucratique dans les Etats ouvriers). Elle a commencé à créer les conditions qui permettront de surmonter les déséquilibres et les contradictions que le développement de la révolution mondiale a connus dans les vingt-cinq dernières années. Elle a donné au marxisme révolutionnaire, tel que la IV<sup>e</sup> Internationale n'avait seule cessé de le défendre, un renouveau éclatant ; elle l'a également enrichi des leçons des nombreuses expériences dans les domaines les plus divers.

La crise révolutionnaire en France a eu d'ores et déjà des prolongements dans les pays semi-coloniaux, notamment dans les grandes villes d'Amérique latine



(Rio de Janeiro, Buenos-Aires, Santiago de Chili, Mexico) et dans des pays où l'influence de l'impérialisme français restait importante (Dakar). Cette montée a constitué la plus grande aide qui ait été apportée au Vietnam et à Cuba socialiste.

La crise révolutionnaire en France a déjà eu des répercussions importantes en Yougoslavie ; des manifestations de solidarité envers les étudiants français ont eu lieu également en Tchécoslovaquie. Le gouvernement chinois, pour des raisons qui lui sont particulières, a organisé de grandes manifestations de solidarité pour les mouvements du prolétariat français. Dans les autres Etats ouvriers, c'est-à-dire en Union Soviétique et dans les Etats ouvriers d'Europe orientale, les gouvernements ont défiguré d'une manière encore plus éhontée que ne l'a fait l'*Humanité* le mouvement révolutionnaire, en France, n'insistant que sur les revendications, dénigrant et calomniant les « gauchistes », donnant un soutien à de Gaulle dans les moments les plus cruciaux, ne commençant à le critiquer pour ses propos anticomunistes qu'après la trahison du mouvement par la direction stalinienne.

Mais les événements de France ne tarderont pas à être véritablement connus et les mensonges staliniens ne feront que renforcer la résistance antibureaucratique. La répression contre l'intelligentsia et la jeunesse universitaire des dernières années atteste qu'en Union Soviétique aussi les étudiants joueront un rôle très important lors d'une grande montée révolutionnaire des masses contre le pouvoir bureaucratique. Mai 1968 a accéléré considérablement le processus de la révolution politique en Union soviétique.

La crise révolutionnaire en France a exprimé et stimulé puissamment des tendances qui opèrent en profondeur dans presque tous les pays européens.

La révolution socialiste européenne avait été figée à la suite de l'échec de la vague révolutionnaire de l'après-guerre, causé par les accords signés par Staline à Yalta, Téhéran et Potsdam avec les représentants des démocraties impérialistes. Sur la révolution européenne pesaient alors d'une part la dégénérescence stalinienne de la Révolution russe, d'autre part la défaite de la classe ouvrière allemande en 1933 et celle de la révolution espagnole à la veille de la deuxième guerre mondiale. Pour la première fois, une gigantesque poussée révolutionnaire a ouvert de nouvelles perspectives aux travailleurs européens. La crise a atteint la France la première, en raison de sa situation économique toujours précaire malgré les transformations effectuées par le capitalisme français dans l'après-guerre ; de la situation politique créée par le régime gaulliste qui, sous les apparences d'un « Etat fort », avait éliminé dans sa pratique quotidienne tous les amortisseurs fournis par un régime représentatif de type parlementaire ; il n'y avait plus dans les domaines les plus essentiels que l'arbitraire d'un seul homme ou d'une équipe restreinte à l'extrême.

Fondamentalement, dans tous les pays européens, le « néo-capitalisme » présente les mêmes caractéristiques de fragilité et la montée en France n'est qu'un signe précurseur des crises qui se manifesteront dans le proche avenir en Europe.

Les nécessités objectives avaient obligé les capitalistes européens à réaliser une concentration des forces productives sous la forme réactionnaire et étriquée du Marché Commun. Ces mêmes nécessités objectives auront pour résultat de faire revivre dans le mouvement ouvrier européen la plus haute expression du marxisme révolutionnaire, l'Internationale révolutionnaire de masse. Les manifestations d'internationalisme prolétarien qui ont marqué les démonstrations de rue de l'avant-garde révolutionnaire pendant le mois de mai témoignent que la création de l'Internationale révolutionnaire de masse deviendra bientôt un des problèmes majeurs que doit se poser l'avant-garde révolutionnaire en Europe et, avec elle, toute l'avant-garde révolutionnaire dans le monde.

### III. — La fin du long boom de l'économie impérialiste

Depuis le début de la deuxième guerre mondiale aux Etats-Unis, depuis la fin de la période de reconversion d'après-guerre en Europe occidentale et au Japon, l'économie des pays impérialistes a traversé une phase d'expansion économique à long terme comparable aux périodes les plus fastes de l'économie capitaliste dans le passé, sinon les dépassant.

Le contexte mondial de cette expansion était certes différent ; il ne coïncidait pas avec une expansion mais avec un rétrécissement de l'aire géographique dans laquelle le Capital pouvait librement exploiter la force de travail. Il ne s'agissait pas

d'un « boom » ininterrompu ; l'économie impérialiste a connu, pendant cette époque, des récessions multiples — sauf en Allemagne occidentale — qui étaient autant de rappels de l'impuissance du capital à résoudre fondamentalement ses contradictions économiques. Aux côtés de cette économie impérialiste en expansion rapide, il y avait à la fois une économie des Etats ouvriers croissant plus rapidement encore, et une économie des pays coloniaux et semi-coloniaux en semi-stagnation ; toutes deux soulignaient la crise du système capitaliste mondial.

Finalement, il faut rappeler que l'expansion de l'économie impérialiste, surtout en Europe occidentale, n'était pas un produit automatique des forces économiques spontanées, mais au contraire le double produit de la trahison des possibilités révolutionnaires d'après-guerre du prolétariat européen par les directions réformistes et stalinienne d'une part, et d'une aide massive de la part de l'impérialisme américain d'autre part, qui avait concentré tous ses efforts dans l'immédiat après-guerre sur la consolidation et l'essor du capitalisme en Europe occidentale.

Tenir compte de toutes ces réserves ne réduit en rien l'importance et l'ampleur de cette longue période d'expansion de l'économie impérialiste. Que celle-ci ait pu connaître pareil essor malgré le fait que quatorze pays échappent à l'exploitation du capital, que la désintégration des empires coloniaux et le déclin de l'importance des surprofits coloniaux dans l'économie des pays impérialistes coïncident avec une expansion exceptionnelle de celle-ci, c'est ce qu'il fallait reconnaître et expliquer.

Nier ces faits évidents, ce n'était pas « conserver la foi inébranlable dans la possibilité révolutionnaire du prolétariat » ; c'était transformer les fondements de cette confiance — la compréhension rigoureusement scientifique de la réalité — en une mystification de type dogmatique et religieux, indigne du marxisme. Mais s'arrêter à l'analyse des faits courants, sans approfondir les tendances de l'évolution à long terme, sans mettre à nu les contradictions essentielles, et sans dévoiler ainsi leur caractère historiquement limité et passager, c'était tomber victime d'un empirisme vulgaire et devenir prisonnier de l'idéologie bourgeoise et petite bourgeoise qui proclamait sur tous les tons que l'économie capitaliste avait découvert le secret de l'expansion continue « dans la stabilité » et de la garantie du plein emploi.

Les marxistes révolutionnaires ont évité ces deux écueils. Ils ont offert une analyse globale des raisons de la longue période d'expansion de l'économie impérialiste qui cadre avec la théorie marxiste générale.

Cette expansion était provoquée par une rénovation technologique accélérée, stimulée par des dépenses d'armement d'un niveau exceptionnellement élevé maintenues en permanence pendant deux décennies (aux Etats-Unis pendant près de trois décennies) — phénomène sans précédent dans l'histoire du capitalisme — ce qui a entraîné une industrialisation plus systématique de la plupart des pays impérialistes eux-mêmes, impliquant par suite une véritable révolution dans la structure sociale de pays comme la France, l'Italie, le Japon ou l'Espagne, avec le déclin rapide du poids de la paysannerie dans la population et dans l'économie. Cette expansion était protégée contre une rechute périodique dans de graves crises économiques de surproduction par l'organisation systématique et délibérée de l'inflation permanente du crédit et de la masse monétaire. Le « boom » était porté par un endettement énorme et sans précédent. La surproduction n'était pas supprimée ; elle était d'une part voilée par la création inflationniste de pouvoir d'achat, d'autre part, « congelée » par l'apparition de phénomènes de capacité de production de plus en plus excédentaire dans de nombreuses branches industrielles (charbon, construction navale, acier, textile, pétrochimie, demain sans doute automobile).

Cette analyse débouchait sur trois conclusions : d'abord, que les moteurs principaux de cette longue période d'expansion allaient s'épuiser progressivement, provoquant du même fait une aggravation de plus en plus nette de la concurrence inter-impérialiste ; ensuite, que l'application délibérée des techniques keynesiennes anti-crise accentuerait l'inflation universelle et l'érosion permanente du pouvoir d'achat des monnaies, ce qui finirait par provoquer une crise très grave du système monétaire international ; enfin, que ces deux facteurs pris conjointement allaient multiplier les récessions partielles et qu'on s'orienterait vers une récession générale de l'économie impérialiste, certes différente de la grande crise de 1929-1932 tant par son ampleur que par sa durée, mais qui frapperait néanmoins tous les pays impérialistes et dépasserait largement l'ampleur des récessions des vingt dernières années. Deux de ces conclusions se sont déjà vérifiées ; la troisième s'annonce pour les débuts des années soixante-dix.

L'inévitabilité des fluctuations cycliques en économie capitaliste a reçu sa confirmation dans l'éclatement de la première récession réelle en Allemagne occidentale en 1966-67. Cette récession coïncidant avec la cinquième récession d'après-guerre



en Grande-Bretagne, a touché presque tous les pays d'Europe capitaliste ; seule l'Italie a pu y échapper du fait de la récession sérieuse que ce pays avait préalablement connue en 1964. Cette récession, la plus grave en Europe depuis la Seconde Guerre Mondiale, y a amené le nombre de chômeurs au chiffre de trois millions. Mais comme elle a coïncidé avec un « boom » au Japon et une période marquée d'abord par un « boom », puis par un simple fléchissement de courte durée de l'économie américaine (fléchissement de déstockage), la récession généralisée dans tout le monde impérialiste a cette fois encore été évitée de justesse.

Cependant, cette récession encore limitée aux principaux pays d'Europe capitaliste a déjà entraîné une aggravation sérieuse de la concurrence inter-impérialiste. La dévaluation de la livre sterling, les mesures prises par l'administration Johnson pour « défendre le dollar », la dévaluation voilée du franc français en novembre 1968, la pénétration massive des constructeurs d'automobiles japonais sur les marchés européen et nord-américain, la compétition entre trusts américains et européens au sein du Marché Commun, la crise que traverse l'intégration économique de l'Europe capitaliste elle-même, ostensiblement provoquée par le refus gaulliste de l'adhésion de la Grande-Bretagne, mais en réalité alimentée surtout par les craintes et les hésitations des principales bourgeoisies devant le ralentissement général de l'expansion de l'économie impérialiste internationale — telles sont les principales manifestations de cette concurrence inter-impérialiste. Elle aboutit fatalement à une nouvelle phase avancée de concentration des capitaux — souvent de concentration internationale de capitaux — et tend ainsi à aggraver généralement les phénomènes de capacité de production excédentaire, d'endettement croissant et de baisse du taux de profit des trusts monopolistes. Produites par un premier ralentissement du taux de croissance, cette concurrence et cette concentration accentuées doivent produire à leur tour un nouvel abaissement de ce taux.

Tout concorde ainsi pour rétrécir progressivement la base sur laquelle a pu s'établir depuis trente ans une colossale pyramide d'inflation monétaire et d'endettement. La confiance dans les deux monnaies dites de « réserve » de l'économie capitaliste internationale — le dollar et la livre sterling — est profondément ébranlée. Ceci tend à entraver l'expansion du commerce capitaliste international et à freiner l'expansion des moyens de paiement internationaux. Un retour à l'étalon-or est impossible dans le monde impérialiste en déclin, confronté avec des forces anti-capitalistes puissantes ; il risquerait de provoquer une crise économique d'une gravité insupportable pour le régime.

Mais, en même temps, la poursuite de l'inflation internationale entre en contradiction de plus en plus nette avec les intérêts d'une fraction croissante de la bourgeoisie internationale. La désaffection croissante à l'égard du dollar tend à rétrécir de plus en plus l'expansion des liquidités internationales, à un moment où cette expansion devient une nécessité urgente pour relancer le « boom ». La contradiction a été soulignée par l'échec de la conférence de La Nouvelle-Delhi et l'impuissance des pays impérialistes à accroître le volume de leur « aide » aux pays semi-coloniaux (qui est avant tout une aide à leurs propres industries exportatrices), au même moment où l'expansion des échanges entre pays impérialistes manifeste les premiers signes d'essoufflement.

Sans doute l'impérialisme américain dispose de réserves et de ressources suffisantes pour se permettre pendant une période encore la poursuite des techniques keynesiennes à l'intérieur des Etats-Unis, sans attaquer directement le niveau de vie du prolétariat américain. Mais les pressions qui s'exercent sur lui pour qu'il arrête le déficit chronique de sa balance des paiements deviennent telles qu'un cran d'arrêt sérieux est introduit dans l'expansion inflationniste du système monétaire mondial. Cette pression déflationniste de plus en plus généralisée impose à un nombre croissant de pays impérialistes une discipline monétaire et financière commune, largement indépendante de la politique économique que choisissent leurs gouvernements occasionnels. Par ce biais, ils sont entraînés l'un après l'autre dans un courant commun qui les conduira vers une récession généralisée dans quelques années.

Un des traits les plus frappants de l'économie impérialiste depuis la Seconde Guerre mondiale a été l'absence de synchronisation internationale des récessions. Les récessions américaines de 1949, de 1953, de 1957 et de 1960, avec leurs répercussions plus ou moins directes sur l'économie britannique et sur celle de plusieurs pays impérialistes mineurs ont coïncidé avec un « boom » soutenu en Allemagne occidentale ; la récession japonaise n'a éclaté qu'en 1966, quand les économies française et italienne étaient déjà en reprise. Quant aux récessions allemande et britannique de 1966-67, elles ont été accompagnées d'un « boom » en Italie et au Japon et du maintien au moins partiel de la haute conjoncture aux Etats-Unis.

Cette fragmentation des récessions dans le temps et dans l'espace a manifestement pour effet de tendre à modérer l'ampleur et la durée des baisses d'activité ; l'accroissement des exportations compensait chaque fois partiellement la baisse des ventes sur le marché intérieur. Ses causes résident dans le fait que, si la récession découle en dernière analyse de la baisse des investissements productifs, c'est-à-dire de l'apparition de capacités de production excédentaires, donc en dernière analyse de la surproduction « gelée », elle est provoquée dans l'immédiat par des mesures gouvernementales : restrictions de crédit et politique déflationniste, qui visent soit à équilibrer la balance des paiements, soit à « étrangler la surchauffe », soit les deux objectifs à la fois. La possibilité de cette manipulation monétaire et financière générale dans le monde impérialiste était créée à la fois par la tendance générale expansive et par l'inflation internationale généralisée.

Le fléchissement de ces deux stimulants a d'ores et déjà commencé. Il réduit considérablement la marge de manœuvre de chaque gouvernement impérialiste — ainsi que l'a appris à ses dépens le gouvernement Wilson auquel la finance internationale a véritablement dicté un taux de dévaluation insuffisant pour permettre une reconquête par la bourgeoisie britannique des marchés internationaux perdus. Par suite de la collaboration étroite entre les banques centrales à l'échelle internationale, il tend à imposer des disciplines monétaires de plus en plus rigides, d'où découle une synchronisation de plus en plus étroite des politiques monétaires des principaux pays impérialistes. Cette synchronisation rend inévitable, à court ou moyen terme, une synchronisation des récessions économiques.

La synchronisation des récessions économiques a ses racines dans le processus de production lui-même. Elle reflète, en dernière analyse, l'internationalisation croissante du Capital et le nivellement des niveaux de productivité et de la compétitivité des différentes économies impérialistes. Dans ces conditions, les marges de manœuvres monétaires et financières se rétrécissent considérablement, chaque manœuvre — que ce soit une déflation, une dévaluation monétaire ou un protectionnisme — entraînant rapidement des conséquences négatives sur l'économie des autres pays impérialistes et incitant ceux-ci à s'engager dans une voie analogue. En fait, la collaboration étroite entre les banques centrales exprime sur un plan conscient l'impuissance objective des pays impérialistes, même les plus forts, à se soustraire à la fois aux impératifs de la concurrence inter-impérialiste et à l'inévitabilité des rétorsions monétaires que provoque toute tentative d'améliorer sa propre puissance compétitive à l'aide d'expédients financiers.

Historiquement, la fin, qui s'approche, de la période d'expansion à long terme, qui s'est étendue de 1940 à 1965 dans l'économie impérialiste internationale, a des causes plus profondes que les phénomènes au niveau des monnaies, du système de crédit ou de la politique interventionniste des Etats bourgeois. Elle signifie que réapparaît puissamment à la surface la contradiction entre l'expansion des forces productives et le rôle de frein joué par l'appropriation privée, contradiction que le Capital avait pu refouler pendant toute une période à l'aide d'expédients. L'efficacité de ces expédients s'effrite. Les effets stimulants de l'inflation permanente sont neutralisés par des effets négatifs dans le domaine du commerce mondial. Les effets stimulants de la production d'armements déclinent à partir du moment où ceux-ci ont atteint un niveau colossal, et où une nouvelle relance du « boom » nécessiterait un nouveau bond des dépenses militaires que même l'économie américaine ne pourrait plus supporter. L'appauvrissement relatif de plus en plus prononcé des pays semi-coloniaux réduit constamment la fraction de la production industrielle totale des pays impérialistes qu'ils peuvent absorber. Mais l'expansion des échanges entre pays impérialistes qui s'étaient développés énormément pendant la longue période d'expansion est de plus en plus freinée par la concurrence inter-impérialiste et par l'égalisation progressive du niveau technique de tous les pays impérialistes.

Bref, l'énorme capacité de production aujourd'hui accumulée dans ces pays entre de plus en plus en conflit avec les besoins de mise en valeur du capital. Seule l'économie en expansion des Etats ouvriers constituerait une soupape de sûreté momentanée ; mais ses échanges avec les pays impérialistes, bien qu'en hausse constante, sont trop réduits pour pouvoir freiner une récession généralisée. Ces limites qui sont à la fois fonction des possibilités d'exportation très médiocres des Etats ouvriers et de l'ensemble du contexte international rendant les crédits à long terme fort aléatoires, ne seront guère considérablement dépassées dans un proche avenir.



#### IV. — La nouvelle phase de la crise des régimes bureaucratiques dans les Etats ouvriers et le sens des « réformes économiques »

Après l'écrasement de la révolution hongroise de 1956, la crise des régimes bureaucratiques dans les Etats ouvriers d'Europe orientale et en U.R.S.S. était temporairement arrêtée ou canalisée. La liquidation de la plupart des réformes acquises par l'Octobre polonais à partir de 1957, l'arrêt de la déstalinisation en U.R.S.S. après le XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., la passivité des masses laborieuses, l'apathie politique un instant interrompue par la victoire de la révolution cubaine et ses démêlés avec l'impérialisme américain, mais que même le conflit sino-soviétique n'avait ensuite plus guère ébranlée, étaient autant d'expressions d'un arrêt momentané de cette crise. L'élimination de Khroutchchev, dont la politique économique était devenue nettement impopulaire parmi les masses ouvrières, se passa dans l'indifférence générale. La guerre d'agression de l'impérialisme américain contre la révolution vietnamienne elle-même, qui avait provoqué des protestations et des réactions larges et violentes dans une avant-garde jeune au sein des pays impérialistes, s'est déroulée au début dans un climat beaucoup plus indifférent dans la plupart des Etats ouvriers européens, même s'il faut mentionner de courageuses réactions autonomes d'étudiants de la R.D.A., de Pologne et de Yougoslavie en faveur de la révolution vietnamienne.

Cette longue apathie politique, cette nouvelle stabilité relative des régimes bureaucratiques des Etats ouvriers s'étendant sur près d'une décennie après la période de secousses violentes qui allait de 1952 à 1957, s'expliquent par l'interaction de plusieurs facteurs. En général, la fin des années cinquante et le début des années soixante ont été marqués par une élévation constante du niveau de vie des masses — plus prononcée dans certains pays comme l'U.R.S.S., la R.D.A. et la Yougoslavie que dans d'autres (Pologne et Tchécoslovaquie) — mais néanmoins suffisamment réelle pour donner naissance à un climat d'illusions réformistes. L'écrasement de la révolution hongroise n'avait pas manqué de nourrir ce même climat. L'illusion d'une « démocratisation » progressive par en haut, stimulée par des phases saccadées de libéralisation dans le domaine culturel et par un intérêt croissant pour l'autogestion yougoslave, constituait le cadre général dans lequel ce climat s'était établi.

Cependant un facteur plus fondamental était sous-jacent à cette apathie. A l'époque stalinienne, la classe ouvrière avait été politiquement expropriée et atomisée dans tous ces Etats, à l'exception partielle de la Yougoslavie. Le contraste flagrant entre la doctrine officielle — la déformation apologétique du « marxisme » — et l'oppression politique et l'inégalité sociale, avait créé au sein du prolétariat une profonde méfiance et un scepticisme accentué à l'égard de la doctrine marxiste-léniniste. Selon les périodes, cette méfiance était combinée avec un optimisme quant aux « possibilités de « réussite individuelle » (périodes de forte expansion économique) ou avec un pessimisme généralisé à ce propos (périodes de semi-stagnation). Mais la perte de confiance dans l'idéal communiste substitué par la bureaucratie constituait la cause fondamentale de l'apathie politique du prolétariat. Cette cause n'a pas été surmontée par les périodes de « libéralisation » ou de combat des intellectuels pour plus de démocratie socialiste, dans la mesure où le prolétariat considérait ces intellectuels, non sans raison, comme faisant partie de la bureaucratie privilégiée, et que le programme « libéral » n'offrait guère d'attraits ou d'avantages immédiats pour les travailleurs.

Depuis quelques années, une série de facteurs ont commencé à opérer dans le sens d'un ébranlement de la stabilité relative dont les régimes bureaucratiques disposaient depuis 1957. La crise de ces régimes s'exprima à nouveau par une entrée en action de diverses couches de la population, en Yougoslavie, en Pologne et en Tchécoslovaquie. La bureaucratie soviétique elle-même manifesta une peur panique devant la possibilité d'une telle reprise en U.R.S.S. Quatre de ces facteurs doivent être mis en évidence : le ralentissement de la croissance économique et les conséquences néfastes pour les masses des « réformes économiques » introduites ces dernières années ; la crise du « camp socialiste mondial », c'est-à-dire des rapports entre Etats ouvriers et entre P.C. ; l'impuissance de la bureaucratie à élaborer une ligne idéologique tant soit peu cohérente à la place de la doctrine stalinienne ; l'impact sur les Etats ouvriers de l'escalade agressive de l'impérialisme américain, de la résistance victorieuse des masses laborieuses vietnamiennes, et de la reprise de l'agitation et de la lutte révolutionnaire en Europe occidentale.

L'abaissement progressif du taux de croissance de l'économie des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés, au cours des années soixante, exprime la crise profonde de la gestion bureaucratique de cette économie. L'échec de la planification bureaucratiquement hyper-centralisée, à partir du moment où il s'agit de dépasser la phase de l'industrialisation sans tenir compte des coûts, et de développer avant tout un secteur technologiquement nouveau (électronique, pétrochimie, systèmes mécaniques automatisés) et l'industrie des biens de consommation durables, est universellement reconnu. Mais faute de pouvoir la remplacer par un système d'autogestion ouvrière, démocratiquement centralisé, la bureaucratie est à la recherche de mécanismes « automatiques » pour remplacer les ordres venus d'en haut — contradictoires, confus et de moins en moins efficaces. D'où l'option générale en faveur de « réformes économiques » qui revalorisent « l'économie de marché socialiste ». Une compétition pour le pouvoir au sein même de la bureaucratie, entre une aile essentiellement technocratique et la tendance conservatrice de l'appareil politique d'origine stalinienne, est sous-jacente à ce recours accru aux mécanismes du marché.

La nature inter-bureaucratique de ce conflit apparaît surtout dans le programme des rapports avec la classe ouvrière que les technocrates « libéraux » ont élaboré. Nulle part, ils ne se prononcent, fût-ce en principe, en faveur de l'autogestion ouvrière ; partout, ils prônent un accroissement des droits des directeurs d'usine combiné à une autonomie plus grande des entreprises. Ces droits accrus des directeurs s'entendent non seulement par rapport aux instances centrales de planification, mais encore par rapport aux travailleurs. Les technocrates sont en faveur d'une austérité et d'une rationalité économique d'autant plus suspecte aux yeux des travailleurs qu'elle implique, d'une part, la réapparition massive du chômage et le démantèlement des services sociaux gratuits ou à bas prix (comme les loyers), et d'autre part, une augmentation des inégalités sociales ainsi que le relèvement des traitements et des primes touchés par les bureaucrates.

Constater que les « réformes libérales » créent, malgré tout, une atmosphère plus favorable à la renaissance de l'initiative et de l'activité politique des ouvriers, est une chose. Mais cela n'implique pas que les marxistes-révolutionnaires soutiennent les technocrates libéraux contre les bureaucrates politiques « conservateurs ». Il est incontestable que le conflit inter-bureaucratique et les concessions libérales accordées aux écrivains, aux journalistes et aux étudiants en Tchécoslovaquie, ont amélioré les possibilités d'une reprise de l'action ouvrière. Encore faut-il ajouter que cette action risque de se diriger contre les conséquences économiques des « réformes » défavorables à la classe ouvrière. On enfermerait l'avant-garde renaisante de ces pays dans un dilemme insoluble si on voulait limiter son action au choix entre un « moindre mal » (la bureaucratie technocratique et libérale) et une « rechute dans le stalinisme ». Seul un programme hardi de renaissance intégrale de la démocratie socialiste, s'appuyant sur le pouvoir des conseils ouvriers, c'est-à-dire le programme de la révolution politique, peut amener une réapparition générale de la classe ouvrière sur la scène politique. Elle est trop hostile à l'égard de la bureaucratie dans son ensemble pour se laisser utiliser comme simple force d'appoint dans le conflit entre deux couches de la caste au pouvoir.

Le fait que les premières couches à se mettre en mouvement dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés soient les intellectuels et les jeunes n'est pas seulement dû à l'apathie politique encore fort étendue parmi les travailleurs. Il reflète aussi l'état de mécontentement beaucoup plus direct que la dictature bureaucratique a créé dans ces milieux. Les travailleurs pouvaient, à la rigueur, se contenter temporairement d'une amélioration de leur niveau de vie et d'un accroissement marginal de leurs droits syndicaux à l'entreprise. Pour les intellectuels et les jeunes, la revendication de la liberté de création artistique et littéraire, de la liberté de discussion scientifique et, par implication, politique, représente un besoin vital, sans lequel ils risquent d'étouffer. En liquidant les aspects extrêmes du stalinisme sans établir un véritable climat de démocratie socialiste, la bureaucratie a simplement supprimé les moyens de dissuasion les plus extrêmes contre les revendications des intellectuels et des étudiants, sans leur accorder satisfaction. Cela ne pouvait pas ne pas provoquer une crise de plus en plus virulente, qui aboutira inévitablement à des explosions.

L'évolution dans ce sens était d'autant plus inévitable que la faillite de la bureaucratie sur le plan de l'idéologie est beaucoup plus nette que son échec — seulement partiel — sur le plan économique. La bureaucratie a été incapable de substituer au stalinisme une doctrine tant soit peu cohérente. Elle a même été incapable de se réapproprier sa propre histoire. A travers les « manuels » de philosophie, d'économie politique, et d'histoire du P.C.U.S., péniblement réécrits année après année, puis remaniés et retirés de la circulation, après des simulacres de discussion, cette faillite éclate avec une netteté particulière, surtout par comparaison avec les réussites éclatantes des sciences naturelles et de la technique en U.R.S.S.



La faillite idéologique de la bureaucratie s'exprime également dans la crise croissante au sein du « camp socialiste » et du mouvement communiste international. Cette crise est déterminée en dernière analyse par des oppositions d'intérêts entre des bureaucraties nationales et reflète des rapports différents entre ces bureaucraties et l'impérialisme. Mais l'impuissance de la bureaucratie, surtout de la bureaucratie soviétique, à élaborer un semblant de doctrine acceptable pour l'ensemble des Etats ouvriers, tant en ce qui concerne les rapports avec l'impérialisme qu'en ce qui concerne les voies de construction de l'économie et de la société socialistes, stimule incontestablement les tendances centrifuges au sein du camp.

De ce point de vue, le bilan de l'ère Kossyguine-Brejev est encore plus catastrophique, pour la bureaucratie soviétique, que celui de l'ère de Khrouchtchev. Des quatorze Etats ouvriers, huit échappaient au contrôle au Kremlin (dans l'ordre chronologique : Yougoslavie, R.P. de Chine, R.D. de Corée, R.D. du Vietnam, Albanie, Cuba, Roumanie, Tchécoslovaquie). Avec l'autonomie croissante de la Tchécoslovaquie, la tentation de l'autonomie risquait de croître également en Pologne et en Hongrie. Si elle ne s'exprime pas aussi en R.D.A., c'est parce que la domination bureaucratique de ce pays dépend directement du soutien militaire de l'U.R.S.S.

Dans le mouvement communiste international, la politique de « coexistence pacifique » et de « compétition économique » a fait perdre au Kremlin le contrôle de la plupart des forces communistes dans l'Asie du sud et du sud-est, et condamne les forces qui lui restent fidèles à devenir de plus en plus minoritaires en Amérique latine. Cette politique, pleinement approuvée par la plupart des P.C. des pays impérialistes, les place en porte à faux par rapport aux mouvements jeunes en plein essor, et réduit à l'extrême leur capacité de pénétration dans cette nouvelle avant-garde.

La dialectique de la crise politique de la bureaucratie n'a pas agi de manière rectiligne ou directe. L'influence du courant maoïste ou même du courant fidéliste reste insignifiante ou faible dans les P.C. ou parmi les milieux de jeunes rebelles dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés. L'absence d'un programme concret, de propositions enthousiasmantes se rapportant aux problèmes de ces pays eux-mêmes, y est pour beaucoup ; la continuation du culte de Staline par les maoïstes leur ferme toute possibilité d'influencer des couches d'intellectuels et d'étudiants en Europe orientale.

Mais les effets indirects de cette crise politique internationale de la bureaucratie ont influencé et influencent la maturation d'une reprise de l'action dans les Etats ouvriers d'Europe orientale. La multiplicité des thèses « officielles » en présence accroît le scepticisme général quant à une quelconque « orthodoxie » et favorise la reprise de la pensée et de l'élaboration critique. Le nombre des courants et sous-courants s'accroît du même fait au sein des directions politiques de la bureaucratie. Les confrontations internationales deviennent autant d'occasions de discussions qui relancent la polémique momentanément stoppée par l'arrêt de la déstalinisation en U.R.S.S. Les succès les plus modestes remportés dans la lutte pour la démocratie socialiste ont des effets internationaux, en déclenchant un processus d'avalanche. Les étudiants tchèques prennent fait et cause pour les étudiants polonais victimes de la répression, les uns et les autres sympathisent avec les intellectuels non-conformistes persécutés en U.R.S.S.

En outre, la propagande dirigée par Pékin contre Moscou a incontestablement contribué à saper l'autorité des dirigeants bureaucratiques de partis communistes dans les pays capitalistes aussi bien qu'en Union soviétique. Par nécessité polémique, les maoïstes ont exprimé des vérités dévastatrices sur les « révisionnistes » et donné des exemples significatifs impliquant les P.C. pro-Moscou comme preuves de leurs affirmations. Si cette propagande a eu peu d'échos en Union soviétique, en Europe orientale, etc., en premier lieu en raison du développement du culte de Mao et des hommages associés rendus à Staline, elle a joué un rôle contribuant à la formation et aux activités de l'avant-garde jeune dans les pays capitalistes, ce qui, à son tour, a contribué à la montée de courants oppositionnels dans la jeunesse et parmi les intellectuels des Etats ouvriers dégénérés ou déformés. De ce point de vue, la propagande sur la « révolution culturelle » a eu une importance particulière du fait qu'elle était ostensiblement dirigée contre la bureaucratie et qu'elle proclamait la nécessité pour la jeunesse de « prendre le pouvoir », si hypocrite qu'ait été cette propagande. Le résultat final en a été une contribution à l'instabilité de la bureaucratie stalinienne à l'échelle mondiale.

La résistance des masses vietnamiennes et leurs victoires face à l'agression impérialiste ont fini par exercer un effet positif sur la repolitisation d'une avant-garde dans les Etats ouvriers. Elle a refroidi les sympathies d'une partie des intellectuels et des étudiants rebelles envers la « démocratie » bourgeoise, et discrédité à leurs

yeux l'impérialisme américain. Elle a galvanisé un courant de solidarité active, renforcé par la présence de nombreux étudiants provenant des pays coloniaux dans les Etats ouvriers. Elle sert aujourd'hui, comme en Occident, de test pour distinguer les courants réactionnaires et droitiers — qui se plaignent des sacrifices imposés aux peuples d'Europe orientale « au profit des Vietnamiens et des Cubains » ; qui affirment que la guerre du Vietnam n'est qu'une « querelle entre les grandes puissances » ; qui adoptent une attitude neutre ou indifférente à l'égard de l'héroïque résistance du peuple vietnamien — des courants progressifs qui débordent les affirmations purement verbales de « solidarité » officielle par des manifestations spontanées et l'exigence d'une aide plus directe et massive. La même remarque s'applique avec plus de netteté encore à l'attitude adoptée par les différents courants dans les Etats ouvriers à l'égard de la montée révolutionnaire en France, les droitiers regrettant l'affaiblissement du gaullisme favorable à « la détente internationale » et critiquant le P.C.F. sur sa droite, les véritables courants de gauche se solidarisant avec l'insurrection jeune et critiquant le P.C.F. sur sa gauche.

C'est la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie qui a le plus nettement révélé les tendances profondes et les contradictions internes de cette reprise progressive de l'activité des masses dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés. Les masses ouvrières qui sont restées pendant toute une phase sur une position d'expectative en face de la lutte entre deux ailes de la bureaucratie, ont commencé à se manifester, surtout en avançant leurs revendications autonomes, vers la fin du printemps 1968. Cette intervention a été accélérée par l'immixtion ouverte du Kremlin et de ses satellites dans l'épreuve de force intérieure au sein du P.C. tchécoslovaque, puis par la pression politique et militaire que la bureaucratie soviétique a commencé à exercer sur le gouvernement tchécoslovaque. Elle a atteint son point culminant au lendemain immédiat de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées au service du Kremlin. On a assisté à ce moment à l'explosion d'activité révolutionnaire la plus large de la part des masses que l'Europe orientale ait connue depuis octobre-novembre 1956 en Hongrie.

Sur la voie de la révolution politique, les masses ouvrières ont commencé à avancer de plus en plus nettement le mot d'ordre de l'autogestion ouvrière, de la prise en main directe de la direction des entreprises et de l'économie par les représentants élus par les travailleurs. Malgré toute la confusion idéologique qui régnait parmi les étudiants et les ouvriers d'avant-garde, en résultat du passé stalinien et de la nature de la direction Dubcek, c'est dans ce sens qu'une troisième tendance a commencé à se cristalliser au sein du P.C., des organisations de masse et de la classe ouvrière, qui rejetait à la fois les néo-staliniens conservateurs alliés au Kremlin et les partisans droitiers de la « réforme économique » et « libérale ».

La capitulation de la direction Dubcek devant le Kremlin, et la tentative de celui-ci de rétablir d'abord, à l'aide de l'équipe Dubcek, un contrôle bureaucratique sur les principaux domaines d'activité sociale qui commençaient à échapper à ce contrôle, ont soumis à une rude épreuve le militantisme de l'avant-garde ouvrière et étudiante et sa confiance en elle-même. Le but principal du Kremlin était d'aboutir à la démobilisation des masses en Tchécoslovaquie, après quoi il lui serait facile de remplacer Dubcek et Cie par des instruments plus dociles. Pendant six mois, la combativité admirable des masses a évité que ce dessein ne soit réalisé. Mais, à la longue, cette combativité ne pourrait se maintenir que si le mouvement débordait vers des pays voisins, avant tout vers l'Union soviétique elle-même.

Il est probable que ce qui a finalement incité la fraction prédominante au sein des dirigeants du Kremlin à passer à l'intervention militaire en Tchécoslovaquie fut autant la crainte d'une extension de « l'expérience tchécoslovaque » à d'autres pays de son glacis que la peur de la contagion en Union soviétique même. C'est surtout au sein de quelques nationalités minoritaires de l'U.R.S.S. (Ukrainiens, Géorgiens, Tartares de Crimée, Baltes, etc.) que quelques-unes des conquêtes progressistes des masses tchécoslovaques de la période janvier-août 1968 ont eu un profond effet stimulant de différenciation politique et de formation de courants oppositionnels : abolition de la censure, promesse d'un véritable fédéralisme, rétablissement partiel de normes démocratiques dans la vie intérieure du parti, notamment par la promesse du droit de tendance. En réagissant brutalement, même au prix d'une accentuation de la crise du mouvement communiste international, le Kremlin a révélé surtout sa méfiance envers les masses soviétiques. Le réveil, même timide, d'une activité oppositionnelle politique publique en U.R.S.S., pour la première fois depuis plus de trente ans, par rapport à l'invasion de la Tchécoslovaquie, démontre que ce jugement n'était pas sans fondements. Là-bas, comme en Tchécoslovaquie, en Pologne, en R.D.A., en Yougoslavie et en Hongrie, se rassemble lentement une nouvelle avant-garde révolutionnaire jeune qui, à travers mille difficultés et contre une répression qui tendra à se durcir, se fraye une voie vers la redécouverte du marxisme révolutionnaire en théorie et en action.



Le renforcement de la pression, y compris militaire, de l'U.R.S.S., en avril 1969 est la conséquence à la fois de la combativité des masses tchécoslovaques et du renforcement de l'opposition intérieure en Union Soviétique même. La « victoire » du Kremlin en Tchécoslovaquie, loin de stabiliser le pouvoir de la bureaucratie, ne fait qu'aggraver la crise du stalinisme dans les Etats ouvriers européens.

Le problème-clé auquel l'avant-garde est confrontée dans les Etats ouvriers, est celui d'une jonction entre les étudiants et intellectuels qui ont commencé la lutte directe pour la démocratie ouvrière, avec les ouvriers qui peuvent et doivent être gagnés à cette lutte. Cette jonction est impossible sans tenir compte de l'état d'esprit actuel, des intérêts matériels et des mobiles historiques du prolétariat. La préparer signifie œuvrer à la renaissance d'organisations marxistes-révolutionnaires dans ces pays, qui y défendent l'entière responsabilité du programme de la révolution politique.

Les conséquences économiques et sociales des « réformes économiques » introduites dans divers Etats ouvriers en Europe orientale, ont alimenté, depuis un certain temps, des tendances dans le mouvement révolutionnaire international qui considèrent qu'on se trouve dans ces pays à la veille d'une restauration du capitalisme. La propagande maoïste, diffusée sur une grande échelle rencontre d'incontestables échos. L'évolution de la politique étrangère de certains gouvernements de ces pays, telle la Roumanie et surtout la Yougoslavie, renforce objectivement ces craintes, qui sont par ailleurs utilisées également par la bureaucratie soviétique pour justifier des formes étroites de contrôle sur ces pays. Cela s'est vérifié une fois de plus dans le cas de la Tchécoslovaquie, où tout l'appui accordé par le Kremlin à la tendance conservatrice néo-stalinienne de Novotny était justifié par le soi-disant danger présent d'un retour à la démocratie bourgeoise.

Les marxistes révolutionnaires doivent réfuter l'argumentation développée dans ces divers milieux et défendre un emploi correct de la méthode d'analyse marxiste. Ce n'est pas seulement important dans la mesure où la défense de l'acquis théorique du marxisme fait partie intégrante de la lutte pour la révolution mondiale ; c'est aussi la condition indispensable d'une intervention dans la crise en cours dans ces Etats ouvriers, qui, pour aller dans le sens de la révolution politique, doit mesurer correctement les forces sociales en présence, leur poids respectif et leur dynamique. Le cas de la Yougoslavie ayant été choisi comme cas type, vu l'ampleur acquise par le secteur privé dans ce pays, il est indiqué d'examiner la thèse de la restauration du capitalisme à la lumière de la réalité dans ce pays.

Du point de vue méthodologique, les partisans de la thèse selon laquelle le capitalisme aurait été restauré en Yougoslavie appliquent au fond des conceptions réformistes à rebours. Puisqu'il n'y a manifestement pas eu une contre-révolution sociale dans ce pays à un moment quelconque, puisque le parti au pouvoir, malgré toutes sortes de phénomènes de dégénérescence droitière, reste le même qui a complètement exproprié les anciennes classes possédantes en 1945 et détruit leur Etat, l'hypothèse selon laquelle le capitalisme aurait été restauré implique qu'on peut graduellement et imperceptiblement passer d'un Etat ouvrier à un Etat bourgeois, d'une économie non-capitaliste à une économie capitaliste, de la même façon que les réformistes pensent qu'on peut graduellement et imperceptiblement passer de l'Etat bourgeois à l'Etat ouvrier, de l'économie capitaliste à l'économie non-capitaliste.

Pour les marxistes il n'y a pas de capitalisme sans classe bourgeoise au pouvoir au sens économique du terme. Il n'y a pas de classe bourgeoise sans appropriation privée des moyens de production et du surproduit social. De ce point de vue, il est impossible de démontrer que la bureaucratie yougoslave a fait un pas important quelconque sur la voie de l'appropriation privée des grands moyens de production. Au contraire, le système de l'autogestion représente un obstacle politique et psychologique supplémentaire sur la voie d'une telle appropriation privée, les travailleurs étant beaucoup moins prêts encore à abandonner à des propriétaires privés des usines à la gestion desquelles ils sont directement associés. Le processus d'accumulation primitive privée, qui a pris des dimensions importantes dans l'agriculture, le commerce, l'artisanat et le secteur des services, ne s'effectue pas au sein de cette bureaucratie mais d'autres classes ou couches sociales, telles que la paysannerie cossue, les commerçants privés, etc. Quant à l'appropriation privée d'une partie du surproduit social par la bureaucratie, il est impossible de démontrer que ce phénomène soit quantitativement plus important qu'en U.R.S.S. à l'époque de Staline.

Il est vrai que la symbiose d'une bureaucratie affairiste avec une paysannerie, une classe commerçante et artisanale en voie d'enrichissement rapide, crée des tensions sociales et économiques importantes au sein d'une économie socialisée, et y introduit de graves contradictions. Celles-ci ne sont cependant que la reproduction des contradictions analogues que l'U.R.S.S. a connues à l'époque de la N.E.P. Ces contradictions

menacent la nature planifiée de l'économie et ses fondements socialisés, elles sont accentuées par les décisions du P.C.Y. en matière de décentralisation économique de plus en plus accentuée et de démantèlement progressif du monopole du commerce extérieur — cela ne souffre point de discussion. Mais la seule conclusion qu'on puisse en tirer, c'est qu'on est au début d'un processus de luttes sociales et politiques exacerbées en Yougoslavie, comme l'attestent d'ailleurs la crise politique ouverte depuis 1966, la vague de grèves de 1966 et de 1967, et surtout les manifestations estudiantines et le congrès syndical de juin 1968. Le congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie de mars 1969 n'a pu que prendre acte des problèmes engendrant ces luttes et de ceux qu'elles posent à la couche dirigeante, non les résoudre. Pour qu'il y ait restauration du capitalisme, il faudrait que la classe ouvrière yougoslave — la seule qui ait réalisé une révolution socialiste victorieuse en Europe depuis 1917 — ait été battue et que les forces sociales incarnant la réappropriation privée des grands moyens de production triomphent. Affirmer que le capitalisme est déjà restauré, sans résistance massive du prolétariat, c'est proclamer la défaite avant que la bataille ait eu lieu, et faire preuve d'un défaitisme que les récents événements ont révélé totalement injustifié.

Les marxistes révolutionnaires récuse toute conception selon laquelle la nature sociale d'une économie ou d'une société puisse se modifier essentiellement à partir de facteurs idéologiques ou de conceptions politiques ; ils récuse encore davantage la thèse maoïste selon laquelle la restauration du capitalisme serait « automatique » si les vestiges de l'idéologie capitaliste ne sont pas éliminés. Il s'agit d'une véritable révision idéaliste et volontariste du matérialisme historique. La restauration du capitalisme dans un pays où il a été renversé n'est possible que si une nouvelle classe bourgeoise, dont l'existence aurait été clairement démontrée par des faits économiques et sociaux, s'appropriait les grands moyens de production et renversait l'Etat ouvrier. Rien de tout cela ne s'est produit en Yougoslavie.

Pas plus en Yougoslavie qu'en U.R.S.S. ou en Chine, nous ne sommes en présence d'un « modèle » définitif ou « idéal » de la société et de l'économie de transition du capitalisme au socialisme. Dans tous ces cas, des déformations graves, nouvelles et imprévues se sont produites par rapport au schéma théorique ; mais ce n'est pas là une raison d'abandonner les critères marxistes fondamentaux pour déterminer la nature sociale de l'Etat, et de se référer exclusivement à ces traits déformants en oubliant l'essentiel. L'excès de décentralisation économique, la réapparition du chômage, l'accumulation primitive accélérée dans le secteur des services sont des déformations graves dans le cas de la Yougoslavie, mais elles le sont tout autant que la destruction de tout contrôle ou pouvoir ouvrier au niveau de l'entreprise, dans l'U.R.S.S. à l'époque stalinienne, que la répression sanglante des conseils ouvriers hongrois par Khroutchev, que la stagnation économique subie par la Tchécoslovaquie sous le régime de Novotny, que la généralisation d'un marché noir et parallèle en U.R.S.S. pendant les années cinquante. Dans aucun de ces cas, les bases fondamentales de l'Etat ouvrier — à savoir la destruction de la grande bourgeoisie, la propriété nationalisée des grands moyens de production, le contrôle planifié des grands projets d'investissements, des banques et de la grande industrie — n'ont été abolies. Aussi longtemps que subsistent ces cadres et que la classe ouvrière n'a pas été battue par une nouvelle bourgeoisie, il n'y a pas de restauration du capitalisme.

## V. — Problèmes de la reprise de la révolution coloniale

Dans chacun de ses foyers principaux — révolution du sud-est asiatique, révolution latino-américaine, révolution arabe, révolution africaine — se multiplient les signes d'une reprise ou d'un approfondissement de la révolution coloniale. En même temps, la situation prérévolutionnaire au Bengale occidental annonce la création d'un nouveau foyer, d'importance capitale, celui de la révolution indienne. Il y a lieu de préciser les problèmes principaux auxquels la relance de la révolution coloniale doit faire face dans chacun de ces foyers, ainsi que les conditions dans lesquelles de nouvelles directions révolutionnaires peuvent aborder avec succès leur solution.

La résistance victorieuse de la révolution vietnamienne a créé les conditions propices à l'extension de la révolution dans le sud-est asiatique aux principaux pays voisins du Vietnam : Laos, Thaïlande, Birmanie, Indonésie. Même en Malaisie, le pays relativement le plus stable de cette zone, il y a un début de reprise de la lutte des masses, tandis que les Philippines connaissent également une activité oppositionnelle plus prononcée dans les villes, avec un début de reprise de la lutte des guérillas.



L'extension internationale de la révolution vietnamienne dans le sud-est asiatique n'a pas été jusqu'ici un phénomène spontané de masse ; elle est surtout fonction de l'action propre des forces révolutionnaires nord et sud-vietnamiennes (avant tout au Laos), et de l'influence prépondérante du P.C. chinois sur les P.C. des pays du sud-est asiatique. Après le désastre de la politique Aïdit en Indonésie, et en liaison avec la « révolution culturelle », la direction maoïste a fait un tournant tactique à gauche à l'égard de la « bourgeoisie nationale » asiatique : presque partout, elle prône le déclenchement de luttes armées sous direction communiste, d'après le modèle de la guérilla se transformant en guerre populaire. L'exception notable reste celle du Pakistan, où les forces communistes sous l'influence maoïste sont amenées à conserver une attitude expectative et modérée à l'égard du régime au pouvoir que Pékin veut ménager pour des raisons diplomatiques, et qui est pourtant secoué par une crise de plus en plus profonde.

La plupart de ces pays sont des sociétés essentiellement agraires, avec peu ou pas d'industrie, à un niveau de développement socio-économique largement inférieur à celui de la Chine de 1949 ou même du Vietnam de 1954. Les peuples de ces pays soit possèdent relativement peu d'expérience de lutte (c'est le cas de la Thaïlande), soit ont traversé de longues périodes de troubles axés sur la question nationale et avec une intervention limitée des masses urbaines. Le climat y est particulièrement propice au développement de la tactique de guérilla qui peut aboutir à une victoire si un minimum de conditions favorables est assuré dont l'existence d'une direction réellement indépendante par rapport à Pékin et à Moscou.

Dans la recherche désespérée d'un minimum de stabilité politique et sociale, la caste des officiers birmanes est allée loin sur la voie de l'anti-impérialisme dans cette région. Pratiquement, toute la propriété impérialiste et la majeure partie de la propriété urbaine de la bourgeoisie « nationale » birmane ont été nationalisées. Il s'est cependant avéré que la clé de l'avenir social de ce pays, comme de tous les pays du même genre, se trouve à la campagne, que sans véritable révolution agraire il est impossible de mobiliser réellement les masses populaires et, surtout, de créer une base de départ pour surmonter, ne fût-ce que graduellement, les causes réelles du sous-développement. Dans ce domaine, le régime militaire birman a failli. Cette faillite a facilité la reprise de la guerre des partisans, qui a poussé Rangoon à quémander l'aide militaire et économique de l'impérialisme.

Le tournant de la plupart des P.C. de cette zone vers une guerre de guérilla et vers le déclenchement de la révolution agraire favorise incontestablement la sélection d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire, hostile à la « coexistence pacifique » et aux illusions gradualistes, prête à déclencher un processus de « révolution ininterrompue ». Ses liens avec Pékin ont jusqu'ici favorisé cette évolution vers une orientation plus révolutionnaire. Cependant, cette évolution n'est pas irréversible. Comme hier à l'égard de l'Indonésie et aujourd'hui à l'égard du Pakistan, la bureaucratie au pouvoir à Pékin pourrait tenter une nouvelle fois d'utiliser le mouvement révolutionnaire dans tel ou tel pays du sud-est asiatique comme monnaie d'échange dans ses manœuvres diplomatiques. Il est donc nécessaire que les P.C. de ces pays s'émancipent de toute obédience à l'égard d'une quelconque des bureaucraties actuellement au pouvoir dans les Etats ouvriers pour que soient réunies les conditions les plus favorables à une exploitation de toutes les chances d'y faire progresser la révolution.

L'impérialisme américain est conscient des risques qu'implique pour lui l'extension internationale de la révolution vietnamienne. C'est pourquoi il a construit en Thaïlande une immense plate-forme militaire, véritable plaque tournante de la contre-révolution en Asie, qui devrait lui permettre de frapper au besoin durement en n'importe quel point d'une zone qui s'étend de Manille à Karachi.

L'Indonésie est manifestement le pays-clé de toute cette zone. C'est là que l'intervention contre-révolutionnaire de l'impérialisme dans le sud-est asiatique a eu l'effet le plus néfaste, en donnant à l'équipe des généraux indonésiens la confiance nécessaire pour écraser le mouvement communiste. Mais c'est là aussi que l'impuissance de la bourgeoisie nationale à stabiliser tant soit peu la situation politique et sociale est apparue de la manière la plus frappante. Malgré le bain de sang d'octobre 1965, malgré l'ampleur de la victoire politique remportée par l'impérialisme, son « aide » militaire et économique (épaulée à distance par la bureaucratie soviétique), jointe à la corruption et à l'incapacité chronique de la classe dominante autochtone, n'ont pu arrêter la désintégration économique ni une nouvelle chute catastrophique du niveau de vie des masses, pourtant déjà très bas à la fin de l'ère Sukarno. C'est de l'évolution objective qu'est issue l'impulsion qui a permis la reprise de la lutte, sous une forme armée.

Le P.K.I. a été décimé ; il a perdu la plupart de ses cadres dirigeants ; mais ses cadres moyens étaient trop nombreux pour pouvoir être exterminés. Parmi ces cadres s'opère aujourd'hui un processus de différenciation et de regroupement. Tandis qu'une aile défaitiste et droitière tire de la faillite de la politique d'Aïdit des conclusions

dans un sens néo-khrouchtchevien, la majorité des cadres survivants s'oriente vers la gauche, vers la nécessité de la lutte armée. Les cadres marxistes révolutionnaires doivent participer à fond à ce tournant, l'appuyer de toutes leurs forces, stimuler un examen critique de toutes les erreurs de la ligne Aïdit — celles inspirées par Moscou comme celles inspirées par Mao — et, par la constitution de leur propre noyau, contribuer à la naissance d'une nouvelle direction de la révolution indonésienne.

Avec la conférence de l'O.L.A.S., une étape a été franchie également vers la création d'une nouvelle direction révolutionnaire en Amérique latine. Un document séparé étudie toutes les leçons des dix années de lutte qui se sont déroulées en Amérique latine depuis la victoire de la révolution cubaine. Il suffit de rappeler ici la faillite lamentable de la direction bourgeoise-nationale et petite-bourgeoise nationaliste du mouvement traditionnel des masses (A.D. au Venezuela, A.P.R.A. au Pérou, M.N.R. en Bolivie, péronistes en Argentine, « libéraux » en Colombie), l'effondrement du gouvernement Goulart au Brésil et l'intégration de l'équipe Vandor dans la dictature militaire argentine en étant sans doute les exemples les plus typiques. Pris entre le feu de la révolution cubaine d'une part et la pression de l'impérialisme de l'autre, ces forces se sont partout alliées aux tendances pro-impérialistes, non sans subir dans ce processus des scissions continues et un rétrécissement de leur base populaire.

N'ayant pas changé fondamentalement leur politique, les P.C. poursuivent la chimère de « l'alliance avec la bourgeoisie nationale » et d'une « voie constitutionnelle » vers la libération de l'emprise impérialiste. Même lorsque la pression de la base les a obligés à faire un tournant vers la lutte armée (comme ce fut le cas au Venezuela, en Colombie et au Guatemala), ce tournant fut épisodique, partiel, pragmatique et ils tendent à retrouver une stratégie d'ensemble dominée par la « coexistence pacifique ». Les conflits de plus en plus nombreux de ces P.C. avec la direction cubaine et les partisans locaux de l'orientation révolutionnaire, attestent la profondeur de cette contradiction.

La direction fidéliste, qui a cherché un moment, avant et lors de la conférence tricontinentale, à œuvrer à travers les partis communistes traditionnels, afin d'engager le maximum de forces sur son orientation pour une lutte armée déclenchée dans une série de pays à la fois, et pour une révolution socialiste à l'échelle continentale a tiré le bilan de l'incapacité congénitale des P.C. latino-américains dans leur ensemble à se réintégrer dans le processus révolutionnaire en cours. D'où le caractère d'autonomie par rapport aux P.C. traditionnels donné à la conférence de l'O.L.A.S. ; d'où la tentative de regrouper, au niveau national et continental, toutes les forces révolutionnaires, sans exclusive aucune, qui sont prêtes à s'engager dans la lutte révolutionnaire et à accepter à la fois le caractère socialiste de la révolution latino-américaine, sa nature continentale, et le rôle prédominant qu'y joue la lutte armée.

Les conceptions initiales de la direction fidéliste en matière de stratégie et de tactique de la lutte armée ne sont pas restées statiques. A la lumière d'une expérience douloureuse et chèrement acquise, une série de modifications a été introduite. La plus importante d'entre elles comporte la reconnaissance que les premières espérances d'une victoire rapide dans un certain nombre de pays se sont montrées exagérément optimistes, que la lutte doit être conçue comme devant être de longue durée, et que l'impérialisme avait tiré des leçons, ce qui augmentait les difficultés de la guerre des guérillas. L'idée formulée par la direction fidéliste selon laquelle il fallait faire une distinction entre des conditions généralement révolutionnaires et une situation révolutionnaire favorisant un soulèvement, présente un intérêt particulier.

Les Cubains ont également développé une conception stratégique plus complexe que l'idée initiale d'un « foyer de guérillas » déclenchant un renversement réussi d'un gouvernement réactionnaire et de l'Etat bourgeois. Cette conception inclut maintenant la nécessité d'organiser un soutien de masse dans la paysannerie et d'élargir la lutte armée pour qu'elle englobe de larges couches de la population urbaine. Ce sont des progrès importants. Il manque encore une appréciation marxiste révolutionnaire de la nécessité d'un programme de transition pour les masses des villes afin de mettre en mouvement ces forces explosives au travers de leurs propres besoins. De même, il manque encore une appréciation marxiste du rôle qu'un parti comme celui des bolcheviks pourrait jouer pour que la lutte se termine victorieusement le plus rapidement possible.

La révolution arabe avait subi un coup d'arrêt sévère avec le début de repli de la révolution algérienne, antérieurement à la chute de Ben Bella. La possibilité d'un nouveau développement progressif était apparu en 1966-67 en Syrie, et afin de l'étouffer l'agression israélienne de juin 67 a été déclenchée. La défaite subie par l'Egypte et la Syrie dans cette guerre d'agression a accentué momentanément le poids des gouvernements réactionnaires arabes. Mais elle a en même temps accentué la prise de conscience anti-impérialiste des masses, ce qui a amené celles-ci à agir de manière autonome, pour la première fois depuis dix ans, en Egypte.



La reprise révolutionnaire la plus prometteuse qui se dessine actuellement dans le monde arabe se produit en Palestine. La lutte révolutionnaire menée par les masses urbaines et rurales d'Aden et du Sud-Yemen qui leur a permis de chasser par leur action l'impérialisme, les cheiks semi-féodaux et la plupart des instruments du néo-colonialisme ; la guérilla déclenchée par les masses palestiniennes dans les territoires occupés par Israël a provoqué un regain d'espoir et d'enthousiasme révolutionnaires dans l'ensemble du monde arabe. La consolidation exige à la fois la formation de cadres révolutionnaires beaucoup plus trempés et conscients que ceux de la décennie 1956-1966, et l'extension et la centralisation de la lutte à des secteurs de plus en plus larges de l'ensemble du monde arabe.

En fait, on assiste actuellement au crépuscule de la génération révolutionnaire arabe qui était dominée par le nassérisme d'essence bourgeoise « nationale » et le baasisme d'essence petite-bourgeoise. Les conditions mûrissent pour la formation d'un véritable parti de la révolution arabe, se basant sur le marxisme révolutionnaire, combinant une orientation résolument anti-impérialiste avec un véritable internationalisme prolétarien, ce qui faciliterait la solution du problème israélien et du problème kurde. Les éléments de ce parti ne se rassembleront pas seulement parmi les combattants palestiniens et yéménites, mais encore dans l'avant-garde estudiantine et ouvrière marocaine, algérienne, tunisienne, égyptienne, syrienne et irakienne qui dresse actuellement le bilan des expériences et des échecs des P.C. traditionnels, du nassérisme et du Baas.

En Afrique noire, l'initiative était également passée pendant toute une période à l'impérialisme et à ses agents néo-colonialistes. Les coups d'Etat militaires ont en général maintenu sinon renforcé les structures néo-colonialistes. Le renversement de Nkrumah au Ghana, l'élimination d'Odinga Oginga au Kenya, les changements de régime au Mali et au Congo-Brazzaville, marquent de sérieux virages à droite dans les gouvernements de ces pays. La proclamation unilatérale d'indépendance par les colons blancs du Zimbabwe (Rhodésie du sud), le renforcement du régime d'apartheid et de la répression semi-fasciste en Afrique du sud, sont autant d'indices du temps d'arrêt subi par la révolution africaine au cours des dernières années. La paralysie croissante de l'O.U.A., voire sa transformation en instrument néo-colonialiste, couronnent en quelque sorte cet arrêt temporaire.

Simultanément se sont pourtant rassemblées des forces dont l'action commande aujourd'hui les chances de reprise de la révolution africaine. La consolidation des guérillas en Guinée dite portugaise et en Erythrée, leur reprise en Angola et au Mozambique, leur première apparition au Zimbabwe et le courant de plus en plus favorable à la lutte des guérillas au sein du mouvement anti-apartheid en Afrique du sud, en sont l'expression la plus nette.

Les particularités de la société africaine impliquent que la survivance du tribalisme et le caractère rudimentaire de la bourgeoisie créent une faiblesse endémique du néo-colonialisme mais placent en même temps des obstacles supplémentaires sur la voie d'une révolution véritablement anticapitaliste. Sous la protection du néo-capitalisme, l'accumulation privée des capitaux s'est poursuivie à un rythme accéléré dans presque tous les pays d'Afrique noire. La séparation de classes sociales modernes des anciennes structures tribales a été favorisée par ce processus, ainsi que le démontre avec une netteté particulière la sécession au Biafra organisée par les forces bourgeoises utilisant en leur faveur les structures tribales et les craintes de leurs membres.

Cela ne peut qu'accentuer l'importance que revêt la révolution sud-africaine, la seule qui puisse s'appuyer sur une masse prolétarisée d'ouvriers et de paysans largement détribalisés dans le creuset de l'exploitation capitaliste et de l'oppression de l'apartheid. L'importance historique de toutes les luttes armées actuellement en cours sur le continent africain, et qui s'étendent lentement vers le sud, est de préparer, de faciliter et de stimuler l'éclatement de la révolution sud-africaine, en partant de la guerre des guérillas.

La révolution indienne est appelée à jouer un rôle capital dans la progression de la révolution coloniale au cours des années soixante-dix. La défaite électorale du Parti du Congrès en 1967 avait exprimé la faillite de la direction traditionnelle des masses indiennes, établie depuis le début de la lutte pour l'indépendance contre l'impérialisme britannique. En vain la bourgeoisie indienne a-t-elle essayé de freiner la désintégration de son pouvoir par deux aventures militaires, contre la Chine et contre le Pakistan, destinées à provoquer un climat chauvin d'« unité nationale » dans le pays. Egalement en vain s'est-elle efforcée de préparer des directions bourgeoises de rechange, de « droite » avec le Parti Swatantra et le Janh Sang, de « gauche » avec le Bangla Congress (cherchant à gouverner en coalition avec les partis ouvriers opportunistes). La crise sociale s'avère plus puissante que les manœuvres politiques. La chaudière indienne, où bouillonnent des forces si violentes, s'approche inexorablement du point d'explosion.

L'industrialisation de l'Inde ne peut pas être considérée comme un échec complet, malgré la récession industrielle en cours depuis plus de deux ans. Les forces productives se sont développées dans l'industrie. Le prolétariat s'est accru en nombre et en qualification. Les villes ont poursuivi leur croissance monstrueuse. Mais la propagande quant à la nature « socialiste » ou « non socialiste » de cette industrialisation était une fraude et une farce. En réalité, on est en présence d'un processus classique d'accumulation primitive au profit de la bourgeoisie indienne. Dans le contexte mondial d'aujourd'hui, cette accumulation primitive du capital a reproduit sur une échelle plus large des phénomènes concomitants à ce processus en Europe aux XVII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles : destruction de la petite propriété paysanne, dépossession de dizaines de millions de familles rurales de leurs moyens de production agricoles ou artisanaux, exode rural accéléré, endettement de plus en plus lourd de la masse du peuple, bas salaires, chômage accru et misère généralisée du prolétariat et du sous-prolétariat urbains, parqués dans d'infâmes taudis ou vivant à la belle étoile, et périodiquement exposés à la famine.

La question la plus explosive aujourd'hui en Inde est la question agraire, celle des travailleurs agricoles ne travaillant qu'un jour sur trois, des paysans dépossédés de leurs terres, des petits fermiers et propriétaires écrasés par la rente, l'impôt et l'usure. La question technique de l'irrigation — dont dépend l'essor de la production de vivres — ne pourra être résolue aussi longtemps que la question sociale ne le sera pas. La révolution en Inde, c'est avant tout le soulèvement de ces dizaines de millions de travailleurs et de paysans pauvres dans les villages.

Mais il ne suffit pas que se produise un soulèvement paysan ; il faut encore qu'il débouche sur un renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, sur la création d'un pouvoir de type soviétique qui, seul, pourrait réaliser et consolider à l'échelle de cet immense sous-continent la confiscation des terres des propriétaires fonciers et des capitalistes, l'annulation des dettes, le partage des terres en faveur des paysans pauvres, la création des premières coopératives de production par des salariés agricoles. L'expérience historique a montré que toute alliance avec l'aile « libérale » ou « gauche » de la bourgeoisie, toute acceptation de la voie électorale ou parlementaire, toute confusion quant à la nature de l'Etat et du gouvernement résultant de la révolution, ne permet pas la solution de ces tâches brûlantes.

Le P.C. de Dange, suivant les instructions du Kremlin qui veut maintenir une alliance politique avec la Nouvelle-Delhi et pérorant sur la « voie de développement non-capitaliste » choisie par « des milieux dirigeants » du parti du Congrès, s'est depuis longtemps embourbé dans la collaboration de classe avec la bourgeoisie indienne.

Le P.C. dit « de gauche » (L.C.P.), sur lequel s'était reporté l'espoir des masses et qui les dirige dans les deux Etats névralgiques du Bengale et de Kerala, a imité Dange en matière de coalition avec la bourgeoisie, n'ayant pas hésité à participer à des gouvernements de coalition dans le cadre de l'Etat bourgeois, à aider au maintien de « l'ordre » bourgeois contesté par des masses affamées, et même à exercer la répression contre celles-ci. Des crises politiques, sociales et économiques des dernières années naît une nouvelle avant-garde révolutionnaire. Les cadres issus de l'aile gauche du L.C.P. auront à y apporter une contribution importante. Le S.W.P., section indienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, y œuvre par la clarification programmatique, la sélection des cadres et l'exemple de luttes de type nouveau.

Car si cette avant-garde peut naître de la clarification programmatique, elle naîtra avant tout de la lutte directe des masses. Celle-ci avait atteint un stade semi-insurrectionnel dans les grands combats contre la famine en 1966.

Les premières étincelles du soulèvement paysan ont été jetées dans la lutte à Naxalbari en 1967. Elle devra être soigneusement préparée, amplifiée, radicalisée, organisée par les révolutionnaires jusqu'à donner naissance à des organes de dualité de pouvoir : comités de paysans et d'ouvriers armés.

Sans doute sur un territoire aussi vaste que celui de l'Inde, cette dualité de pouvoir prendra également un caractère de séparation géographique. L'inégalité du développement entre les différentes parties du pays rend un tel éclatement de l'Union probable pendant une première phase, des forces réactionnaires s'efforçant d'ailleurs de faire du régionalisme un dernier rempart contre la révolution, surtout dans les régions moins frappées par la famine, telle la région de Bombay. Mais, dans le monde d'aujourd'hui, la révolution indienne trouvera des alliés plus puissants que la révolution chinoise n'a pu en rencontrer au cours des années vingt et trente, et la résistance des classes possédantes sera d'autant plus faible que les rapports de force ont été profondément modifiés à l'échelle mondiale et continuent de se modifier en faveur de la révolution.



La révolution pakistanaise sera le plus sûr allié de la révolution indienne. Une des armes principales de la bourgeoisie indienne pour maintenir son contrôle sur des parties importantes des masses laborieuses de son pays, a été dans le passé le chauvinisme antichinois et antipakistanaï. La dictature d'Ayoub Khan, malgré son flirt temporaire avec Pékin, facilitait objectivement ces manœuvres de diversion. La montée du mouvement étudiant au Pakistan depuis novembre 1968 a profondément modifié la situation. Sa lutte pour le rétablissement des libertés démocratiques a déjà remporté d'importants succès. Il a réussi, en février 1969, à provoquer une série de grèves ouvrières qui ont changé qualitativement la nature de la lutte, ce qui s'est traduit par la chute d'Ayoub Khan. C'est la première fois que l'alliance des étudiants et des ouvriers a renversé un régime. Le coup d'état militaire qui a suivi ce succès ne sera pas capable d'étouffer longtemps le mouvement. Avec l'entrée en action de secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière (avant tout les cheminots), des mots d'ordre ouvertement anticapitalistes ont fait leur apparition au Pakistan. Cette poussée révolutionnaire au Pakistan coïncidant avec la nouvelle défaite électorale du congrès aux élections partielles du début de 1969 ne pourra pas ne pas accélérer le mûrissement de la crise révolutionnaire au Bengale.

## VI. — La crise du mouvement ouvrier traditionnel et l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune dans les pays impérialistes

Avant que la longue période d'expansion de l'économie impérialiste ne s'achève, les contradictions sociales s'étaient lentement exacerbées dans les pays d'Europe occidentale. La haute conjoncture elle-même avait créé la possibilité de revendications salariales relativement élevées, grâce à un plein emploi prolongé. Ces hausses salariales s'ajoutaient aux facteurs mentionnés plus haut pour saper le taux moyen de profit. Les réactions patronales allaient dans deux directions : a) la limitation croissante de la liberté d'action des syndicats en imposant une « politique des revenus », une limitation volontaire ou légale des augmentations de salaires, une « économie concertée » ; b) l'automation accélérée et les restrictions de crédit intervenant à des moments précis pour reconstituer l'armée de réserve industrielle, affaiblir les réactions ouvrières et semer le désarroi et la peur dans les rangs des travailleurs, craignant les licenciements massifs.

Un mouvement ouvrier vigoureux et agressif, disposant d'un programme de revendications transitoires préparé précisément pour de telles situations, ayant éduqué les travailleurs dans un esprit anticapitaliste résolu et conservé intacte la capacité de réaction et de mobilisation militante de la classe ouvrière, aurait pu tirer profit de la fin de la période de plein emploi en Europe occidentale pour porter des coups très durs au régime capitaliste. Exprimer un mépris croissant à l'égard d'un régime obligé de détruire lui-même ses propres mythes et les illusions qu'il avait répandues, les travailleurs auraient pu refuser le chômage et le blocage des salaires, déclencher des grèves et des manifestations puissantes, occuper les usines, obliger les gouvernements à reculer, créer une situation objectivement prérévolutionnaire ou même révolutionnaire.

Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, les marxistes révolutionnaires, en prévision de ce retournement de la situation objective, avaient concentré pendant des années leurs efforts sur la possibilité de telles ripostes à l'offensive généralisée du grand capital. Ils avaient compris que ces ripostes exigeaient non seulement un programme et une orientation politique correcte, des cadres et une organisation révolutionnaire luttant pour une nouvelle direction révolutionnaire, mais encore un enracinement suffisant dans le mouvement de masse et l'existence de courroies de transmission organisationnelles suffisantes pour entraîner de larges masses dans la voie d'une riposte décidée, cohérente et généralisée à l'offensive capitaliste.

L'intégration de plus en plus prononcée de la bureaucratie réformiste dans le régime capitaliste, la transformation sociologique d'une partie de son appareil qui, abandonnant sa base de masse dans le mouvement ouvrier, s'appuie de plus en plus exclusivement sur l'appareil d'Etat bourgeois lui-même, l'évolution droitiste et la social-démocratisation progressive des partis communistes khrouchtcheviens, l'impuissance politique et les hésitations centristes de l'aile gauche de la bureaucratie syndicale, avaient encore une fois réussi à détruire dans une large mesure les chances d'une nouvelle relance du mouvement ouvrier dans plusieurs pays d'Europe occidentale pendant la période 1963-1967. Le résultat en était clair. L'offensive patronale avait dans ces pays réussi à

imposer une réapparition massive du chômage, sans réactions violentes de la classe ouvrière. Jointes aux effets de cette victoire patronale, les conséquences objectives du chômage avaient désarçonné et démoralisé certaines couches du prolétariat. Ce désarroi y avait affaibli les positions syndicales et électorales du mouvement ouvrier, déterminé une évolution politique vers la droite et renforcé des tendances d'extrême-droite, racistes ou chauvines, se nourrissant en partie de la démoralisation de couches marginales de la classe ouvrière.

L'impuissance de la C.G.I.L. et de la C.G.T. à réagir de manière tant soit peu cohérente contre les effets des récessions italienne et française de 1964-65 était déjà significative. Deux ans plus tard, les mouvements ouvriers britannique et ouest-allemand se trouvaient devant la même épreuve, mais à une échelle beaucoup plus large. La politique Wilson, bloquant les augmentations de salaires et reconstituant l'armée de réserve industrielle, ne provoqua que des réactions fragmentaires et en ordre dispersé. La grave crise de la Ruhr qui éclata en Allemagne occidentale ne provoqua pas la moindre réaction du mouvement ouvrier. Pis encore, en entrant dans la « grande coalition », la social-démocratie allemande vint au secours du capitalisme au moment même où, après vingt années de succès économiques qui avaient profondément impressionné les masses laborieuses, il commençait à révéler une fois de plus sa faillite historique.

Cependant, au même moment où le mouvement ouvrier traditionnel subissait un nouveau fléchissement dû à la trahison des appareils bureaucratiques réformistes et khrouchtcheviens, une nouvelle génération de militants sur laquelle ne pèse nullement le poids du scepticisme et de la démoralisation engendrés par les défaites et les échecs des générations précédentes fit bruyamment son apparition sur la scène politique d'Europe occidentale. Jeunes étudiants dans la plupart des pays, mais aussi jeunes ouvriers qui ont apporté un ton plus combatif et plus dur aux grèves de Besançon, du Mans et de Caen, en France, et de la Fiat et de la Pirelli en Italie, ainsi qu'aux manifestations contre le trust monopoliste de la presse Springer au lendemain de l'attentat contre Dutschke en Allemagne occidentale. Cette nouvelle génération dispose d'une liberté d'initiative et d'action beaucoup plus grande, du fait qu'elle échappe dans une très large mesure à l'emprise des organisations traditionnelles. La montée révolutionnaire de mai 1968 en France en est une démonstration éclatante.

La IV<sup>e</sup> Internationale analyse dans d'autres documents les origines sociales, économiques et politiques de la formation de cette nouvelle avant-garde jeune, qui représente un phénomène universel. En Europe occidentale, elle a des origines diverses : mouvements de contestation de l'Université bourgeoise, provenant de la crise accentuée de celle-ci à l'âge de l'explosion universitaire et de l'actuelle révolution technologique ; mouvements de contestation anti-impérialistes, surtout enthousiasmés par la résistance victorieuse de la révolution vietnamienne contre l'agression de l'impérialisme américain, et par la révolution cubaine ; opposition virulente à l'atmosphère repue, hypocrite et ultra-conformiste de la génération installée dans le néo-capitalisme de la « société de consommation » ; etc. Tous ces mouvements, malgré leur composition de classe et leurs contradictions politiques et théoriques, ont abouti sur une large échelle à une prise de conscience anticapitaliste et révolutionnaire. Il est du devoir des marxistes révolutionnaires de participer dans les premiers rangs à l'action directe qui joue un rôle capital dans la formation de cette avant-garde, en s'efforçant en même temps de clarifier le contenu des expériences accomplies et de donner une perspective d'ensemble qui débouche sur la participation de nouvelles avant-gardes à la lutte révolutionnaire du prolétariat pour la conquête du pouvoir.

Le fait que son apparition ait coïncidé avec un nouvel affaiblissement des organisations ouvrières traditionnelles avait augmenté incontestablement le danger de phénomènes négatifs dans les rangs de cette jeunesse ardente : scepticisme à l'égard des possibilités révolutionnaires objectives du prolétariat occidental ; tiers-mondisme ; aventurisme de type anarchisant ; refus de prendre en considération la nécessité d'entraîner des masses de plus en plus larges dans l'action anti-impérialiste et anti-capitaliste. Les idéologies de Fanon, de Marcuse et de Sweezy ne sont que des adaptations à pareille mentalité qui est objectivement de type petit-bourgeois, même si elle est inspirée par des mobiles révolutionnaires sincères. Même l'engouement passager d'une partie de l'avant-garde jeune pour la « grande révolution culturelle chinoise » et le maoïsme n'ont reflété au fond que la même mentalité de scepticisme à l'égard des possibilités révolutionnaires du prolétariat occidental.

Mais la vie elle-même, ainsi que la logique implacable de la lutte de classe, a fourni rapidement aux jeunes générations l'expérience nécessaire qui leur a démontré qu'elles s'enfermeraient dans une impasse si elles restaient sur la lancée de ces conceptions « élitistes ». Partout, en Allemagne occidentale, en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, au Danemark, après une première phase d'actions de protestation et de révolte centrée sur des objectifs purement politiques ou universitaires,



l'avant-garde estudiantine redécouvre la nécessité de s'orienter vers les usines et vers le prolétariat, d'établir une alliance solide avec l'avant-garde des lycéens et des élèves des écoles professionnelles d'abord, des jeunes ouvriers ensuite, qui servent à réunifier la révolte estudiantine et la révolte ouvrière. Ne pas adopter une position de polémique stérile et paternaliste, ne pas agir avec ultimatum, défendre fermement et créativement le marxisme, et surtout impulser des initiatives concrètes et rechercher des formes nouvelles d'action vers les entreprises, telle est la tâche des marxistes révolutionnaires confrontés avec ce problème crucial d'unifier l'avant-garde estudiantine et l'avant-garde ouvrière.

Le ralentissement de la croissance économique, la réapparition du chômage massif et surtout du chômage des jeunes, l'apparition d'une nouvelle avant-garde, le déclin de la social-démocratie, l'usure et la crise de plus en plus manifeste de la démocratie bourgeoise, l'affaiblissement de l'emprise du P.C. sur la jeunesse ouvrière en France et en Italie se conjuguent pour créer une situation beaucoup plus instable dans toute l'Europe occidentale, dont la montée révolutionnaire en France en mai 1968 est la première expression la plus nette. La dynamique de l'expansion de cette montée révolutionnaire au reste de l'Europe occidentale dépendra à la fois des péripéties et de l'issue de la crise française, de ses répercussions tant sur le plan objectif (facteurs qui entraveraient la reprise économique et accentueraient la crise du système monétaire international) que subjectif (puissant effet stimulateur de l'activité de la nouvelle avant-garde jeune dans le reste de l'Europe ; approfondissement de la crise des partis traditionnels du mouvement ouvrier), et de la manière dont l'aile marchante de l'avant-garde résoudra dans chaque pays le problème spécifique de l'action pouvant entraîner de larges couches ouvrières dans la lutte anti-capitaliste.

A ce propos, des différences assez nettes sont apparues dans l'évolution des principaux pays capitalistes d'Europe. En Italie, on n'a pas seulement assisté à une reprise massive de larges luttes ouvrières dès 1968, mais il y a eu radicalisation très nette d'une importante avant-garde ouvrière, qui s'est exprimée tant par l'adoption de formes de lutte plus avancées et la multiplication de manifestations militantes, que par des initiatives ouvrières importantes échappant au contrôle de la bureaucratie du P.C. De ce point de vue, la situation est même plus avancée en Italie qu'elle ne l'était en France à la veille de mai 1968. Mais la contradiction principale de cette montée réside dans le fait que la combativité croissante des masses ne rencontre encore aucun pôle d'attraction politique sur la gauche du P.C., capable de coordonner ces multiples initiatives et de les conduire vers des objectifs anti-capitalistes transitoires précis.

En Grande-Bretagne, si le mécontentement à l'égard de la politique cyniquement anti-ouvrière et anti-syndicale du cabinet Wilson est universel dans les masses laborieuses, leur combativité encore tout récemment n'avait pas dépassé le stade des escarmouches au niveau des entreprises. Les grèves politiques du 27 février et du 1<sup>er</sup> mai 1969 contre la politique gouvernementale représentent cependant un important pas en avant à ce sujet. Le rythme très lent de radicalisation des travailleurs permet ainsi d'une part aux leaders syndicaux « de gauche » de se cantonner dans une opposition purement verbale à la politique de Wilson, tandis qu'il pousse d'autre part une couche croissante de la jeunesse estudiantine et ouvrière à chercher en dehors des cadres traditionnels du mouvement ouvrier un exutoire pour son désir de se battre avec tous ses ennemis. Ainsi s'explique le succès étonnant de la manifestation pour le Vietnam d'octobre 1968. En l'absence de toute direction politique de rechange par rapport à Wilson au sein du mouvement ouvrier, c'est le parti *tory* qui risque de profiter politiquement du début de la crise politique précipitée par une première désaffection de la classe ouvrière britannique par rapport aux structures réformistes et parlementaires traditionnelles du pays. La montée des grèves, bien qu'encore modeste, pourrait cependant créer la possibilité d'entamer la construction d'une direction ouvrière de rechange.

L'Allemagne occidentale reste le grand pays capitaliste d'Europe relativement le plus stable, tant par une puissance industrielle et financière dépassant largement celle de tous ses concurrents européens que par un niveau de conscience et de combativité des masses laborieuses plus bas que dans les autres pays européens importants, en fonction de tout le passé tragique de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier allemand au cours des quarante dernières années. Le fossé qui sépare la nouvelle avant-garde jeune de la masse ouvrière est, de ce fait, beaucoup plus prononcé dans ce pays que dans le reste de l'Europe. Cependant, même en Allemagne occidentale, les effets de la récession de 1966-1967 et de l'activité de l'avant-garde estudiantine ont fini par provoquer des remous au sein de la jeunesse ouvrière, ce qui a provoqué en automne 1968 des congrès syndicaux plus turbulents qu'on en avait vus depuis longtemps dans ce pays. Le gouvernement ouest-allemand a autorisé la

réapparition d'un P.C. légal à ce moment précis, non point sous une pression très forte des masses, mais plutôt pour créer préventivement une force de division et de modération de la nouvelle avant-garde.

Partout, y compris en Allemagne, la modification du climat social et politique a provoqué une crise de direction profonde des formations politiques traditionnelles, tant bourgeoises qu'ouvrières. Cette crise qui implique même dans un pays comme la Grande-Bretagne la crise d'un système de partis qui s'est avéré stable depuis plus d'un demi-siècle, durera plusieurs années. Pour le moment, les rapports de force entre les classes ne permettent pas à la bourgeoisie d'appliquer des solutions anti-ouvrières radicales à cette crise. Les premiers effets de la montée révolutionnaire en France et du ralentissement de la croissance économique internationale du capitalisme joueront donc dans le même sens.

Mais, à plus long terme, la crise politique qui frappe l'Europe capitaliste (et dont la crise de « l'unification » européenne capitaliste n'est qu'un aspect) ne peut rester sans issue, surtout si elle coïncide avec une nouvelle détérioration de la situation économique. Les marxistes révolutionnaires doivent être conscients du fait que si les assauts répétés de la classe ouvrière restent sans résultat révolutionnaire décisif, celle-ci finira par se lasser et par se décourager, et dans ces conditions, des coups de force bourgeois pour instaurer, consolider ou durcir des « Etats forts », ne sont pas seulement possibles mais même inévitables dans plusieurs pays.

La Grèce, le Portugal et l'Espagne représentent des cas particuliers dans le capitalisme européen. Bien qu'ils aient, à titre divers, également profité de la longue période d'essor de ce capitalisme, depuis le « boom » de la guerre de Corée, et qu'ils aient traversé dans des proportions diverses un processus d'industrialisation — qui n'a vraiment abouti à un changement profond de la structure économique qu'en Espagne — ils renferment tous trois des contradictions explosives de nature différente de celles des autres pays capitalistes d'Europe. Au Portugal, ces contradictions sont restées souterraines pendant toute la dernière décennie ; le poids des guerres coloniales les amènera lentement à la surface. En Grèce, le mouvement des masses, en montée pendant plusieurs années, avait fait explosion violente dans la rue lors du renvoi du gouvernement Papandréou par le roi en 1965. Une situation prérévolutionnaire s'y était créée, que les directions bourgeoises-libérales et krouchtcheviennes du mouvement des masses ont réussi à étouffer. L'instabilité fondamentale qui en est résultée a amené une aile de la bourgeoisie (banquiers et armateurs) à instaurer une dictature militaire. L'établissement de cette dictature, sans réactions violentes des masses, constituée, elle aussi, une défaite pour la classe ouvrière européenne. Mais il s'agit d'une défaite partielle et temporaire, et non d'une défaite décisive comme le fut le triomphe des nazis en 1933 ou la défaite de la révolution espagnole de 1936-39. La dictature instaurée par un putsch militaire typique et réalisée d'après le « plan Promothée » de l'O.T.A.N., ne dispose d'aucune base de masse comparable à celle des régimes fascistes. Il s'agit d'une dictature militaire bonapartiste qui utilise certaines méthodes fascistes. L'organisation lente et tenace d'un mouvement de résistance s'orientant d'abord vers la résistance armée, ensuite vers une solution non seulement anti-monarchiste mais résolument anti-capitaliste, créera de toute manière une menace permanente pour le règne du Capital dans le sud-est de l'Europe, et sera stimulée par la montée révolutionnaire dans le reste de l'Europe.

Cependant c'est en Espagne que le mûrissement de conditions prérévolutionnaires est le plus avancé dans l'Europe méridionale. La lente décomposition du régime franquiste, qui dure maintenant depuis près d'une décennie n'a pu déboucher sur des solutions « constitutionnelles » ou « européennes », non pas avant tout à cause de la résistance des restes de l'ancien appareil phalangiste mais du caractère par trop explosif des contradictions sociales, qui fait que même des élections municipales, la liberté de presse et la liberté syndicale représentent aux yeux du capitalisme espagnol des menaces trop grandes pour la survie du système. On n'a donc pas assisté à la « libéralisation » graduelle et à la « légalisation » progressive de « l'opposition », espérée non seulement par la bourgeoisie libérale, la petite bourgeoisie, les démocrates-chrétiens, les sociaux-démocrates mais encore par le P.C. On a au contraire assisté à un renforcement progressif du mouvement ouvrier et du mouvement estudiantin auquel le régime a répondu par une répression de plus en plus dure, qui a abouti à la proclamation de l'état d'urgence au début de 1969. C'est en vain que démocrates-chrétiens, réformistes et P.C. ont tenté de désamorcer le caractère explosif de l'opposition de masse en voulant la canaliser vers des voies exclusivement syndicales et semi-légales. A la répression plus dure du gouvernement, les masses ont opposé la seule riposte efficace, à savoir l'élargissement de l'action et la radicalisation de ses formes. De cette manière, en Espagne aussi, la nouvelle avant-garde jeune qui s'est aguerrie dans les Universités a pu jouer et jouera encore un rôle important pour cristal-



liser, au sein des « comisiones obreras », un courant résolument favorable à une action débordant le cadre purement syndical et s'orientant vers une action révolutionnaire pour le renversement du franquisme et du capitalisme.

L'interaction entre l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune et la libération progressive du mouvement ouvrier de l'emprise paralysante des vieux appareils réformistes et khrouchtcheviens se manifeste également au Japon et aux Etats-Unis. Elle commence à agir dans le même sens au Canada et en Australie.

Au Japon le mouvement ouvrier, confronté avec une croissance exceptionnellement rapide du capitalisme dont la fin ne coïncidera pas nécessairement avec celle de la longue période d'expansion en Europe occidentale et aux Etats-Unis, s'est jusqu'ici cantonné dans une combinaison de propagande maximaliste et de pratique strictement limitée aux revendications immédiates. Il en est résulté une crise croissante, qui a déchiré autant le P.S. que le P.C., et a ses répercussions également au sein de la S.O.H.Y.O. Une mutation de toute la pratique syndicale est sans doute imposée par l'évolution de la structure économique elle-même, et le poids croissant qu'y exerce l'industrie hyper-moderne dont la technologie est des plus avancée.

L'avant-garde étudiante qui s'était surtout cristallisée dans la lutte anti-impérialiste en 1960 d'abord, contre la guerre du Vietnam ensuite, a pu surmonter les effets de la scission du Zengakuren qui l'avait affaiblie pendant plusieurs années. Ses actions de plus en plus militantes sur le plan universitaire, contre les bases américaines et pour le retour d'Okinawa au Japon ont fini par entraîner des couches de jeunes ouvriers et même par influencer des couches de paysans. La tâche des marxistes-révolutionnaires japonais consiste à participer à ces luttes et à les impulser, tout en s'efforçant de leur donner une orientation anti-capitaliste précise : la construction d'un parti révolutionnaire qui vise à conduire le prolétariat japonais vers la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire.

Mais c'est aux Etats-Unis que le développement de la révolution mondiale peut être le plus profondément affecté par l'interaction entre la lutte de libération noire, la nouvelle avant-garde jeune et une classe ouvrière réveillée. Pendant plus de deux décennies à la suite du boom fiévreux du temps de guerre, le capitalisme américain a joui d'un niveau élevé de stabilité économique. Ceci, joint aux années de McCarthyisme et d'adaptation criminelle de la bureaucratie syndicale à la politique étrangère du grand capital et à la politique de la machine du Parti démocrate, a provoqué un affaiblissement de la lutte de classe aux Etats-Unis. La classe ouvrière américaine dans son ensemble est restée relativement passive sur le front économique et n'a pas répondu au besoin objectif de rompre avec le système des deux partis.

La première couche sociale qui commença à présenter un défi à la stabilité sociale et politique intérieure des Etats-Unis fut la communauté noire. Le défi commença surtout sur un plan juridique et parlementaire, en se centrant sur le système d'éducation discriminatoire et la ségrégation sociale. L'inefficacité de ces méthodes devenant de plus en plus évidente, la communauté noire se tourna vers l'action directe sous de nombreuses formes, y compris les boycotts, les piquets, les manifestations de protestation, les marches, etc. Ceci conduisit à des discussions sur les mérites relatifs de l'action « non violente » et de méthodes plus militantes, à un débat passionné qui fut symbolisé par les deux martyrs de la communauté noire, Martin Luther King et Malcolm X. Des soulèvements dans les ghettos injectèrent un nouvel élément dans le débat, le premier soulèvement massif étant celui de Watts. Un nouveau chapitre s'ouvrit ainsi dans la lutte de libération noire, comportant l'action concertée de tout un ghetto. Maintenant se trouve à l'ordre du jour le problème de donner une structure et une coordination à l'échelle nationale aux forces élémentaires qui se sont montrées d'une puissance si explosive dans la société américaine.

La lutte de libération noire a eu un effet majeur sur la lutte de classe aux Etats-Unis, et pourtant, dans un certain sens, cela ne fait que commencer, car elle n'a pas encore émergé sur l'arène politique comme une force propre. Ceci peut fort bien se produire dans la période qui vient, la rapidité avec laquelle le mot d'ordre « pouvoir noir » a été adopté étant extrêmement symptomatique.

Dans ce développement, deux forces motrices sont particulièrement à noter. La première est constituée par les changements radicaux dans l'industrie américaine — l'expansion de l'automation et le transfèrement massif des industries hors des vieilles régions industrielles — qui ont frappé le plus durement les couches les plus pauvres de la classe ouvrière américaine, en provoquant un chômage massif et durable dans les ghettos. La seconde est l'effet des révolutions africaine et cubaine, de la résistance du peuple vietnamien à l'agression de l'impérialisme américain, qui ont élevé la conscience des masses noires sur l'humiliation intolérable que la ségrégation raciale et l'absence de voix dans la direction du pays leur ont imposée.

La lutte de libération noire a attiré l'attention de la jeunesse rebelle des Universités des Etats-Unis et cette jeunesse a commencé à participer activement au combat. La lutte de libération noire a donc joué un rôle clé en aidant à radicaliser les campus. La révolution cubaine a fait progresser ce processus en attirant l'attention de la jeunesse la plus active et la plus critique sur des questions telles que le rôle de l'impérialisme américain dans le monde actuel, la tendance du monde colonial à se tourner vers la révolution, l'alternative historique entre la barbarie capitaliste et le système économique planifié du socialisme, la « coexistence pacifique » en opposition à l'expansion de la révolution, les « voies pacifiques et parlementaires au socialisme » en opposition à la lutte armée, etc. Finalement, l'escalade de l'intervention américaine dans la guerre civile au Vietnam a soulevé une révolte étendue dans les campus qui s'est cristallisée dans un mouvement anti-guerre qui, à son tour, a continué à s'approfondir et à s'étendre, et à être marqué par des mobilisations sur une échelle jamais vue auparavant dans le pays. Celles-ci ont eu un effet international, stimulant la lutte de classe dans d'autres pays, où elle était particulièrement ressentie par la jeunesse universitaire, et où elle a aidé à faire revivre l'esprit et la pratique de la solidarité internationale.

La combinaison d'une lutte de libération noire dynamique et d'une jeune génération tendant à mettre de plus en plus en question, bien que d'une manière encore confuse, l'idéologie capitaliste, les institutions capitalistes et la politique capitaliste, a engendré un profond processus de radicalisation aux Etats-Unis. Se fondant avec les conséquences économiques de la guerre et de l'inflation, la pression des progrès technologiques, la diminution des dépenses de sécurité sociale, l'opposition à la guerre et à la peur de ce à quoi elle peut mener, ceci est en train de secouer l'apathie des ouvriers blancs. De nombreux signes en sont apparus, tels la pression de la base sur la bureaucratie syndicale au cours des négociations des conventions, la disposition à faire grève, le début de participation d'un secteur de la bureaucratie syndicale dans le mouvement anti-guerre et une scission entre les ailes de la bureaucratie syndicale dirigées par Walther Reuther et Georges Meany. Les difficultés croissantes que le système capitaliste international ne manquera pas de subir dans la prochaine période en raison de la concurrence avivée, du système monétaire instable, des rivalités politiques, des développements révolutionnaires, etc., ne peuvent que contribuer à accélérer ce processus.

Ces glissements, ces changements et la montée de forces nouvelles qui menacent d'ébranler la stabilité politique et sociale de la société américaine comme jamais auparavant, ont provoqué des divergences au sein de la classe dirigeante américaine, notamment en ce qui concerne la tactique à suivre à propos de la guerre qu'elle a commencée au Vietnam. Mais, jusqu'à présent, cela n'est pas allé au-delà d'un effort pour réintégrer les secteurs de masse révoltés dans le système traditionnel des deux partis. Telle est la signification de la propagande de « paix » avancée par certains des candidats républicains et démocrates aux élections et de la politique consistant à fournir des postes supplémentaires dans l'administration à des Noirs susceptibles d'influencer un certain nombre d'électeurs. De tels gestes démagogiques peuvent avoir un effet de diversion à court terme, mais ne peuvent résoudre un seul des problèmes aigus qui engendrent la nouvelle radicalisation des masses aux Etats-Unis. Des concessions considérables seraient nécessaires pour apaiser le mécontentement montant pour une période longue. Mais celles-ci semblent exclues car elles nécessiteraient des changements considérables dans la structure du capitalisme américain et un recul immédiat considérable dans le domaine international. Avant tout, cela signifierait abandonner le rôle de gendarme mondial dans de nombreuses régions, sacrifiant les régimes réactionnaires vermoulus qui sont maintenant maintenus sur le globe par le Pentagone et le State Department, et permettant que de nouveaux progrès révolutionnaires soient accomplis par des peuples insurgés.

La période qui vient aux Etats-Unis sera orageuse et n'y manqueront pas de nombreuses occasions pour forger une solide alliance entre les masses noires, les millions de jeunes impatients dans les campus et la force la plus puissante de toutes, la classe ouvrière américaine.

## VII. — La construction de la nouvelle direction révolutionnaire

Au cours des dernières années, les conditions dans lesquelles les marxistes révolutionnaires ont poursuivi avec obstination la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire se sont profondément améliorées, au point qu'on peut même parler



d'un certain changement qualitatif. Cette nouvelle direction n'a pas encore percé, mais une étape importante de renforcement quantitatif et de rajeunissement des cadres a été franchie, qui permettra un bond dans la phase suivante, si des erreurs politiques et organisationnelles sont évitées.

Concrètement, cette amélioration profonde des conditions de construction de la nouvelle direction révolutionnaire résulte de la coïncidence de la guerre au Vietnam, du tournant des dirigeants de la révolution cubaine vers la construction de nouvelles forces révolutionnaires en Amérique latine et de l'apparition quasi universelle de la nouvelle avant-garde jeune. Historiquement, ces facteurs reflètent un changement plus fondamental : un renforcement considérable des couches sociales agissant sur un plan ample et continu dans le sens de la révolution socialiste mondiale. Pour la première fois depuis la période 1945-1948, sinon pour la première fois depuis l'origine du mouvement trotskyste international, celui-ci a pu largement sortir de son isolement relatif. Dans de nombreux pays, il ne doit plus nager contre le courant, mais est poussé et propulsé par des courants populaires qui, s'ils restent largement minoritaires dans la société, sont déjà beaucoup plus larges que les organisations marxistes révolutionnaires proprement dites.

Le succès que la campagne mondiale contre les menaces de mort pesant sur Hugo Blanco avait remporté avait été un signe avant-coureur de ce changement ; on peut affirmer que cette campagne a sauvé la vie du leader révolutionnaire péruvien. La passivité des P.S. et des P.C. ainsi que celle des appareils syndicaux devant l'agression impérialiste contre la révolution vietnamienne, le caractère ultra-opportuniste et repoussant pour l'avant-garde jeune des molles campagnes khrouchtcheviennes pour la « Paix au Vietnam » ou pour des « négociations » créaient un vide organisationnel par rapport au besoin d'une opposition radicale à la sale guerre, et d'une solidarité agissante envers la révolution. Ce vide a été rempli dans de nombreux pays par des mouvements ad hoc ou jeunes au sein desquels les marxistes révolutionnaires ont pu jouer un rôle important et dans quelques cas décisif (mouvements anti-guerre aux U.S.A., au Canada, en Australie ; Zengakuren au Japon ; C.V.N. et J.C.R. en France ; S.D.S. en Allemagne occidentale ; V.S.C. en Grande-Bretagne ; Comité Vietnam en Belgique et au Danemark, etc.).

La montée révolutionnaire de mai 1968 a confirmé à la fois le changement qualitatif des rapports entre la nouvelle avant-garde et les organisations traditionnelles, et l'audience ainsi que les possibilités d'action considérablement élargies des marxistes révolutionnaires au sein de cette avant-garde. Jamais, depuis les origines de notre mouvement, celui-ci n'a pu avoir un impact sur les événements révolutionnaires dans un pays impérialiste comparable à celui qu'a eu la J.C.R. en mai 1968.

Le tournant à gauche effectué par la direction cubaine entre la « Tricontinentale » et la conférence de l'O.L.A.S. a créé la possibilité d'un front unique de toutes les tendances du mouvement révolutionnaire latino-américain qui sont d'accord sur l'orientation générale de l'O.L.A.S., possibilité dont les forces marxistes révolutionnaires ont pu profiter pour élargir leur champ d'action dans des pays comme l'Argentine, la Bolivie, le Pérou, le Chili et le Guatemala. La convergence entre le dernier message d'Ernesto Che Guevara et les thèses de la IV<sup>e</sup> Internationale n'ont pas manqué de frapper des militants révolutionnaires dans de nombreux pays. Ce n'est pas un hasard si les militants et les organisations marxistes révolutionnaires ont été au premier rang de ceux qui ont lancé le mouvement international de solidarité avec « Che » et avec l'O.L.A.S. après l'assassinat du leader révolutionnaire et si, dans de nombreux pays, ils ont pratiquement été les seuls à le faire.

Le début de « déstalinisation » en U.R.S.S., le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. le rapport Khrouchtchev, le conflit sino-soviétique avaient détruit de plus en plus des préventions anti-trotskyistes dans le mouvement communiste et révolutionnaire international. Le rôle joué par les marxistes révolutionnaires dans la défense des révolutions algérienne et cubaine, leur participation au premier rang dans la défense de la révolution vietnamienne et dans l'extension de la révolution en Amérique latine ont fait que ces préjugés anciens sont en train de s'effondrer et de disparaître.

La disparition des anciens préjugés anti-trotskyistes n'est que l'élimination d'un obstacle négatif sur la voie de construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. La réussite de cette construction dépend de qualités positives, d'analyses marxistes sans cesse renouvelées et mises à jour d'une réalité sans cesse mouvante, d'association et d'unification de forces venues d'horizons divers, d'entraînement dans l'action. Ces qualités doivent d'abord être démontrées dans la pratique et confirmées par des succès et des percées dans plusieurs pays, avant que les rapports de force ne commencent à se modifier de manière décisive en faveur des marxistes révolutionnaires, au sein du mouvement ouvrier et révolutionnaire international.

Si l'apparition de la nouvelle avant-garde jeune constitue une chance importante pour les marxistes révolutionnaires d'élargir leur champ d'activité, de se lier avec de nouvelles couches sociales, de se renforcer numériquement et de former de nouveaux cadres jeunes, elle les confronte aussi avec un nouveau type de préjugés et d'objections auxquels ils n'ont pas eu, jusqu'ici, l'habitude de répondre. Ils doivent dorénavant faire face beaucoup moins à de vieilles calomnies ou à des falsifications de l'histoire qu'à une certaine indifférence vis-à-vis des problèmes de l'époque 1923-1948, qu'à une condamnation en bloc de tout le mouvement ouvrier et communiste classique (qui affecte, aux yeux de beaucoup de jeunes révolutionnaires, le courant trotskyste lui aussi), qu'à une remise en question de conceptions fondamentales du marxisme, tel le rôle révolutionnaire décisif que doit jouer le prolétariat des pays impérialistes dans le processus de la révolution mondiale ou la nécessité d'un parti révolutionnaire pour assurer la victoire de la révolution. Ils doivent apprendre à répondre à ces défis sans arrogance ni impatience, par un débat théorique sur un niveau élevé, un enrichissement constant du marxisme, et surtout par la démonstration dans l'action de leurs qualités de révolutionnaires et de dirigeants de groupes ou de couches engagés dans une action anti-impérialiste et anti-capitaliste décidée.

Deux problèmes méritent à ce propos une attention particulière : celui de la réaffirmation du rôle révolutionnaire du prolétariat ; celui de l'application correcte de la tactique de l'unité d'action dans la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste.

Le rôle révolutionnaire décisif du prolétariat pour assurer la victoire de la révolution socialiste résulte en dernière analyse de la place que le prolétariat occupe dans le processus de production, de sa puissance à paralyser la vie sociale et économique tout entière par son action résolue, de l'initiative et de l'organisation dont il peut faire preuve à l'échelle la plus large, dès que les freins des appareils bureaucratiques sont débloqués par la reprise de l'action spontanée de la classe. L'expérience de mai 1968 en France apporte à ce sujet une confirmation éclatante, et infirme les analyses pessimistes de Sweezy, Marcuse et autres. Elle démontre que l'élévation relative du niveau de vie, la différenciation du prolétariat, son extension vers des couches « techniciennes » et « intellectuelles », l'influence des masses media, bref tous les facteurs sur lesquels s'appuyaient ces théoriciens pour expliquer une prétendue intégration croissante des travailleurs dans la société néo-capitaliste, n'étaient pas réellement des obstacles objectifs : ils pouvaient même devenir des facteurs renforçant brusquement la force de frappe révolutionnaire du prolétariat. C'est la démobilisation systématique du prolétariat par les organisations politiques traditionnelles, l'absence d'une démythification systématique auprès des masses de l'idéologie bourgeoise qui a permis temporairement à ces facteurs de jouer dans le sens d'un déclin de la combativité. Mais, dès que des conditions plus favorables à une reprise de combativité et même à des explosions révolutionnaires sont apparues, la réalité a ressurgi derrière les apparences. Cette réalité, c'est que le prolétariat occidental conserve ses possibilités révolutionnaires en fonction des contradictions fondamentales de la société bourgeoise, lesquelles ne sont pas résolues.

Pendant trois décennies, le problème de l'unité d'action — qu'il ne faut pas identifier avec le front unique des organisations de masse — a été largement un problème propagandiste et littéraire pour les marxistes révolutionnaires. Dans la dernière période, il est devenu de plus en plus un problème d'activité pratique, notamment dans la lutte pour la défense de la révolution vietnamienne, et au sein de la nouvelle avant-garde jeune. Il est urgent de rappeler quelles sont les deux déformations dans l'application de cette tactique que les marxistes révolutionnaires doivent éviter.

Déformation sectaire, c'est celle d'une orientation qui consiste à voir dans la tactique de l'unité d'action un simple instrument de construction du parti révolutionnaire en « démasquant » d'autres tendances et en dénonçant leurs erreurs et leurs crimes devant les masses. Pas plus qu'un comité de grève n'est un instrument pour la construction du parti révolutionnaire, mais avant tout un instrument pour remporter la victoire dans la grève, c'est-à-dire dans un épisode concret de la lutte de classe, un organisme d'unité d'action ne peut être ravalé simplement au niveau d'instrument de dénonciation des courants centristes, opportunistes ou ultra-gauches. Dans les organismes d'unité d'action pour la défense de la révolution vietnamienne, pour la défense des révoltes estudiantines, pour la reprise des luttes ouvrières, les marxistes révolutionnaires doivent adopter une attitude responsable, et ne jamais subordonner les intérêts du renforcement du mouvement de la classe et sa victoire dans son ensemble à des intérêts étroits de groupe.

Déformation opportuniste est celle qui consiste à supprimer la tâche de construction de nouveaux partis révolutionnaires sous prétexte de se consacrer entièrement à la réussite de telles activités. Le succès de ces activités est indispensable pour la victoire dans des épisodes concrets de lutte de classe. Mais la tâche historique n'est pas seu-



lement d'assurer une victoire épisodique ; elle est de conduire la classe ouvrière à la victoire par le renversement du système capitaliste international et du capitalisme dans chaque pays. Se limiter à de telles activités, c'est risquer des défaites globales après des succès épisodiques et éphémères ; c'est saper aussi de plus en plus la possibilité de succès ultérieurs, car ceux-ci exigent avant tout une prise de conscience théorique et pratique correcte de la réalité, inabordable sans cet instrument hors pair qu'est un parti révolutionnaire.

L'accumulation des forces qui finiront par faire triompher la révolution exige la construction d'un parti. Des activités d'unité d'action qui sont, par la force des choses, discontinues et fragmentaires, contribueront à cette construction surtout si les cadres révolutionnaires apprennent à agir comme les défenseurs les plus dévoués et les plus capables de l'intérêt général de leur classe. Dans ce sens, l'application correcte de la tactique de l'unité d'action — qui implique le maintien du droit de critique des marxistes révolutionnaires envers tous les autres courants auxquels ils peuvent être associés, droit qui doit surtout s'appliquer à l'objet même de l'action commune, pour être efficace — et la construction du parti révolutionnaire, loin de s'opposer mutuellement, se complètent et s'intègrent.

La brusque extension de la nouvelle avant-garde jeune en phénomène de masse a fait ressurgir des conceptions spontanées qui constituent également un obstacle nouveau sur la voie de la percée des marxistes révolutionnaires. Ces conceptions, tout comme une application opportuniste de l'unité d'action, partent implicitement ou explicitement de l'illusion que les milliers d'étudiants et de jeunes travailleurs qui se battent au coude à coude contre la guerre du Vietnam, pour la « contestation » de l'Université bourgeoise, voire la contestation globale de la société capitaliste, ont déjà acquis la même base idéologique que les marxistes révolutionnaires, et que dès lors un parti et une Internationale marxiste révolutionnaire ne sont plus nécessaires.

La réalité est évidemment tout autre. Il peut se produire, à un moment déterminé, une convergence apparemment totale entre le nouveau courant d'avant-garde de masse et les marxistes révolutionnaires sur quelques objectifs précis du combat. Mais on n'a assisté nulle part à la cristallisation de courants de masse jeunes qui reprendraient l'ensemble du programme marxiste révolutionnaire, qui coïncident avec celui-ci sur l'essentiel des problèmes stratégiques et tactiques aujourd'hui exigés pour que la révolution mondiale triomphe. Abandonner la construction du parti sous prétexte que la masse des jeunes d'avant-garde serait déjà acquise aux idées révolutionnaires, c'est substituer au programme révolutionnaire et à la rigueur théorique du marxisme des accords épisodiques et sans physionomie propre, qui risqueraient de se briser aux premiers tournants et aux premières difficultés sérieuses que rencontrera le mouvement. C'est pourquoi, sans sectarisme aucun, et tout en prônant la constitution d'une unité d'action aussi large que possible avec d'autres courants et des inorganisés sur des buts précis, — y compris, à certains moments, des objectifs révolutionnaires — les marxistes révolutionnaires défendront plus que jamais la nécessité de la formation de cadres marxistes révolutionnaires, en en poursuivant sans relâche la réalisation.

La contre-offensive impérialiste à l'échelle mondiale avait profité de l'extraordinaire concentration de forces dont a joui le Grand Capital américain, et de la dispersion, de la division et de la désorientation lamentable des forces anti-impérialistes et anticapitalistes à l'échelle mondiale. Jamais la nécessité d'une stratégie globale anticapitaliste n'a été aussi nettement ressentie — et exprimée par Guevara et par les Nord-Vietnamiens — qu'à propos de la guerre du Vietnam. Il y a dix ans, lors du flirt de pas mal de forces du mouvement ouvrier international avec le « polycentrisme », l'idée de l'Internationale était rejetée, y compris par de nombreux courants d'avant-garde. Aujourd'hui, face à la stratégie globale de l'impérialisme, la nécessité d'un centre mondial d'élaboration politique, d'orientation stratégique et de coordination de l'action, se fait cruellement sentir.

Les nouveaux rapports qui se dessinent entre les trois secteurs de la révolution mondiale garantissent que, dans la question de l'Internationale, se trouvera éliminée la polarisation autour de l'Union soviétique qui avait joué depuis Octobre 1917 et qui, après avoir été fructueuse sous la direction de Lénine et de Trotsky, avait eu des effets pernicieux longtemps après que la politique du Kremlin soit entrée en opposition directe à l'expansion de la révolution mondiale.

La IV<sup>e</sup> Internationale a fourni la preuve que, même avec des forces encore faibles, des résultats importants peuvent être remportés dans ce sens. En poursuivant avec acharnement la construction de leurs propres partis et de leur propre Internationale, les marxistes révolutionnaires ont le sentiment d'apporter en même temps la contribution la plus efficace à la création d'une Internationale marxiste révolutionnaire de masse, indispensable pour transformer en autant de victoires les énormes possibilités révolutionnaires d'ores et déjà visibles.

## La nouvelle montée de la révolution mondiale

(Rapport au Congrès Mondial)

### I. — LE SENS DU TOURNANT DE LA SITUATION MONDIALE EN 1968

Les thèses sur la nouvelle montée de la révolution mondiale que nous présentons au Congrès résument en six points essentiels le tournant profond qui s'est produit dans la situation mondiale en 1968 :

1. La contre-offensive impérialiste, déclenchée au lendemain de la victoire de la révolution cubaine, a été mise en échec de manière décisive par la lutte héroïque des masses populaires vietnamiennes. Cette contre-offensive, dirigée essentiellement contre la révolution coloniale avait pour but d'empêcher à tout prix que ne se reproduisent les conditions permettant la transgression de cette révolution en révolution socialiste. Elle avait commencé par marquer des points importants, avant tout les coups d'Etat militaires victorieux au Brésil, au Congo-Kinshasa et en Indonésie qui ont déterminé des points d'arrêt momentanés de la révolution coloniale dans trois de ses épicoques principaux. L'intervention contre-révolutionnaire massive de l'impérialisme américain au Vietnam représentait en quelque sorte le point culminant de cette contre-offensive. Elle a échoué avant tout grâce au courage et à la combativité indomptables des masses vietnamiennes qui, depuis l'offensive du Têt 1968, sont passées à l'attaque contre les forces armées américaines et leurs fantoches, et les ont obligées de se retirer d'une grande partie des campagnes, où un nouveau pouvoir d'Etat, élu par les paysans pauvres, commence à être mis en place. L'ampleur imprévue du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, que les marxistes-révolutionnaires essayent actuellement de faire pénétrer au sein de l'armée impérialiste qu'il faut décomposer, a joué un rôle important, bien que subsidiaire, dans le même sens. C'est l'ampleur du mouvement international de solidarité avec la révolution vietnamienne qui a obligé le Kremlin à lui accorder également une aide matérielle importante, bien que sans commune mesure avec ses possibilités et avec l'engagement des forces impérialistes.

2. La résistance victorieuse du peuple vietnamien a coïncidé avec un ralentissement général de la croissance de l'économie des pays impérialistes. La succession des récessions japonaise, italienne, française, britannique, ouest-allemande a débouché sur un premier mouvement de chute du taux de croissance de l'économie américaine en 1967-68 et conduira à une nouvelle récession américaine, sans doute cette année ou l'année prochaine. Ce ralentissement de la croissance de son économie a réduit la marge de manœuvre de l'impérialisme, déjà entamée par ailleurs par les coûts et les pertes imprévus de la guerre du Vietnam. Il en a résulté un durcissement général du Capital devant la classe ouvrière, sauf au Japon. Aux Etats-Unis, les salaires réels ont même cessé d'augmenter depuis plus de deux ans. En Allemagne occidentale, la première récession depuis la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale a fait baisser aussi pour la première fois la masse salariale globale. En France et en Italie, le taux de croissance des salaires, considérable au début des années 1960, s'est nettement ralenti à partir des récessions dans ces pays. En Grande-Bretagne, la politique réactionnaire de blocage des salaires, puis la politique des revenus du gouvernement Wilson, ont même par moment fait baisser les salaires.

3. Il s'en est suivi un changement général de climat socio-économique en Europe occidentale qui a contribué à l'éclosion de la révolution de mai 1968 en France. Dans la plupart des pays impérialistes, un chômage massif des jeunes a réapparu résultant de la coïncidence du ralentissement de la croissance économique et de la poursuite de la 3<sup>e</sup> révolution industrielle, marquée par un accroissement exceptionnel de la productivité. Ce chômage a joué un rôle important pour transférer vers les entreprises



l'esprit de révolte sociale manifestée par les étudiants sur les barricades. L'éclatement des premières luttes révolutionnaires de grande ampleur en Europe occidentale depuis vingt ans n'est ni un phénomène épisodique, ni un phénomène limité à un seul pays. Un climat social de pré-mai s'établit en Italie et en Espagne, et même un pays comme la Grande-Bretagne évolue dans cette direction, fût-ce à un rythme plus lent. Ainsi, l'inter-relation entre les trois grands secteurs de la révolution mondiale, telle qu'elle se manifestait au cours des vingt dernières années, se trouve profondément modifiée. Le prolétariat des pays impérialistes est de nouveau appelé à jouer un rôle important, sinon prépondérant, au sein de ce processus global, dans les années à venir.

4. La défense victorieuse de la révolution vietnamienne, puis la relance de la lutte révolutionnaire dans les pays impérialistes, a donné à la révolution coloniale le temps de dépasser les résultats les plus déprimants des échecs temporaires subis dans la période 1962-1967. La reprise a d'abord été nette dans le sud-est asiatique où l'influence de la révolution vietnamienne a été la plus immédiate. Elle s'étend aujourd'hui progressivement à plusieurs secteurs de la péninsule indienne — à commencer par le Bengale occidental et oriental — puis à certains secteurs du monde arabe. Mais en Amérique latine et en Afrique se multiplient également les signes que cette reprise est soit imminente, soit qu'elle a déjà commencé.

5. Stimulé par la révolution vietnamienne et par la montée révolutionnaire en France, le mûrissement des conditions de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés, déterminé en dernière analyse par les contradictions internes de la société de ces pays, s'est également accéléré. L'éclatement de larges luttes de masses en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie en a été la manifestation la plus importante. Mais il faut aussi classer dans la même catégorie des phénomènes comme le débordement très large de la direction maoïste par des masses de « gardes rouges » au cours de la dernière phase de la « révolution culturelle » en Chine et la réapparition d'une opposition communiste articulée en U.R.S.S., dont les manifestations ne sont plus seulement littéraires et idéologiques, mais directement politiques. En aggravant la crise des partis communistes internationalement, les différentes péripéties de la crise du système de domination de la bureaucratie soviétique ont desserré davantage le contrôle bureaucratique de ces partis sur des secteurs considérables du mouvement de masse qu'ils contrôlaient ou qu'ils contrôlent encore, favorisant ainsi la réapparition de groupes d'avant-garde autonomes, disposant d'une capacité d'initiative révolutionnaire.

6. L'apparition de cette vaste avant-garde révolutionnaire jeune, qui a des causes socio-politiques propres que la crise du stalinisme a simplement accentuées, permet d'envisager de manière plus concrète, et avec des perspectives de succès importants à plus courte échéance, la tâche historique centrale de notre époque : la solution de la crise de direction du prolétariat mondial. Si la montée révolutionnaire en France et en Tchécoslovaquie en 1968 a pu être, une fois de plus, endiguée par des forces contre-révolutionnaires, c'est évidemment parce que dans les deux pays une direction révolutionnaire adéquate, disposant d'une autorité suffisante dans les masses, faisait défaut. Cependant, l'ampleur de la montée révolutionnaire a été telle que, dans les deux cas, la trahison des directions bureaucratiques n'a pas pu briser net le mouvement, et que celui-ci regroupe sur la base de l'expérience acquise des forces conscientes et organisées, sans doute plus importantes en France qu'en Tchécoslovaquie, mais dont le renforcement marque dans les deux pays l'ouverture d'une étape nouvelle dans le processus de formation d'une nouvelle direction révolutionnaire. Le même phénomène peut et doit se répéter dans les années devant nous dans une série de pays, et marquer ainsi une percée de la IV<sup>e</sup> Internationale, du moins au niveau de l'avant-garde.

Ces six facteurs nouveaux, pris dans leur ensemble, expliquent un véritable renversement de la situation mondiale. Il faut les considérer comme un tout cohérent, chaque facteur renforçant les autres.

Ce que cette modification reflète au niveau historique, c'est une nouvelle détérioration des rapports de forces entre l'impérialisme et les masses laborieuses, ainsi qu'entre les appareils bureaucratiques qui canalisent le mouvement de masse et ce mouvement lui-même. Dans ce sens, des remarques faites par divers camarades de notre mouvement, qui ont comparé l'année 1968 aux grandes années révolutionnaires de 1848 et de 1919, sont tout à fait justifiées, avec, en plus, que jamais auparavant on n'a connu une participation de masses aussi large aux grèves générales de France et de Tchécoslovaquie (ainsi que d'ailleurs aux grèves générales de 24 heures qui se sont succédé depuis lors en Italie), ni une extension en tache d'huile littéralement aux cinq continents d'une explosion révolutionnaire comme celle des étudiants français.

Indépendamment des péripéties immédiates de ces mouvements, il est clair qu'ils reflètent des crises sociales extrêmement profondes et que ceux qui, comme la bourgeoisie et les appareils bureaucratiques, comptent sur leur résorption rapide par une combinaison

de réformes et de répression, se trompent lourdement. Mars 1969 l'a déjà confirmé pour la France, et nous en verrons sans doute bientôt une confirmation en Tchécoslovaquie également. Des mouvements d'une telle ampleur ne peuvent être endigués ou brisés en l'espace de quelques semaines ou de quelques mois. Ils se poursuivront au moins pendant plusieurs années, augmentant de ce fait les chances que le processus de construction d'une nouvelle direction révolutionnaire mûrisse avant que le pendule ne renverse fondamentalement son mouvement.

De ce fait, la bourgeoisie impérialiste et la bureaucratie soviétique, chacune dans leurs sphères respectives de domination, se trouvent placées devant un véritable dilemme : tant l'assouplissement que le durcissement de leur politique risque d'alimenter le processus révolutionnaire et d'en stimuler l'expansion. C'est ce dilemme qui explique en dernière analyse la crise de direction qui se manifeste tant dans les principales capitales impérialistes qu'à Moscou. Mais la meilleure illustration de ce dilemme est offerte par les tergiversations des dirigeants de l'impérialisme américain confrontés avec l'échec de leur guerre contre-révolutionnaire au Vietnam.

Aussi bien l'impasse militaire manifeste dans laquelle ils se sont fourvoyés que les frais exorbitants de cette guerre — parmi lesquels il faut classer en bonne place le réveil d'un nouveau radicalisme de masse aux Etats-Unis, qui menace à la longue tout l'équilibre politique et social de la principale forteresse impérialiste — incitent les dirigeants de Washington à en finir avec la sale guerre du Vietnam. L'impopularité de cette guerre auprès de la majorité de la population laborieuse des Etats-Unis, déjà apparue avant et au cours de la campagne électorale de 1968, rend cet arrêt impérieux pour l'administration Nixon qui court au-devant d'une défaite électorale certaine si elle poursuit l'intervention au Vietnam.

Mais devant la combativité exemplaire des masses vietnamiennes et l'impossibilité de transformer son retrait du Vietnam en un « match nul » politique, Washington est obligé de constater que ce retrait conduit à une impasse analogue à la poursuite de la guerre. Car, sans même prendre en considération l'encouragement que ce retrait représenterait pour les masses révolutionnaires sur d'autres continents, le Pentagone note qu'il risque de stimuler considérablement l'insurrection armée dans plusieurs pays asiatiques, avant tout dans ceux limitrophes du Vietnam.

De tous ces pays, c'est l'Indonésie où la lutte armée des masses se réveille et la Thaïlande, où elle a déjà dépassé le stade initial de la consolidation des noyaux armés, qui inquiètent le plus l'impérialisme. En Thaïlande, l'impérialisme américain doit faire face à trois fronts de guérilla, dans le nord, le nord-est et le sud. Les sources bourgeoises estiment que s'il y a quatre mille combattants armés, il y a un nombre inconnu de milliers de cadres communistes politiques, administratifs et propagandistes avec des paysans qui soutiennent la révolte (*Far-Eastern Economic Review*, 23 janvier 1969). Selon *The Economist* de Londres du 29 mars 1969, les guerillas thaï ont déjà commencé à lever des impôts — que les plantations de caoutchouc payent, ce qui en dit long sur les rapports de forces !

Pour Washington, la Thaïlande est la plaque tournante de tout son système militaire dans le sud-est asiatique, qui couvre un rayon allant des Philippines jusqu'au Bengale. Des centaines de millions de dollars y ont été dépensés pour construire quelques-unes des bases aéro-navales les plus puissantes du monde. Là se trouvent déjà près de 100.000 soldats américains ; il s'agirait d'y ramener le gros des troupes du Vietnam, si ce recul est décidé. Mais quel serait le sens de ce recul, s'il les implique, après un bref intervalle, dans une guerre qui deviendrait de plus en plus l'équivalent de la guerre

Les hésitations de Nixon ne reflètent donc pas seulement les limites personnelles des plus médiocres de l'individu. Elles reflètent les difficultés inextricables dans lesquelles l'impérialisme s'est empêtré dans le sud-est asiatique. La guerre du Vietnam est coûteuse ; mais se retirer risque de coûter aussi cher que d'y rester ; et les masses américaines sont de moins en moins prêtes à payer l'un ou l'autre prix.

C'est dans cette situation que certaines voix se sont élevées au sein de la bourgeoisie américaine pour reviser sa politique à l'égard de la Chine. Nous ne croyons pas comme le font certaines tendances du mouvement ouvrier international, que cela reflète une volonté de Washington de s'associer à la Chine contre l'U.R.S.S. qui resterait son ennemi n° 1. Dans une situation de réveil révolutionnaire en Europe, l'impérialisme n'a vraiment aucun intérêt à pousser Moscou et les dirigeants des P.C. européens à revoir leur politique de « coexistence pacifique », bien au contraire. Nous croyons que ces manœuvres reflètent l'espoir qu'en échange d'une fin de leur mise en quarantaine, les dirigeants de Pékin joueraient le même rôle de frein au mouvement révolutionnaire en Thaïlande, en Indonésie et en Birmanie que Moscou a joué et joue en France et en Italie. Mais outre que cet espoir peut s'avérer illusoire — disons prudemment : peut, et non nécessairement : doit — parce que la ferveur révolutionnaire des masses jeunes en Chine



et la situation intérieure dans le P.C. chinois pourraient fort bien déjouer ces calculs, il reste qu'il est peu probable que les masses indonésiennes et thaïlandaises se laissent démobiliser sur simple ordre de Pékin, après une expérience riche en luttes s'étendant sur plusieurs années, après avoir connu le prix terrible qu'elles paieraient pour la défaite, symbolisée par les massacres indonésiens de 1965, et après avoir pu constater par l'exemple vietnamien combien la lutte révolutionnaire est payante même contre l'armée la plus puissante du monde !

Le dilemme de l'impérialisme est donc réel, et indique de la manière la plus ramassée l'amélioration de la situation internationale du point de vue de la révolution mondiale depuis dix-huit mois.

## II. — LA CRISE QUI SECOUE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE EST UNE CRISE SOCIALE GLOBALE

Quelles est la signification historique de Mai 1968 en France ? Qu'annonce-t-il pour les autres pays impérialistes dans les mois et les années à venir ?

Certains sociologues bourgeois, allègrement suivis par les réformistes et les néo-réformistes de tout cru, ont affirmé qu'il n'y avait pas de véritable crise révolutionnaire en France, puisque ce pays ne se trouvait pas dans une phase de crise ou de récession économique, mais plutôt dans une phase de reprise. Ils ne semblent pas comprendre que cet argument — que personne n'a d'ailleurs invoqué en mai ou au début de juin, et pour cause ! — se retourne en réalité contre tous les apologistes ouverts ou voilés du capitalisme.

Il est en effet impossible de nier que nous avons assisté en France à la grève générale la plus ample de toute l'histoire du capitalisme, qui laisse loin derrière elle non seulement Juin 36 mais même les grèves les plus larges en Allemagne entre 1918 et 1923. Il est de même impossible de nier que cette grève générale a entraîné, dans un mouvement de contestation des structures sociales, non seulement le prolétariat de la grande industrie et des services publics, — c'est-à-dire la partie la mieux organisée et la plus consciente de la classe ouvrière — mais encore des couches marginales et les nouvelles classes moyennes, techniciennes, qui, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe capitaliste, se sont jointes dans leur grande majorité à une remise en question du régime.

Or, si tout cela se produit alors qu'il n'y a ni grave récession économique ni misère prononcée, cela reflète dès lors une crise sociale plus profonde, une crise sociale globale, un refus de la part de la majorité des forces vives de la nation d'accepter le régime capitaliste et l'Etat bourgeois. Et cela laisse présager des explosions encore plus violentes si, aux causes fondamentales, structurelles, de la crise, devait s'ajouter une conjoncture économique déclinante.

Il est utile de rappeler à ce propos qu'entre la révolution de 1848 et la rédaction de la fameuse Préface à sa *Contribution à la Critique de l'Economie politique*, Marx a modifié ses vues sur les causes profondes des révolutions sociales. Dans ses écrits sur la révolution de 1848, puis dans ses *Luttes de classe en France*, il rattachait les révolutions sociales encore étroitement à des crises économiques de surproduction. Mais dans la Préface de la *Contribution à la Critique de l'Economie politique* il précise la nature de l'époque de révolution sociale de manière beaucoup plus profonde :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. »

Et encore :

« Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi : il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. »

Ce que Mai 1968 a révélé en un éclair, c'est le fait que, malgré le long boom de l'économie impérialiste, cette contradiction fondamentale, loin de s'être atténuée, s'est exacerbée au point où, pour la première fois, des millions de travailleurs la prennent comme cible essentielle de leur action. Car c'est bien là l'aspect nouveau de la montée révolutionnaire qui se développe actuellement en Europe occidentale : elle y conteste

de plus en plus directement, pour la première fois dans l'histoire des rapports antagonistes entre le Capital et le Travail, le pouvoir du Capital, de ses représentants et de son Etat, de commander aux hommes et aux machines. Rien ne peut être plus fondamentalement révolutionnaire dans la société dominée par le capital monopoleur.

Cette révolte instinctive ou, dans le meilleur des cas, semi-consciente des masses laborieuses contre les rapports de production capitalistes, ne tombe évidemment pas du ciel. Elle résulte en dernière analyse de l'aggravation sensible de la contradiction entre le développement des forces productives et la survie de ces rapports de production. La crise des rapports de production capitalistes éclate dans tout le développement économique des quinze dernières années : dans l'impossibilité croissante d'assurer l'essor de la science et de la technologie dans le cadre de la propriété privée, et la nécessité qui en découle pour le Capital d'imposer une socialisation croissante de ces frais, voire de la majeure partie des investissements productifs sur lesquels ils débouchent ; dans l'impossibilité de contenir ces mêmes forces productives dans les cadres de l'Etat bourgeois national, tout aussi désuet que la propriété privée. Sans cette socialisation croissante des coûts du développement, et sans l'apparition des sociétés multinationales, la 3<sup>e</sup> révolution industrielle n'aurait pas pu se produire dans le cadre du régime capitaliste.

A la crise de la propriété et à la crise de l'Etat bourgeois national, et de l'économie capitaliste « nationale », s'ajoute la crise des rapports hiérarchiques du travail. Ce n'est pas par hasard si ce sont les étudiants et les chercheurs qui ont été sensibles les premiers au caractère mystificateur de la justification de ces rapports par l'argument de la compétence. Mais au fur et à mesure que la 3<sup>e</sup> révolution industrielle chassera le travail non-qualifié de la vie industrielle et qu'elle élèvera le niveau de qualification et de culture de la classe ouvrière, sa révolte contre ces rapports hiérarchiques deviendra tout aussi aiguë, sinon plus aiguë encore que celle des travailleurs intellectuels et des étudiants aujourd'hui.

Si nous accordons aujourd'hui une telle importance au problème du contrôle ouvrier, c'est parce que la lutte pour cette revendication transitoire peut et doit constituer le pont indispensable entre les nécessités objectives de la crise révolutionnaire qui monte en Europe capitaliste, et le niveau de conscience encore insuffisant des masses. Entre l'absence d'une direction révolutionnaire et l'insuffisance de ce niveau de conscience il y a une interaction qu'il ne faut pas mésestimer. Le prolétariat a besoin d'une direction révolutionnaire pour renverser le capitalisme et prendre le pouvoir. Il ne suivra cette direction révolutionnaire que s'il a atteint un certain degré de maturité de conscience révolutionnaire. La direction révolutionnaire peut à son tour contribuer au processus de maturation de cette conscience, en fournissant les médiations nécessaires entre ce que les travailleurs sentent confusément et ce qu'ils doivent comprendre, médiations sous forme de mots d'ordre et de thèmes de propagande d'abord, sous forme d'expériences de luttes ensuite. Croire que les travailleurs sont prêts à sauter d'un seul coup des objectifs immédiats à la conquête du pouvoir, qui implique notamment la gestion des entreprises par eux-mêmes, dans le cadre d'une planification socialiste, c'est se fier à des illusions. La campagne pour le contrôle ouvrier, et la lutte pour l'arracher, seront l'école indispensable pour convaincre l'avant-garde ouvrière de la nécessité tant de cette auto-gestion que de cette planification.

En insistant sur la nature de la crise qui frappe actuellement la société impérialiste en tant que crise globale — avant tout en Europe occidentale, en tant que crise des rapports de production capitalistes, seule explication qui est, en définitive, capable d'intégrer des phénomènes comme la révolte universelle des étudiants et des jeunes, nous ne cherchons nullement à sous-estimer la portée des modifications qui sont intervenues dans la situation économique de l'impérialisme, et qui ont contribué à provoquer le retournement de la situation à partir de 1968.

Le ralentissement de la croissance se révèle également dans la succession des récessions depuis 1964, dans l'approfondissement de la crise du système monétaire international, qui est étroitement liée aux moyens utilisés par le Capital pour empêcher la transformation des récessions en de graves crises économiques, dans l'extension du phénomène de la capacité de production excédentaire qui frappe actuellement des branches aussi nombreuses de l'industrie capitaliste mondiale que l'industrie charbonnière, l'industrie textile, l'industrie sidérurgique et l'industrie pétrochimique. Il se révèle également dans le ralentissement de la croissance d'industries qui ont en grande partie porté la longue phase d'expansion des deux dernières décennies. L'exemple de l'industrie automobile est à ce propos particulièrement significatif. Dans les six pays du Marché commun, le taux de croissance annuelle du parc automobile reste stable de 1955 à 1963, fluctuant autour de 16,5 % par an. Puis il passe rapidement à 13,9 % en 1964, 12,3 % en 1965, 10,9 % en 1966, 9 % en 1967, 8,2 % en 1968, et la Com-



mission de Bruxelles prévoit qu'il continuera à baisser vers 6,6 % au début des années 1970. Même en chiffres absolus, l'augmentation annuelle qui avait atteint 3 millions de voitures entre 1961 et 1966 baisse depuis lors et se stabilisera sans doute autour de 2,5 à 2,7 millions de voitures.

La baisse lente mais constante du taux de profit, la concurrence internationale exacerbée, la concentration du capital accélérée, y compris sous sa forme de concentration internationale, se poursuivent fatalement dans ce cadre. Des experts capitalistes prévoient que d'ici quinze à vingt ans, quelque 250 ou 300 compagnies multinationales domineront l'économie capitaliste internationale. Il n'y a plus de chasses gardées devant la férocité de cette lutte de concurrence, propulsée par les besoins de mise en valeur de capitaux qui dépassent souvent le demi-milliard ou le milliard de dollars. Tandis que la pénétration américaine s'accroît en Europe occidentale, des trusts européens partent à l'assaut du marché des Etats-Unis, Volkswagen et Fiat s'assurent une place prépondérante sur le marché automobile du Brésil et de l'Argentine, cependant que le Japon conquiert des positions de plus en plus fortes non seulement dans l'est de l'Asie mais même en Australie, et que son trust de l'acier le plus puissant devient le deuxième du monde, capable même de contester la première place à la US Steel Corp., depuis plus d'un demi-siècle prédominante dans l'industrie sidérurgique mondiale.

Dans ces conditions, les efforts capitalistes de réorganiser tant bien que mal les structures politiques et juridiques pour contenir cette dynamique redoutable de la concentration capitaliste, telle la création du Marché commun européen apparaissent déjà comme dépassés. Encore plus pitoyables sont les tentatives des partis khrouchtchéviens, imités par des groupes maoïstes, de se faire les défenseurs de la « souveraineté nationale » devant cette poussée d'internationalisation du capital. La seule riposte possible à cette poussée ne peut être que celle d'une organisation internationale, voire mondiale, de l'économie socialisée et réorganisée sur une base consciente. Les thèses les plus audacieuses des marxistes révolutionnaires d'il y a trente ans apparaissent aujourd'hui comme des lieux communs, tant les besoins économiques et sociaux ressentis par des millions de travailleurs et de jeunes en réclament la réalisation !

C'est surtout aux camarades japonais et nord-américains de tirer de cette expérience exaltante de Mai 1968 en France, et de tout ce qu'elle implique pour l'Europe capitaliste, les conclusions qui s'imposent. La France n'est pas le pays capitaliste qui possède l'industrie ou l'économie la plus avancée ; elle ne l'a d'ailleurs jamais été. Mais c'est le pays où, pour reprendre une phrase d'Engels, « les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète, et où, par conséquent, les formes politiques changeantes, à l'intérieur desquelles elles se meuvent et dans lesquelles se résument leurs résultats, prennent les contours les plus nets ». Ces contours les plus nets, dans la phase actuelle de nouvelle montée de la révolution mondiale, c'est Mai 1968 qui les ont révélés, et nous les retrouverons dans les années à venir, dans la plupart des pays impérialistes importants.

### III. — LA MONTEE DE LA REVOLUTION POLITIQUE DANS LES ETATS OUVRIERS BUREAUCRATIQUEMENT DEFORMES OU DEGENERES A LA LUMIERE DE L'EXEMPLE TCHECOSLOVAQUE

Les thèses rappellent comment, au lendemain de l'écrasement de la révolution hongroise, un climat de « réformisme » s'est graduellement établi en U.R.S.S. et dans la plupart des pays dits de démocratie populaire, et quels ont été les facteurs qui ont sapé les illusions des masses de voir leurs objectifs — qui restent foncièrement pareils à ceux de la révolution hongroise — réalisés progressivement, par voie de réformes octroyées d'en haut, par une aile « éclairée » de la bureaucratie. Nous ne reprendrons pas ici toute cette analyse. Nous nous contenterons d'indiquer qu'avec le recul de ces illusions en U.R.S.S. et en Europe orientale, certaines tendances dans le mouvement ouvrier international, qui manifestaient des illusions analogues, commençaient également à s'en défaire. L'exemple le plus important à ce propos est celui d'Isaac Deutscher qui, vers la fin de sa vie, se rapprochait du concept de l'inévitabilité d'une révolution politique antibureaucratique en U.R.S.S. et en Europe orientale, concept dont il s'était écarté une vingtaine d'années auparavant.

Pour compléter l'analyse des thèses, il est utile aujourd'hui de mettre à nu les mécanismes qui ont déterminé la montée de la révolution politique anti-bureaucratique en Tchécoslovaquie, puis entraîné l'intervention militaire de la bureaucratie soviétique. Ces mécanismes sont sans aucun doute une indication de ce qui arrivera en U.R.S.S. dans les années à venir.

L'origine de la crise du pouvoir de la bureaucratie en Tchécoslovaquie a été objective : l'arrêt total de la croissance économique au début des années 1960 et la transformation, en moins de dix ans, de la République Socialiste Tchécoslovaque, d'un pays à l'avant-garde de la technologie industrielle et scientifique en Europe en un pays qui était en train de rater la 3<sup>e</sup> révolution industrielle. Dans des conditions d'apathie politique généralisée, provoquée par le régime policier de Gottwald et de Novotny et accentuée encore par le retard de la déstalinisation par rapport à plusieurs pays voisins, cette crise objective provoqua une division au sein de la bureaucratie tchécoslovaque. Une aile dite « libérale » se dégagea, partisan d'un système de gestion et de planification économiques plus « efficace ». Cette aile technocratique devait exiger des mesures de « libéralisation » politique et idéologique, partant de ses objectifs économiques. Il est en effet impossible d'accroître l'indépendance et l'esprit d'initiative des cadres de l'économie, s'il n'existe pas un minimum de liberté de discussion et de défense d'opinions non-conformistes sur le plan idéologique, donc aussi politique.

L'aile technocratique de la bureaucratie reçut un appui rapide de la part des écrivains, des savants et des journalistes, couches qui souffraient le plus de l'étouffante atmosphère stalinienne qui s'était apesantie sur un pays de vieille tradition industrielle et libérale bourgeoise. Face à ce bloc, les vieux staliniens ne faisaient plus le poids et commençaient à perdre pied. Leurs tentatives de saboter différents mouvements de réformes furent déjouées par une première intervention autonome de masse, celle des étudiants en octobre 1967, qui dressa l'opinion ouvrière contre les forces de répression et aboutit au Plénum de janvier 1968 du C.C. du P.C. tchécoslovaque.

Jusqu'à ce point, nous assistons au déroulement classique d'un conflit inter-bureaucratique, dans lequel les deux ailes ont peur de faire réellement appel aux masses, et celles-ci restent dans l'expectative. Il n'y avait pas grand chose d'attrayant pour les masses ouvrières dans le programme des réformateurs « libéraux » ; elles pouvaient même craindre que leur situation matérielle, déjà fort médiocre, allait encore empirer par suite des conséquences objectives de quelques-unes des mesures proposées par les technocrates, tels la hausse des prix des produits de consommation, la réduction des avantages de la Sécurité sociale, les licenciements dans les entreprises et la réapparition du chômage. Il faut aussi rappeler que pendant toute cette phase la question de l'autogestion ouvrière ne fut point soulevée.

Trois facteurs ont progressivement modifié la situation et déterminé une politisation et une activité autonome croissantes des masses.

D'abord il y eut la « percolation » de la déstalinisation vers l'organisation syndicale, le remplacement massif de délégués syndicaux nommés d'en haut par des délégués élus par les travailleurs, et la pénétration d'un certain nombre de ces délégués dans l'appareil syndical lui-même.

Ensuite, il y eut l'initiative prise par cet appareil de propulser un début d'autogestion ouvrière — plus exactement de cogestion ouvrière — dans un certain nombre de grandes entreprises du pays, et la participation plus large d'un certain nombre de collectifs ouvriers d'usines aux débats publics sur la réforme économique.

Finalement, il y eut la pression brutale et cynique de la bureaucratie soviétique et de ses agents pour imposer au P.C. et aux travailleurs tchécoslovaques une direction vrombie par l'immense majorité de ceux-ci. Cette pression provoqua un tournant dans l'attitude des masses populaires, visible dès le mois de juin 1968 par l'étonnant succès de la campagne de collecte des signatures à l'appui de l'équipe Dubcek, organisée par les étudiants. Si les deux premiers mobiles de politisation de la classe ouvrière tchécoslovaque étaient des mobiles d'intérêt de classe, le troisième était un mobile de défense du droit du peuple travailleur tchécoslovaque à choisir librement sa direction, sans ingérence de la bureaucratie soviétique.

C'est en riposte à l'intervention militaire du Kremlin et de ses satellites que la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie a atteint son point culminant : l'activité politique de la classe ouvrière tchécoslovaque pendant la semaine décisive d'août fut la plus élevée qu'on ait connue en Europe orientale depuis la révolution hongroise. Vu la différence de structure sociale du pays, elle était d'ailleurs beaucoup plus décisive dans tout le processus de résistance qu'elle ne l'avait été en Hongrie. Les organes d'autogestion ouvriers, les délégations syndicales d'usines, certains groupements d'usine et de quartiers ouvriers du P.C., souvent appuyés par des fractions de l'appareil d'Etat et la plupart du temps entraînés par les étudiants révolutionnaires, jouèrent le rôle d'organes de qualité de pouvoir et de mobilisation large des masses. Devant l'ampleur exceptionnelle de cette mobilisation, qui risquait de transformer le facile succès de l'opération militaire du Kremlin en une faillite politique totale, la bureaucratie soviétique effectua un tournant. Elle abandonna pour le moment l'idée de substituer à l'équipe Dubcek une direction plus servile, et se servit de l'aile libé-



rale de la bureaucratie pour saper la combativité des masses. Une fois ce principal danger éliminé, il lui serait relativement facile de se débarrasser des libéraux capitalistes.

Cette tactique du Kremlin s'est heurtée encore une fois à des obstacles imprévus, surtout grâce au degré élevé de mobilisation qui caractérisait l'attitude de la classe ouvrière pendant de longs mois, et aux rapports multiples que les étudiants révolutionnaires avaient tissés avec des secteurs ouvriers d'avant-garde. Mais cet interlude touche maintenant à sa fin. Profitant des « incidents de la partie de hockey sur glace », vraisemblablement mis en scène par des provocateurs, la fraction pro-stalinienne a commencé à marquer ces jours-ci des points importants. Le fossé entre l'équipe Dubcek et les masses commence à se creuser. L'avant-garde anti-bureaucratique commence à être isolée. L'aile marchante des syndicats commence à se retrancher dans des positions d'auto-défense purement économique. Même l'expérience de cogestion ouvrière commence à être profondément dénaturée, surtout si on sait que plus de 70 % des membres de ces conseils ouvriers sont actuellement des techniciens et des cadres !

Il est probable que, malgré quelques soubresauts toujours possibles et qui peuvent même être violents, la montée de la révolution politique anti-bureaucratique ne trouvera pas d'issue dans les seuls cadres de la Tchécoslovaquie. Cette issue ne peut venir que d'une extension internationale de la montée, avant tout en U.R.S.S. même. Il faut donc examiner les leçons qu'on peut déduire de l'expérience tchécoslovaque en ce qui concerne les conditions de maturation de la révolution politique en U.R.S.S. même.

Nous ne reprendrons pas ici l'analyse faite préalablement par notre mouvement des contradictions objectives de la dictature bureaucratique en U.R.S.S., dans le domaine économique, social, culturel et idéologique. Examinons plutôt, à la lumière des réactions du Kremlin aux événements tchécoslovaques, ce qui a réellement inquiété la bureaucratie soviétique, et ce qui a même provoqué des réactions d'effolement par moment.

Il est clair que ce n'est pas la « libéralisation » économique qui a inquiété le Kremlin. Tous ceux qui ont voulu justifier l'intervention soviétique, en tout ou en partie, par de prétendus dangers de restauration du capitalisme résultant de cette « libéralisation », en ont été pour leurs frais. Comme nous l'avions prévu dès l'époque précédant l'intervention militaire, le Kremlin n'a pas l'intention de modifier quoi que ce soit dans les réformes économiques introduites en Tchécoslovaquie. Quant à l'expansion du commerce avec les pays impérialistes, et même les investissements étrangers de capitaux, la bureaucratie soviétique pousse elle-même dans cette voie au moins autant si ce n'est plus que ne le fit l'équipe Dubcek-Sik.

Les points de mire de l'intervention soviétique ont été, par ordre d'importance : 1) La modification des statuts du P.C. rétablissant le droit de tendance ; 2) L'autorisation d'organisations révolutionnaires indépendantes du P.C. ; 3) L'abolition de la censure et du contrôle de l'appareil central du P.C. sur toute la presse, la radio et la télévision ouvrières ; 4) Les pas faits en direction de l'autogestion ouvrière ; 5) Le projet d'introduction d'un véritable fédéralisme, d'un véritable pouvoir autonome des Républiques tchèque et slovaque. Ces réformes convergeaient toutes vers un point central : l'ébranlement du monopole du pouvoir politique de la bureaucratie. Subsidiellement, les courroies de transmission entre le Kremlin et la bureaucratie tchécoslovaque — c'est-à-dire le contrôle exercé sur la police secrète, les forces de sécurité et l'armée tchécoslovaque par des agents directs du Kremlin — devaient, aux yeux de la bureaucratie soviétique, être défendues ou rétablies à tout prix.

Si nous décalquons cette analyse sur les tensions politiques et sociales qui montent en U.R.S.S., nous pouvons préciser les voies qu'y emprunte la montée de la révolution politique de la manière suivante : lutte pour l'approfondissement de la déstalinisation par les forces intellectuelles et jeunes qui réclament que toute la vérité soit faite sur les crimes de Staline, que toutes ses victimes soient réhabilitées, qu'une large liberté de discussion s'établisse non seulement en matière scientifique (où elle est irrépressible) et artistique, mais encore idéologique et politique ; lutte pour le rétablissement des normes léninistes de la vie intérieure du parti, notamment pour le rétablissement du droit de tendance ; lutte pour une véritable égalité en droits des nationalités de l'Union soviétique et pour un système d'Etat réellement fédéral ; défense des intérêts de la classe ouvrière non seulement en tant que consommateurs mais aussi et surtout en tant que producteurs, avec poussée vers une planification fondée sur l'autogestion ouvrière démocratiquement centralisée.

C'est autour de ces poussées de base que doit s'articuler un programme de transition pour les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés. Ce sont ces poussées qui commencent à se produire en U.R.S.S., que la bureaucratie soviétique craint de plus en plus dans son propre pays, que l'ébullition, notamment en Ukraine où la cause

tchécoslovaque était fort populaire, a clairement révélées et que l'intervention militaire en Tchécoslovaquie loin de les avoir étouffées, les a sans doute stimulées. Nous venons d'apprendre, par l'intermédiaire d'un rapport confidentiel transmis par l'ambassadeur tchécoslovaque à Moscou et auquel le journal *Le Monde* a fait allusion, que plus de 80 cellules du P.C.U.S. avaient protesté contre l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Pour la première fois depuis l'écrasement de l'Opposition de Gauche, une opposition politique ouverte et publique s'est manifestée en U.R.S.S. Voilà un autre aspect du tournant historique qu'a représenté l'année 1968.

La bureaucratie au pouvoir dans les Etats ouvriers n'est pas restée insensible aux forces motrices de la révolution politique qui monte. Elle a réagi à sa manière, par une alternance de concessions et de répressions, et quelquefois par une combinaison des deux. La question que se sont posées beaucoup de tendances du mouvement révolutionnaire, à savoir comment mesurer exactement la nature des différents courants politiques au sein de la bureaucratie, est condamnée à rester sans réponse, si l'on ne part pas de la conception du programme de la révolution politique comme un *tout cohérent*, visant à établir un régime de démocratie socialiste fondé sur la propriété collective et l'économie planifiée. En effet, cette révolution politique devra à la fois assurer l'exercice démocratique du pouvoir politique par les travailleurs, la gestion de l'économie par les travailleurs eux-mêmes, le renversement radical des tendances vers l'inégalité sociale de plus en plus cristallisée, et le retour vers une politique internationale visant à appuyer le processus de la révolution socialiste mondiale.

Dans chacune des tendances du mouvement communiste international qui se manifestent aujourd'hui sur le plan international, des réformes progressistes sur certains plans sont combinées avec des régressions manifestes sur d'autres. Les titistes prônent des progrès sur le plan de l'autogestion ouvrière et de la démocratisation politique, combinés avec une régression vers l'inégalité sociale de plus en plus prononcée et une politique internationale de plus en plus droitiste. Les maoïstes prônent un progrès sur le plan de l'égalitarisme social et de l'orientation internationale révolutionnaire, combinés avec des régressions manifestes sur le plan de la démocratie ouvrière et un refus de poser le problème de l'autogestion ouvrière. Les fidélistes partagent avec nous beaucoup de conceptions dans le domaine de la lutte contre l'inégalité sociale et pour un cours vers la révolution mondiale ; ils peuvent se rapprocher de notre point de vue en matière d'autogestion ouvrière démocratiquement centralisée, mais ils ne comprennent pas le problème de la démocratie socialiste. Seul notre mouvement présente à ce propos une position cohérente, qui répond à l'ensemble des problèmes fondamentaux posés par la nécessité de reconstruire les sociétés issues du renversement du capitalisme sur la base de l'exercice du pouvoir par les masses laborieuses elles-mêmes.

#### IV. — QUELQUES PROBLEMES DE LA REPRISE DE LA REVOLUTION COLONIALE

La reprise de la révolution coloniale, dont les prodromes ont été très nets depuis un an, pose une série de problèmes généraux et particuliers, que nous voudrions rapidement rappeler ici. Les problèmes généraux concernent les rapports sociaux et politiques entre les différentes classes et couches sociales, dont la dynamique détermine en dernière analyse le processus de la révolution coloniale. Les problèmes particuliers ont trait aux obstacles spécifiques qui ont empêché pendant la phase précédente un nouveau bond en avant de la révolution coloniale dans chacun de ces épicentres principaux : révolution latino-américaine ; révolution arabe ; révolution africaine ; révolution dans le sud-est asiatique ; révolution dans la péninsule indienne. Comme il y a au Congrès une discussion à part sur la révolution latino-américaine, et que de nombreuses questions concernant la révolution arabe peuvent être traitées plus à fond dans la discussion à un autre point de l'ordre du jour, je dirais quelques mots sur les problèmes de la révolution africaine et sur ceux de la révolution dans la péninsule indienne.

D'abord quelques problèmes généraux de la reprise de la révolution coloniale. Les thèses rappellent qu'un des traits principaux de la période qui coïncide avec la contre-offensive impérialiste 1962-1967 a été l'effondrement d'une série de directions traditionnelles du mouvement anti-impérialiste, directions nationalistes bourgeoises ou petites bourgeoises qui ont progressivement épuisé leur capacité de mobiliser de larges masses, voire leur crédit politique dans les masses les plus exploitées de leur pays. La chute successive de Ben Bella, de Nkrumah et de Sukarno, le déclin du parti du Congrès en Inde et de la Ligue Musulmane au Pakistan, le déclin du péronisme politique en Argentine et de l'A.P.R.A. au Pérou, sont les manifestations les plus nettes de ce processus de décomposition. Dans d'autres cas, le déclin n'en est qu'au niveau de



la perte d'influence prépondérante au sein de l'avant-garde, comme dans le cas du nassérisme au sein de l'avant-garde révolutionnaire arabe. Mais le phénomène en lui-même semble bien être universel. Toute la mythologie sur le « tiers-monde » au sens politique du terme, sur le « neutralisme actif » et le « non-engagement », ainsi que leur reflet kroutchévien dans la théorie de la « voie de développement non-capitaliste » mais en même temps non-socialiste s'est effondrée dix ans à peine après la conférence de Bandung.

Sur les causes de cet effondrement, notre mouvement s'est déjà prononcé, et un bref rappel suffira à ce propos. L'approfondissement de la crise sociale dans les pays semi-coloniaux s'est poursuivi après l'octroi ou la conquête de l'indépendance politique. Les contradictions sociales se sont exacerbées. Le mouvement de masse a continué à s'amplifier. Les exemples de la révolution chinoise, cubaine, vietnamienne, ont exercé une force d'attraction de plus en plus nette sur les masses. Par ailleurs, l'impérialisme a accéléré ce processus de polarisation en intervenant de manière de plus en plus ouvertement contre-révolutionnaire. Dans ces conditions, il n'y avait plus de marge historique pour un anti-impérialisme bourgeois ou petit-bourgeois limité. La révolution réclamait d'une part de plus en plus une transcendance immédiate vers des mesures socialistes ; elle exigeait d'autre part une mobilisation de plus en plus large des masses de plus en plus radicalisées contre l'impérialisme et ses alliés indigènes. Pour toutes les raisons d'intérêts sociaux et d'oscillations politiques que nous leur connaissons, les directions traditionnelles nationales bourgeoises et petites-bourgeoises nationalistes soit ont été impuissantes à opérer ce virage, soit s'y sont même de plus en plus résolument opposées. Ainsi, le sol s'est littéralement dérobé sous leurs pas.

Mais nous savons aussi que le recul du mouvement de masse, découlant des succès temporaires que l'impérialisme a pu remporter dans sa lutte contre la révolution coloniale, ne peut être que d'une durée brève. Tous les motifs économiques, sociaux et politiques qui stimulent la lutte anti-impérialiste restent présents. Les équipes réactionnaires installées au pouvoir avec l'aide ou la tolérance de l'impérialisme sont incapables de sortir la société semi-coloniale de son marasme historique. Alors se pose la question : cette nouvelle montée de lutte de masse, dont les grandes mobilisations étudiantes en Amérique latine en 1968, la résistance croissante des masses palestiniennes à l'occupation sioniste, la montée révolutionnaire au Bengale occidental et oriental, le déclenchement de la lutte armée en Indonésie et les progrès des guérillas dans une série de pays du sud-est asiatique sont les signes précurseurs les plus nets ; cette nouvelle montée de luttes de masse sera-t-elle confrontée avec un bloc compact de l'impérialisme, de l'oligarchie traditionnelle, de la bourgeoisie compradore, de la bourgeoisie nationale, et des équipes politiques petites-bourgeoises nationalistes traditionnelles, ou bien sera-t-elle le signal d'une nouvelle différenciation politique au sein de ces forces sociales conservatrices, de l'apparition de nouvelles tentatives de canaliser le mouvement de masse ressurgi vers des objectifs autres que ceux de la révolution socialiste ?

Nous ne pouvons pas encore répondre de manière catégorique à cette question ; mais toute l'expérience du passé tend à donner à cette question une réponse affirmative. L'impérialisme, la bourgeoisie nationale, la petite-bourgeoisie nationaliste, continueront à manœuvrer aussi longtemps qu'ils survivront et qu'ils auront un minimum de moyens matériels de manœuvre. L'engagement des forces impérialistes américaines dans le sud-est asiatique, la nécessité de regarnir le front européen de l'impérialisme, nettement menacé, la réduction des réserves dont dispose l'impérialisme, notamment par suite du ralentissement de la croissance économique et de la crise du dollar, tout cela renforce la probabilité de certains replis, de certaines nouvelles tentatives de canalisation du mouvement de masse. Les divisions qui apparaissent au sein de la dictature indonésienne et brésilienne, la farce électorale en Thaïlande qui a sans aucun doute stimulé le processus de politisation des masses, la montée de sentiments et d'actions anti-impérialistes aux Philippines, le rétablissement de quelques libertés démocratiques, très limitées il est vrai, au Ghana, et jusqu'aux manœuvres anti-impérialistes de la junte militaire au Pérou, sont toutes des indices de nouvelles fissures qui apparaissent au sein des forces contre-révolutionnaires dans les pays semi-coloniaux.

Mais si nous disons qu'il faut s'attendre à des manœuvres de ce genre, et qu'il serait illusoire de penser que les masses, dorénavant, n'auraient plus qu'un choix simple et clair entre la contre-révolution ouverte d'une part et la révolution permanente de l'autre, nous devons cependant souligner qu'il ne faudrait point en conclure qu'il subsiste des chances d'une période de libertés démocratiques et de climat constitutionnel prolongé, coïncidant avec la montée du mouvement de masse. A ce propos, des exemples aussi distants les uns des autres que la répression sanglante du mouvement des étudiants au Mexique et que la restauration — toute temporaire, nous l'espérons — de la dictature militaire au Pakistan indiquent clairement que ni l'impérialisme ni la réaction indigène des pays semi-coloniaux n'ont abandonné ce qu'on pourrait appeler

« la ligne de Saint-Domingue » : ne tolérer à aucun prix et sous aucune condition une montée du mouvement révolutionnaire qui crée une situation insurrectionnelle avec des masses armées, même sous une direction libérale-bourgeoise et anti-communiste traditionnelle. C'est dans ce sens que nous parlons d'une nouvelle phase historique de la révolution coloniale, et d'un débordement inévitable de ces vieilles directions par un processus de révolution permanente.

En ce qui concerne les problèmes spécifiques de la révolution africaine à son étape actuelle, je me limiterais à deux remarques. D'abord, nous soumettons à ce congrès un bulletin de discussion avec trois articles qui s'efforcent de fournir une analyse marxiste de la guerre civile au Nigéria, rédigés par des camarades africains eux-mêmes. Une quatrième contribution, qui nous est venue du Ghana, est parvenue trop tard pour être incluse dans ce Bulletin ; nous nous efforcerons de la distribuer au cours du Congrès. A travers cette guerre civile, le marxisme révolutionnaire a été confronté avec un des problèmes les plus complexes qui se soit jusqu'ici posé pour lui : le problème de la formation des nationalités, de l'éclosion du fait national, dans des pays où n'a existé aucune tradition de lutte nationale-bourgeoise, et où le tribalisme et le féodalisme ont fourni les structures politiques essentielles du nationalisme, même si celui-ci recouvre manifestement des phénomènes d'accumulation primitive des capitaux. Inutile de souligner les possibilités de manœuvre ouvertes pour l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, du fait de cet exemple extrême du développement inégal et combiné. Mais il importe de saisir, au-delà de l'aspect spécifiquement nigérien de cette question, le problème théorique plus vaste qu'il soulève dans une société sous-développée comme celle de la majeure partie de l'Afrique noire. Car on peut être certain de le retrouver demain dans d'autres pays, sur le chemin de la confrontation de plus en plus résolue qui oppose les forces révolutionnaires et les forces contre-révolutionnaires sur le continent africain.

C'est précisément parce qu'elle est le seul pays de l'Afrique noire qui est économiquement, socialement et culturellement beaucoup plus développé, que l'Afrique du sud occupe une position spéciale dans le processus de développement de la révolution africaine. Pour cette raison elle constitue un bastion impérialiste, dont les investissements représentent, si on y ajoute ceux de la Rhodésie, plus de la somme totale de tous les investissements impérialistes privés dans le reste de l'Afrique noire. Pour la même raison il y a un prolétariat sud-africain particulier, fort similaire au prolétariat agraire cubain d'avant la révolution, qui est en partie prolétariat industriel et minier et en partie prolétariat des fermes, tantôt urbanisé et tantôt renvoyé vers ses réserves, qui est à la fois paysannerie pauvre et prolétariat, et qui possède de ce fait une capacité objective énorme de rassembler l'immense majorité de la population sud-africaine dans une lutte armée anti-impérialiste et anti-capitaliste résolue.

Nos propres camarades sud-africains, sur la base de toute leur expérience, sont arrivés à la conclusion que telle est la voie à suivre pour un soulèvement qui s'annonce sans doute le plus dur que l'Afrique ait connu, un des plus durs que le monde aura connu, où l'impérialisme peut s'appuyer sur une couche bourgeoise et petite bourgeoisie blanche large qui se battra par tous les moyens, mais où la combativité et l'héroïsme des masses seront à la mesure de l'oppression, de l'exploitation et des humiliations innombrables qu'elles subissent et dont elles ont pleinement pris conscience. Aider nos camarades sud-africains à organiser cette lutte révolutionnaire est une des tâches les plus importantes des marxistes révolutionnaires de par le monde.

Les problèmes de la révolution dans la péninsule indienne se posent aujourd'hui sous une forme différente. Dans l'immensité de ce sous-continent, où la bourgeoisie nationale au pouvoir n'a même pas réussi à créer les cadres politiques et juridiques d'un marché national unifié, où la famine peut régner dans une région alors qu'il est interdit d'y transporter les surplus de vivres d'une région voisine, il s'agit avant tout de modifier une tradition séculaire de soumission et d'apathie chez les masses les plus exploitées, que, successivement, le système des castes, la domination colonialiste britannique et l'idéologie gandhiste de la bourgeoisie ont renforcée ou consolidée. Il est peu probable que dans ce pays immense la révolution éclate partout à la fois. Il est plus probable que le processus inégal de mûrissement de la crise révolutionnaire privilégiera certains Etats comme le Bengale ou le Kerala. C'est de toute façon à cette éventualité que se prépare activement, dès maintenant, l'impérialisme américain, qui escompte l'éclatement de l'Union indienne.

Vu les dimensions du pays, les forces politiques cristallisées, le caractère explosif de la misère dans les grandes villes prolétariennes, il n'y a aucune raison de prôner, longtemps que la situation reste ce qu'elle est, de petits soulèvements isolés à la campagne, qui ne peuvent même pas prendre la forme d'une guérilla organisée, sans parler de celle d'une jacquerie. Il s'agit au contraire de promouvoir des expériences auda-



cieuses de réveil et d'organisation des masses les plus opprimées, les paysans sans terre et les ouvriers agricoles à la campagne, les intouchables et les habitants des taudis des grandes villes, pour modifier les rapports de force sociaux qui restent défavorables au prolétariat organisé qui risque d'être noyé dans l'océan de la campagne indienne. Voilà où se trouve, à notre avis, la clé de la révolution indienne.

Toutes les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier indien, y compris le Parti Communiste dit de gauche, ont failli à cette tâche, notamment parce que leurs cadres dirigeants provenaient presque sans exception des castes supérieures et des couches de propriétaires fonciers. Si nos camarades indiens, après avoir renforcé leur organisation et formé le nombre de cadres nécessaires pour s'attaquer à pareille tâche, réussissent à rompre avec cette tradition, à se lancer dans le travail d'organisation et d'action révolutionnaires parmi ces masses les plus pauvres, alors la nature explosive de la situation en Inde apparaîtra non seulement à Calcutta ou parmi les ouvriers de plantation de l'Assam, mais elle pourra apparaître dans des zones beaucoup plus vastes, qui seront les berceaux naturels de la révolution indienne. Aujourd'hui encore ce conseil peut paraître prématuré, car nous en sommes encore au rassemblement initial des cadres, sans lesquels aucune action plus large n'est possible. Mais l'expérience nous a enseigné que ce rassemblement est plus facile et plus adéquat si une organisation dispose d'un plan stratégique à plus long terme ; c'est celui-ci qu'il s'agit d'élaborer.

## V. — LA PLACE DU 9<sup>e</sup> CONGRES MONDIAL DANS LE PROCESSUS DE CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

La IV<sup>e</sup> Internationale se trouve aujourd'hui à un tournant de son histoire. Ce tournant a été rendu possible par l'interaction de deux facteurs : la nouvelle montée de la révolution mondiale, avec un poids beaucoup plus grand des pays impérialistes et des formes de montée révolutionnaire qui incluent quelques-unes des formes dites classiques de la révolution socialiste, avec une intervention plus massive du prolétariat industriel dans ce processus d'une part ; l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune à l'échelle mondiale, comptant des millions d'étudiants, de lycéens, de jeunes ouvriers capables d'être mobilisés pour des causes anti-impérialistes, anti-capitalistes et objectivement révolutionnaires, au sein de laquelle l'influence des vieilles directions traditionnelles du mouvement ouvrier est en déclin rapide sinon, par endroits, en quasi-liquidation, et qui n'ont plus les préjugés anciens à l'égard du marxisme révolutionnaire et du trotskysme d'autre part.

La combinaison de ces deux facteurs a radicalement amélioré les chances de construction de notre mouvement. Elle a créé des possibilités pour les marxistes révolutionnaires de combler le vide créé par la passivité criminelle des khrouchtchéviens et des sociaux-démocrates envers des événements comme l'agression de l'impérialisme américain à l'égard de la révolution vietnamienne. Le rôle que nos sections et nos militants ont pu jouer dans la lutte contre la guerre du Vietnam dans de nombreux pays du mouvement, aussi distants les uns des autres que le Japon et la Grande-Bretagne, le Canada et la Belgique, le rôle qu'ils ont pu jouer dans l'animation et la radicalisation par étapes du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, a clairement exprimé ces possibilités nouvelles. Des militants marxistes révolutionnaires ont organisé des meetings comptant des milliers d'assistants. Ils ont participé à des manifestations qui comptaient quelquefois des dizaines de milliers de participants. Ils ont pu prendre la parole devant des milliers et des milliers de jeunes.

Mais c'est en France que la jonction d'une montée révolutionnaire et de l'accumulation primitive de cadres marxistes révolutionnaires a véritablement symbolisé la nouvelle étape d'expansion du trotskysme international. Grâce à l'intervention audacieuse et politiquement adéquate de nos camarades jeunes en mai-juin, les bases ont été jetées pour une percée de l'organisation marxiste révolutionnaire qui dépasse tout ce que notre mouvement a connu dans le passé. Cette percée permet d'envisager un processus accéléré de rassemblement de jeunes cadres ouvriers, ce qui prépare un nouveau saut qualitatif, pour autant que les conditions objectives ne se modifient pas fondamentalement et que de graves erreurs d'orientation puissent être évitées.

L'exemple de la France, nous en sommes convaincus, peut rapporter des fruits immédiats dans plusieurs autres pays, et ce non seulement en Europe. Mais cet exemple doit surtout être étudié et apprécié par nos sections et nos militants dans tous les pays pour saisir le tournant de notre situation et les dimensions nouvelles dans lesquelles se place dorénavant la question de la construction du parti et de l'Internationale révolutionnaires.

Certes, quand nous parlons des possibilités de percée de notre mouvement à l'image de la percée française, nous devons préciser immédiatement qu'il ne s'agit nullement de la possibilité d'arriver, à brève échéance, à la construction de partis révolutionnaires de masse, capables de diriger sous leur propre drapeau des luttes de masse qui ouvrent la voie vers la conquête du pouvoir par le prolétariat. Les forces dont nous disposons sont encore trop exigües pour pouvoir, de manière réaliste, esquisser pareille perspective à court terme pour nos organisations.

Ce dont il s'agit, c'est une percée au-delà du seuil d'« accumulation primitive » de cadres, c'est-à-dire une percée qui crée des organisations capables d'intervenir de manière autonome et audacieuse dans la lutte de classe et la lutte révolutionnaire. Ce n'est pas encore le parti révolutionnaire de masse ; c'est déjà le noyau de ce parti. Ce n'est plus un groupe de propagande, qui se contente de propager notre programme et nos idées par la parole ou l'écrit, et qui limite ses interventions à la critique ou à la dénonciation de la politique des directions traditionnelles traitres. C'est une organisation qui est déjà capable de démontrer par l'action qu'une solution de rechange est possible pour le mouvement de masse, par rapport à l'orientation réformiste et néo-réformiste des vieilles directions et qui, de ce fait, devient un pôle d'attraction pour les forces jeunes et critiques au sein du mouvement de masse, dont le nombre n'a d'ailleurs jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui.

C'est dans le même esprit qu'il faut aborder le problème de savoir comment conquérir ou consolider notre hégémonie dans la nouvelle avant-garde, devant les adversaires auxquels nous devons faire front et qui sont essentiellement les maoïstes, les spontanéistes, ou les mao-spontanéistes.

Les obstacles que nous rencontrons sur la voie de construction du parti révolutionnaire du fait de ces courants ne provient pas tellement de la force des idées qu'ils représentent. Ils reflètent plutôt des facteurs sociaux qui agissent en sens opposé à celui de la construction de partis marxistes révolutionnaires : la force d'attraction de la révolution chinoise, y compris la « révolution culturelle », qui représente des dizaines de millions d'êtres humains d'une part, les caractéristiques sociales et psychologiques particulières du milieu étudiant d'autre part, qui ne sont pas de nature à faciliter la compréhension de la théorie léniniste du parti, des principes d'organisation et du centralisme démocratique.

Contre ces obstacles, nous devons nous appuyer sur trois facteurs qui peuvent faire contrepoids, et qui doivent nous permettre, plus tôt dans certains pays, mais à moyen terme dans une série importante de pays, de devenir la force politique principale au sein de la nouvelle avant-garde jeune.

Le premier de ces facteurs, c'est notre supériorité théorique et politique, qui reste plus que jamais notre atout principal. Manifestement, les maoïstes et les spontanéistes ne résistent pas à nos analyses, avec leurs vues dogmatiques et révisionnistes, confuses et pragmatiques, contre lesquelles les événements viennent rapidement s'inscrire en faux. Mais pour que nous puissions exploiter à fond cette supériorité, il faut que nous restions constamment sur le qui-vive, que nous ne croyions pas que la simple défense de l'acquis théorique du trotskysme suffit, que nous abordions franchement tous les phénomènes nouveaux que la réalité plus que jamais complexe, dialectique, contradictoire, du monde d'aujourd'hui produit sans cesse.

Au cours des dernières années, notre mouvement a fait un effort appréciable d'analyse théorique de phénomènes comme le nationalisme noir aux Etats-Unis, les contradictions économiques du néo-capitalisme, les problèmes économiques de la période de transition, la sociologie de la révolte estudiantine. Les premiers jalons ont été posés vers l'élaboration d'un programme de transition dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés, d'une analyse de la « bourgeoisie bureaucratique » et du capitalisme d'Etat dans les pays semi-coloniaux, tandis que s'y ajoutent, à ce congrès, les premiers éléments d'un programme de transition pour les jeunes. Toutes ces questions nécessitent un approfondissement constant, une confrontation avec l'expérience et la pratique, une révision critique par l'apport que peuvent faire les forces neuves qui apparaissent sur l'arène révolutionnaire, telles les forces révolutionnaires de gauche dans les Etats ouvriers, les forces révolutionnaires jeunes dans des pays entraînés dans le tourbillon de la révolution coloniale, les forces jeunes dans les pays impérialistes d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

Pour conserver et renforcer notre supériorité dans ce domaine, il faut plus que jamais nous défaire de tout dogmatisme, de toute répétition stéréotypée de formules apprises par cœur, de tout refus d'engager le débat, au niveau théorique le plus élevé qui convient avec toutes les tendances idéologiques nouvelles que la montée révolutionnaire propulse ou fait renaître. L'avant-garde au sein de laquelle nous combattons pour l'hégémonie politique n'est ni fruste, ni ignare, ni primitive. Elle est beaucoup plus cultivée que



les avant-gardes similaires des années 1918-1923 ou 1944-1948, non seulement en ce qui concerne la culture générale mais aussi en ce qui concerne sa culture politique. Des réponses simplistes et des formules à l'emporte-pièce ne lui donnent guère satisfaction. Nous détenons tous les atouts pour qu'elle admette en sa majorité que nous avons raison. Mais il faut une lutte constante pour y arriver, et cette lutte comporte le besoin d'élever constamment le niveau de nos propres publications et de mieux approfondir la réalité mondiale d'aujourd'hui et ses grandes tendances historiques.

Le deuxième facteur, c'est la tentative systématique d'étendre l'organisation révolutionnaire en milieu ouvrier, par nature moins porté vers le spontanéisme que le milieu étudiant.

Tout ce travail politique ou théorique et organisationnel est indispensable pour gagner l'hégémonie dans la nouvelle avant-garde jeune. Il est indispensable mais il ne suffit pas. L'avant-garde que nous cherchons à conquérir n'est plus restreinte à une poignée d'individus qui peuvent être séduits par des idées. Elle a déjà un caractère de masse. Les masses — c'est là une vérité fondamentale du marxisme et du léninisme — ne peuvent être conquises que dans l'action. La percée que nous pouvons effectuer dans une série de pays nous rend aptes à agir. C'est de notre capacité d'agir, de prendre l'initiative, de stimuler et de diriger des actions qui entraînent dans les faits les parties les plus saines de cette avant-garde, que dépend dans l'étape qui s'est maintenant ouverte notre capacité de construire nos organisations.

Il ne s'agit pas de céder à l'activisme étroit de certaines tendances spontanéistes. Mais il s'agit de comprendre que la rupture profonde de la nouvelle avant-garde jeune avec un certain type de politique débilite, dont les partis khrouchtchéviens ont fourni des exemples parfaits dans de nombreux pays, c'est aussi une rupture avec tout ce qui est purement verbal, littéraire, critique au seul niveau de la théorie, et ce qui risque de déboucher sur la phraséologie pure. La jeune génération est assoiffée d'action, notamment parce qu'elle est révoltée par l'hypocrisie de toutes ces directions qui pratiquent quotidiennement le contraire de ce qu'elles affirment dans des proclamations de principe. Son scepticisme à notre égard est essentiellement un scepticisme à l'égard d'un courant qu'on sait avoir raison en théorie mais qu'on soupçonne être incapable de mettre sa théorie en pratique. C'est à ce propos qu'un tournant décisif est nécessaire. Les nouvelles conditions dans lesquelles nous travaillons nous offrent dans plusieurs pays les moyens et l'occasion de passer à l'action.

Il ne faut pas que cet appel soit mal interprété, qu'il encourage l'aventurisme ou des excès activistes. Avec les forces réduites dont nous disposons, nous avons le devoir d'agir avec une économie rigoureuse, qui calcule soigneusement les risques et ne se pose pas des objectifs d'action qui dépassent les moyens disponibles, ce qui engendre fatalement la démoralisation. Mais il faut saisir pleinement, entièrement, ce qui est nouveau dans les chances qui s'offrent à la IV<sup>e</sup> Internationale, et ne pas rater ces chances par routine, scepticisme ou incapacité de comprendre les changements profonds de la situation objective et subjective qui sont en cours.

Un jeune dirigeant de ma section, qui possède déjà une expérience riche du travail de masse en milieu étudiant, a fini un rapport récent sur le travail jeune par les paroles suivantes : « Nous construirons notre organisation si nous sommes capables de démontrer à l'avant-garde par notre pratique même, la nécessité de l'existence de cette organisation. » Ces paroles résument de manière admirable la tâche de l'Internationale dans la période qui s'ouvre. Sous des formes diverses, qui dépendent des conditions différentes de la lutte révolutionnaire dans chaque pays, elles s'appliquent au travail déjà en cours des marxistes révolutionnaires en France et en Bolivie, aux Etats-Unis et au Japon, en Afrique du sud et en Argentine, en Grande-Bretagne et en Inde, et dans bien d'autres pays encore. Si nous sommes capables de réaliser cette orientation avec tout ce qu'elle implique, alors au prochain Congrès nous pourrions enregistrer autant de progrès par rapport au Congrès présent que nous en enregistrons aujourd'hui par rapport au dernier Congrès Mondial.

## Résolution du 9<sup>e</sup> Congrès Mondial sur l'Amérique Latine

### I - TENDANCES ECONOMIQUES ET EXPLOITATION IMPERIALISTE ACCRUE

1) Au-delà des spécificités nationales et régionales ou des vicissitudes conjoncturelles, les tendances économiques qui opèrent actuellement en Amérique latine restent sensiblement les mêmes que dans le passé, les facteurs les plus négatifs ayant généralement tendance à s'aggraver. Synthétiquement, dans aucun pays il n'existe une expansion économique qui corresponde aux nécessités d'un développement effectif et contrebalance le taux d'augmentation de la population ; l'industrialisation, même lorsqu'elle touche des secteurs nouveaux, reste limitée et partielle ; les investissements sont insuffisants et ne sont en aucun cas susceptibles de permettre un développement plus harmonieux et de résorber le chômage et le sous-emploi ; l'endettement ne cesse de représenter une source de crise financière et de difficultés budgétaires ; le drainage des profits à l'avantage de l'impérialisme (nord-américain, mais aussi, en partie, européen et japonais) continue et s'accroît, de même que l'évolution, en général, défavorable des termes de l'échange ; la production agricole se détériore, en s'avérant en tout cas de plus en plus insuffisante par rapport aux besoins d'une consommation qui s'accroît, ne fût-ce qu'à la suite de l'augmentation de la population ; le poids de secteurs économiques peu rentables ou non rentables, loin de diminuer, augmente davantage ; l'inflation reste, dans la plupart des pays, un phénomène soit chronique soit se répétant avec une périodicité très fréquente.

2) Une tendance relativement nouvelle s'est accentuée au cours des dernières années : c'est celle des investissements étrangers dans des secteurs industriels modernes et dynamiques, non liés directement à la transformation des matières premières. Cela a eu comme conséquence aussi bien la création de secteurs où, dès le début, des sociétés impérialistes se réservent exclusivement ou contrôlent l'exploitation des secteurs traditionnellement réservés à la bourgeoisie dite nationale, que l'apparition d'une menace grave et à court terme pour des branches industrielles nationales relativement développées qui sont incapables de faire face à la concurrence d'une technologie beaucoup plus puissante, d'une technique d'organisation et de gestion beaucoup plus efficace, et d'autre part qui ont besoin de capitaux qui n'existent pas sur place. Cela signifie que l'Amérique latine, tout en continuant à supporter le poids écrasant de toutes les formes traditionnelles de domination et d'exploitation économique, est maintenant menacée dans ses secteurs les plus modernes par des dangers de la même nature que ceux que connaissent des pays capitalistes européens (absorption, élimination par la concurrence nord-américaine, etc.). Le résultat ne saurait être que de nouvelles distorsions économiques et une plus grande exploitation impérialiste : ce qui impliquera l'impossibilité totale d'un développement économique tant soit peu susceptible de donner une solution aux problèmes sociaux dramatiques du continent. Cela est d'autant plus vrai que les bourgeoisies latino-américaines se sont avérées en général incapables de réaliser même des projets très modestes de « marchés communs » régionaux, et cela au moment où il est de plus en plus clair que les dimensions des Etats nationaux actuels ne permettent pas de donner un essor véritable à une industrie moderne.

### II - DYNAMIQUE ET ROLE DES CLASSES SOCIALES

3) Les processus économiques et sociaux surtout des quinze dernières années ont abouti à des changements importants dans la composition relative des classes dominantes. L'élément le plus marquant a consisté dans la diminution du poids économique et politique des couches traditionnelles des grands propriétaires fonciers, notamment de celles qui étaient moins directement liées à des couches bourgeoises commerciales et financières. Ce sont les couches dominantes plus proprement urbaines, liées aux nouveaux secteurs industriels, au grand commerce et au



capital financier qui ont joué de plus en plus le rôle fondamental, en s'efforçant de traduire cette réalité économique et sociale dans des nouvelles formules de domination politique (par exemple l'expérience Frei au Chili, dans une moindre mesure celle de Belaunde au Pérou).

Toutefois, le renforcement relatif de la bourgeoisie industrielle n'implique aucunement l'essor d'une classe sociale vigoureuse, capable de jouer un rôle de direction efficace et d'opérer de façon indépendante. Il s'agit en effet d'une couche dont la consolidation économique, voire l'existence est liée strictement aux initiatives et aux intérêts de l'impérialisme yankee ou, dans des cas beaucoup moins nombreux, à ceux de l'impérialisme européen. Dans la meilleure des hypothèses il s'agit plus précisément d'entreprises communes (joint ventures) du capital étranger et du capital indigène, ce dernier se trouvant le plus souvent en position de subordination totale, et ne disposant d'aucune chance de faire cavalier seul. Il serait donc absolument incorrect d'envisager la perspective d'un rôle accru de la bourgeoisie nationale en tant que classe historique, susceptible de développer une lutte tant soit peu conséquente pour s'émanciper de la tutelle impérialiste (la banqueroute de l'expérience Belaunde est significative à ce sujet, le Pérou étant l'un des pays où il y a eu incontestablement un certain développement industriel).

4) A la suite des phénomènes bien connus des 15 ou 20 dernières années et notamment avec l'urbanisation croissante, des couches petites bourgeoises nouvelles se sont renforcées : les employés des différentes administrations, les employés du commerce et des services, les professions libérales, etc. C'est parmi ces couches que l'influence idéologique de l'impérialisme est la plus forte (succès relatifs de la propagande pour le modèle de la société de consommation, pour l'American way of life, etc.), que la mobilisation anti-impérialiste est plus difficile et que recrutent donc leur clientèle les différents partis qui gouvernent (par exemple la partie de la clientèle de Frei au Chili, de Leoni au Venezuela, des partis de l'ancienne coalition au Pérou). La condition de ces couches sociales est toutefois assez précaire car soit elles vivent d'entreprises économiques hasardeuses, soit elles tirent leurs ressources (en partie au moins) plus que du fonctionnement « normal » du mécanisme économique, d'expédients multiples en marge de la loi ; elles sont à la merci de telle ou telle autre clique ou groupe de pouvoir, en étant en tout cas les premières à faire les frais des conjonctures défavorables, des percées inflationnistes et des changements des cliques au pouvoir, n'ayant aucune perspective de stabilité véritable et de promotion sociale substantielle pour leurs enfants (qui grossissent les rangs des étudiants « contestataires »). Cette petite bourgeoisie nouvelle peut, donc, aider temporairement les opérations politiques des classes dominantes et de l'impérialisme, mais elle ne constitue pas, en dernière analyse, un ciment du système et par contre elle pourra être bouleversée dans des situations critiques par de brusques flambées de révolte. Dans certains pays, d'ailleurs, les couches d'employés de l'Etat et de différentes administrations ont déjà joué un rôle important dans les mobilisations syndicales amples et combatives.

5) La paysannerie représente un pourcentage décroissant de la population globale et son poids économique spécifique baisse plus sensiblement et plus rapidement que son poids quantitatif. Dans certains pays notamment, la tendance à l'augmentation du prolétariat agricole s'accroît. Toutefois, en termes absolus elle n'a pas cessé de constituer la majorité et souvent l'écrasante majorité de la population, d'être la classe sociale qui subit la pire exploitation et la pire oppression et, dans le contexte économique et social existant, qui a le moins de perspectives.

Les causes du mécontentement et de la colère des paysans sont multiples : manque traditionnel de terre, étouffement croissant de l'agriculture de subsistance, conflit avec l'administration étatique qui extorque les impôts et qui se présente le plus souvent comme un instrument de répression au service des exploiters, déception à cause de la portée fictive des « réformes agraires » officielles, crainte d'une relance des propriétaires terriens (dans les pays où ces derniers ont dû renoncer à certains privilèges), difficultés surgissant des problèmes de prix et de marchés notamment en ce qui concerne les petits propriétaires, répercussions défavorables des cours du marché mondial etc. Dans des pays comme le Pérou, le Guatemala, la Bolivie, etc., l'exploitation sociale s'exprime aussi dans des formes d'oppression nationale frappant un pourcentage élevé de la population. La résultante va toujours dans le même sens ; la condition des paysans loin de s'améliorer, reste dramatique et même se détériore davantage ; d'où le stimulant persistant à la lutte et à la révolte. Cela d'autant plus que le paysan est de moins en moins isolé des courants politiques et idéologiques internationaux, qu'il a largement assimilé la leçon de la révolution cubaine, qu'il a beaucoup appris des expériences de la guérilla et n'est pas coupé des mouvements révolutionnaires des étudiants dont il subit l'influence par mille canaux.

6) La classe ouvrière n'a pas connu d'accroissement quantitatif, malgré le développement de la production industrielle de certains pays. Cela est dû au fait que certains progrès industriels sont allés de pair avec une crise des secteurs traditionnels et se sont réalisés sur la base d'innovations technologiques et de rationalisations qui implique plutôt une contradiction qu'une expansion de la main d'œuvre employée. Quant au niveau de vie, en faisant abstraction de cas tout à fait exceptionnels, la tendance n'est absolument pas à l'amélioration, mais, au contraire, à la stagnation et le plus souvent à la détérioration (dans quelques cas, par exemple Uruguay, dans des proportions dramatiques). Les organisations syndicales sont de plus en plus incapables de faire face à une telle situation, d'exercer même une pression efficace dans le cadre du système aussi bien pour des raisons objectives (chômage, sous-emploi, etc.), que pour des raisons subjectives (leur subordination au gouvernement, leur bureaucratisation, leur dépendance vis-à-vis des partis communistes pro-soviétiques, etc.). Le plus souvent, c'est surtout le mécanisme inflationniste qui frappe le niveau de vie des ouvriers en annulant les conquêtes éventuelles sur le plan des salaires. En outre, du point de vue social, c'est la classe ouvrière qui subit souvent les conséquences de l'exode agricole, dans la mesure où des salaires très modestes doivent assurer la subsistance de noyaux de parents et d'amis grossis par les nouveaux venus des campagnes (dans des cas exceptionnels, par exemple en Bolivie pendant la crise dans les mines, c'est le phénomène inverse qui se produit, à savoir un retour partiel d'ouvriers dans leurs villages d'origine). Finalement, la population prolétarienne n'a connu aucune amélioration de sa condition en ce qui concerne les logements, l'habitat, les soins médicaux, les transports, etc. et la possibilité d'assurer des études régulières à ses enfants.

C'est pour toutes ces raisons que la classe ouvrière n'est absolument pas et n'a pas la conscience d'être une couche ne fût-ce que relativement privilégiée — comme le prétendent les théoriciens superficiels ; exploitée et opprimée sous des formes multiples par le mécanisme du capitalisme et de l'impérialisme, elle ne cesse en réalité d'être une force explosive, une force motrice de la révolution. Les grèves puissantes qui défient les dictatures militaires (par exemple au Brésil), les mobilisations ainsi que les conflits avec les forces de répression (Uruguay, Chili, Bolivie, etc.), les jonctions de noyaux d'ouvriers et du mouvement étudiant (Mexique, Brésil), constituent d'ailleurs les symptômes significatifs d'une remontrée prolétarienne à l'étape actuelle. Si la classe ouvrière est encore immobilisée ou neutralisée dans ses couches les plus larges et si elle n'a pu jouer dans les initiatives révolutionnaires des dernières années dans certains pays un rôle substantiel, cela ne dépend aucunement d'une prétendue dégénérescence ou d'une carence intrinsèque du prolétariat en tant que force révolutionnaire, mais de facteurs concrets bien déterminés, tels que l'état de prostration momentanée consécutif à des défaites et à des répressions sévères, le rôle néfaste des bureaucraties syndicales de plus en plus intégrées au pouvoir notamment dans certains pays importants, le rôle non moins négatif des directions politiques opportunistes jouissant d'un prestige relevant parfois d'une tradition communiste internationale, la vulnérabilité plus grande face à la répression, le poids du chômage qui n'a cessé d'exister au cours des dernières années, le danger de licenciements et de représailles en cas de lutte ou de grève, danger que les ouvriers ne sont disposés à affronter que lorsqu'ils voient une perspective réelle de changement politique.

7) A la suite de la persistance, voire de l'accentuation de l'exode agricole, les contingents des masses plébéiennes concentrées dans la banlieue des grandes villes ne cessent de grossir. Ces masses ne trouvent pas de débouchés réels dans les structures économiques de base et restent condamnées à une existence misérable et précaire (parfois un maigre salaire doit suffire pour tout un groupe, parfois on vit littéralement au jour le jour, le plus souvent on « exploite » les possibilités les plus diverses allant du micro-commerce et du service occasionnel au vol et à la prostitution). L'opération par laquelle on inclut parfois une partie de cette population déshéritée dans le secteur des services relève d'une véritable mystification statistique. Loin d'être un symptôme de progrès et de modernisation, le grossissement des « services » n'est qu'une expression supplémentaire de la décomposition économique et sociale par l'élargissement d'activités improductives et de couches au revenu le plus précaire et le plus dérisoire. C'est pourquoi les masses rassemblées autour des grandes villes ne cessent de représenter un potentiel explosif qui pourra être exploité à fond par les forces révolutionnaires dans les situations critiques et qui, d'ailleurs, s'est déjà partiellement exprimé plusieurs fois dans des mobilisations brusques et violentes au cours des dix dernières années (par exemple à Caracas, à Rio, à Santiago). Plus particulièrement, du fait de son origine essentiellement paysanne et de sa composition ouvrière, ce milieu plébéien ouvre des possibilités précieuses de liaison concrète entre prolétariat et paysannerie et permet la circulation des idées révolutionnaires.



révolutionnaires, de lutte armée à des niveaux différents contre les classes dominantes indigènes et l'impérialisme, de guerre civile prolongée à l'échelle continentale.

Il va de soi que cette conclusion n'implique aucunement l'interprétation simpliste d'un effondrement inévitable du système : si les possibilités objectives ne sont pas exploitées à temps par les révolutionnaires, l'impérialisme et le capitalisme autochtone se réorganiseront, ne fut-ce que précairement, en alternant des solutions « nouvelles » et des solutions traditionnelles.

#### IV - CRITERES ET LIGNES D'UNE STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

11) La dynamique fondamentale de la révolution latino-américaine est une dynamique de révolution permanente au sens où la révolution devient nécessairement, sans étapes intermédiaires et sans solution de continuité, une révolution socialiste. Cela n'exclut pas qu'elle puisse commencer comme une révolution démocratique anti-impérialiste quant à ses objectifs et dans la conscience des masses qui y participeront. Mais cette éventualité n'affecte aucunement la logique intrinsèque du processus avec tout ce que cela implique inévitablement quant à la place et au rôle des classes sociales. Puisqu'un Etat ouvrier existe déjà en Amérique latine, dans un contexte mondial éminemment révolutionnaire, puisque les masses les plus larges subissent constamment des stimulants objectifs puissants qui les poussent à lutter contre le système capitaliste en tant que tel, et que sont réalisés des progrès énormes au niveau de leur conscience sociale et politique, puisque l'impérialisme, après l'expérience cubaine, a saisi sans possibilité d'équivoque la dynamique de l'affrontement qui se prépare, la perspective de la révolution permanente n'est plus seulement une tendance historique, mais une réalité de cette étape de la lutte de classes. L'ère de la révolution permanente est déjà ouverte en Amérique latine de manière directe et immédiate. Le fait que cette conclusion ait été partagée par la direction de la première révolution socialiste latino-américaine est un progrès historique. Cette direction, par ses attitudes, ses initiatives et ses généralisations, a contribué d'une façon décisive à la maturation d'une nouvelle avant-garde.

12) La première implication de cette analyse est le rejet de toute perspective de collaboration avec la bourgeoisie « nationale » ou avec certains de ses secteurs soi-disant progressistes. Parallèlement, toute conception ou formule équivoque sur la nature de la révolution du type « démocratie nationale », « démocratie populaire », « révolution anti-féodale et anti-impérialiste », « bloc de quatre classes », dont les expériences révolutionnaires fondamentales, aussi bien positives que négatives, ont fait irrévocablement justice, doit être rejetée. Sur ce terrain aussi, ce qui était en général vrai dans le passé acquiert une portée plus concrète et plus immédiate au moment où la bourgeoisie dans son ensemble, face à l'Etat ouvrier cubain, ne peut que s'aligner aux côtés de l'impérialisme (indépendamment d'éventuelles manœuvres diplomatiques temporaires) et s'avère absolument incapable de mener à bien une politique de réformes démocratiques même très modeste. Les tendances nouvelles ou relativement nouvelles dans le développement industriel (voir paragraphes 2 et 3) ne justifient aucun changement dans l'appréciation fondamentale ; les couches de la bourgeoisie nationale liées à l'industrie moderne naissent ou se renforcent en s'imbriquant totalement dans les structures impérialistes, dans la dépendance la plus stricte par rapport à elles et sont intrinsèquement incapables d'opérer d'une façon tant soit peu autonome sur le terrain aussi bien économique que politique.

13) Dans une révolution qui a une logique de révolution permanente et dans le contexte mondial et continental donné, qui détermine nécessairement dès le début un clivage entre les classes fondamentales, le rôle dirigeant, même dans la réalisation d'objectifs démocratiques révolutionnaires, appartient à la classe ouvrière, qui par sa place dans le processus de production est, par rapport non seulement à l'impérialisme mais même au capitalisme autochtone, la force antagonique fondamentale. Cela n'implique aucune sous-estimation du rôle de la paysannerie, notamment des couches paysannes les plus pauvres, et de couches petites bourgeoises radicalisées. En effet, dans la plupart des pays, la variante la plus probable c'est que pour une période assez longue ce sont les paysans qui devront supporter le poids principal de la lutte et c'est en grande partie la petite bourgeoisie révolutionnaire qui fournira les cadres du mouvement. Cela signifie que le rôle dirigeant du prolétariat peut s'exercer sous des formes diverses : soit directement par la participation à la tête des luttes révolutionnaires de salariés (industriels, miniers ou agricoles), ce qui ne sera sans doute le cas que dans une minorité de pays latino-américains ; soit indirectement, la direction de ces luttes étant entre les mains d'organisations, de tendances ou de cadres issus du mouvement ouvrier ; soit au sens historique du terme par la médiation du

programme et des théories issus du marxisme. Le parachèvement de la révolution en révolution socialiste est en tout cas inconcevable sans une mobilisation et une participation très large du prolétariat.

14) Le problème qui se pose actuellement en Amérique latine n'est pas de déterminer dans des termes généraux les forces motrices de la révolution, problème qui pour les marxistes révolutionnaires est résolu sur le plan théorique. La classe ouvrière, qui ne cesse de représenter dans la plupart des pays un pourcentage réduit de la population, n'est pas de toute évidence en mesure de jouer son rôle sans l'apport fondamental et irremplaçable de la paysannerie. Les événements de l'année 1968 ont d'ailleurs clarifié davantage le rôle que pourront jouer des couches petites bourgeoises radicalisées et les masses de jeunes étudiants (qui peuvent, entre autres, assurer une osmose concrète entre les villes et la campagne, entre les avant-gardes urbaines et les avant-gardes qui se forment dans les villages). Des forces gigantesques composées de millions d'hommes et de femmes existent effectivement et sont susceptibles d'être mobilisées dans la lutte révolutionnaire dès maintenant ou lors de la prochaine étape. Le véritable problème est de fixer et d'appliquer une stratégie, fondée sur des prémisses de base d'une portée générale et articulée en même temps en fonction de nécessités spécifiques et conjoncturelles, qui puisse exploiter tout le potentiel existant, coordonner les différents secteurs, frapper efficacement l'adversaire sans que sa réaction implique le danger d'un écrasement du mouvement. Dans l'immédiat, les avant-gardes révolutionnaires doivent être conscientes du danger grave inhérent à la situation actuelle, caractérisée, dans plusieurs pays notamment, par une contradiction criante entre, d'une part, les potentialités objectives et la volonté de lutte subjective de larges couches et, d'autre part, la faiblesse persistante des avant-gardes organisées, y compris celles qui ont joué un rôle effectif dans les épisodes importants des dernières années. Le danger consiste plus précisément dans les possibilités soit d'explosions spontanées sans direction et sans perspective claire soit d'initiatives prématurées et aventuristes de noyaux de militants courageux, dont la conséquence serait, dans les deux cas, le déclenchement d'une répression rapide et meurtrière qui décimerait l'avant-garde et signifierait un recul du mouvement.

15) Les riches expériences de la lutte de guérilla — avec ses succès, son rôle essentiel en tant que facteurs de déséquilibre politique et même ses échecs graves — ainsi que les expériences des grands mouvements de masses notamment en 1968 qui ont revalorisé, en dépit des généralisations de théoriciens superficiels, le rôle des luttes urbaines, mais ont confirmé en même temps leurs limites et leurs impasses — permettent désormais d'esquisser plus nettement une stratégie d'ensemble qui évite l'opposition stérile des conceptions basées sur la primauté absolue du travail de masses, dont la guérilla ne serait qu'un appoint tout à fait secondaire, et des conceptions simplistes selon lesquelles la guérilla à elle seule serait susceptible de déclencher infailliblement un processus révolutionnaire et d'en assurer le développement victorieux.

Or, il n'y a aucune formule générale dont l'application permette de surmonter des difficultés et des contradictions qui ont des racines objectives réelles ; même l'adoption de critères de base corrects n'implique aucune garantie automatique contre les erreurs d'application. En d'autres termes, aucune généralisation ne suffira à résoudre les problèmes qui se posent au mouvement révolutionnaire si elle n'est pas constamment vérifiée et enrichie par des analyses concrètes. L'échec de certaines expériences de guérilla (au Pérou, par exemple) a plus été dans une large mesure le résultat d'erreurs d'appréciation de la situation, des tendances et des rapports de forces dans les masses que d'erreurs de conception.

En Amérique latine la polémique entre les partisans de la voie « démocratique » et « pacifique » et les partisans de la voie révolutionnaire est absolument dépassée ; la première variante n'a pas la moindre justification objective et ne pourrait être défendue que par des utopistes naïfs et impénitents ou par des bureaucrates ossifiés qui ont perdu toute perspective et toute inspiration révolutionnaire et se préoccupent uniquement de couvrir par une mystification théorique leur pratique conservatrice routinière. Le problème qui se pose est celui des formes concrètes de la voie révolutionnaire ; il faut se garder des schématisations simplistes d'une part, mais d'autre part ne faire aucune concession aux idées selon lesquelles l'affrontement armé, conçu comme le couronnement d'une montée et d'un élargissement progressifs du mouvement des masses, pourrait en principe être réduit au maximum.

La perspective fondamentale, la seule réaliste pour l'Amérique latine est celle d'une lutte armée susceptible de durer de longues années. C'est pourquoi la préparation technique ne saurait être conçue tout simplement comme l'un des aspects du travail révolutionnaire, mais comme l'aspect fondamental à l'échelle continentale, et



l'un des aspects fondamentaux dans les pays où les conditions minima ne sont pas encore réunies. Il ne faut pas oublier toutefois que le succès dans une lutte armée n'est, en dernière analyse, possible que par une orientation politique correcte, ni ignorer que l'application d'une telle stratégie révolutionnaire implique le rassemblement préalable d'un minimum de forces organisées et politiquement homogènes.

16) Les grandes mobilisations de masse de l'année 1968 sont extraordinairement importantes, car elles expriment la profondeur et le caractère explosif des contradictions de la société latino-américaine et de ses structures, car elles balaient d'un seul coup toutes les « théorisations » sur la corruption inhérente au milieu urbain et a fortiori toutes les élucubrations sur l'incapacité des masses ouvrières et urbaines en général de jouer un rôle révolutionnaire dynamique, car elles ont stimulé puissamment la maturation de milliers de nouveaux cadres qui contribueront à l'issue victorieuse des luttes révolutionnaires qui se préparent. Toutefois, les marxistes révolutionnaires ne peuvent pas en conclure à une revalorisation de la variante « classique » d'une montée et d'un élargissement progressifs du mouvement de masses, de son articulation et de son renforcement par des formes organisationnelles traditionnelles, avant de déboucher sur la lutte armée. Dans le contexte international et notamment latino-américain actuel, après toutes les expériences de la dernière décennie et face aux tendances répressives de plus en plus brutales de la part des classes dominantes autochtones et de l'impérialisme, une telle variante n'est pas la plus probable. En réalité l'adversaire n'est aucunement prêt à tolérer que le mouvement révolutionnaire des masses s'organise plus ou moins légalement ou normalement non seulement parce que dans les conditions économiques et sociales actuelles, une mobilisation d'ensemble même pour des objectifs économiques risquerait d'avoir des conséquences désastreuses pour le système, mais aussi et surtout parce que les gens au pouvoir ne sous-estiment plus la dynamique du mouvement de masse, même lorsqu'il commence avec des objectifs limités. L'expérience de la Bolivie, où toute forme d'activité organisationnelle normale est constamment étouffée, ainsi que l'expérience du Pérou, où la répression n'a cessé de sévir, depuis 1962, notamment dans les campagnes, sont absolument claires. Il en est de même au Mexique, où la classe dirigeante n'a pas hésité à organiser un véritable massacre des étudiants, en retrouvant ses traditions les plus barbares (la riposte officielle et « officielle » du régime brésilien relève de la même logique).

La variante exceptionnelle d'une crise explosive qui comporte une décomposition ou une paralysie de l'appareil étatique et une mobilisation de masses si impétueuse qu'elle empêche ou neutralise le recours à la répression comme moyen décisif, ne saurait être exclue catégoriquement, mais une stratégie à l'échelle continentale ne peut pas se baser sur des phénomènes exceptionnels, et dans ce cas il se produirait en outre très probablement une intervention militaire de l'impérialisme (ce qui s'est déjà passé dans le cas de Saint-Domingue).

17) Même dans le cas de pays où peuvent se produire préalablement de grandes mobilisations et des conflits de classes dans les villes, la guerre civile prendra des formes de lutte armée multiples, dont l'axe principal sera pour toute une période la guérilla rurale ; cette spécification ayant surtout une signification géographique et militaire et n'impliquant pas nécessairement une composition exclusivement paysanne des détachements de combattants (la composition paysanne pourrait même à la rigueur ne pas être prépondérante). En ce sens la lutte armée en Amérique latine signifie fondamentalement la lutte de guérillas.

Le choix rigoureux de cet axe d'orientation central doit être complété par la compréhension très précise qu'il y aura inévitablement toute une gamme de variantes et que les différents facteurs qui opèrent se combineront de manière différente selon les pays et les situations conjoncturelles. Les deux possibilités extrêmes pourraient être indiquées presque symboliquement en prenant, d'une part, le cas d'un pays comme l'Uruguay, où la lutte armée sera fondamentalement urbaine et où le renversement du régime aurait été déjà possible sur la base d'un mouvement puissant des masses urbaines, si ce mouvement avait été politiquement et techniquement armé dans une telle perspective, et, d'autre part, en prenant le cas de pays à composition paysanne écrasante, sans concentrations urbaines importantes, où la guérilla sera presque exclusivement rurale et paysanne jusqu'à la veille même de la défaite finale de l'ennemi. Une variante qui mérite d'être étudiée particulièrement est celle des pays très étendus, où la lutte armée pourrait aboutir à l'occupation de régions entières, géographiquement et socialement favorables, pendant des périodes prolongées sans que cela implique la décomposition du pouvoir central. Dans de pareils cas la conception de la colonne mobile ne serait pas nécessairement contradictoire à la conception de zones libérées.

18) Dans la perspective d'une guerre civile prolongée dont la guérilla rurale est l'axe principal, et même pendant les phases les plus difficiles de répression sévère et de prostration temporaire, le problème des liaisons de la guérilla avec les masses est un problème vital.

Dans une situation de crise pré-révolutionnaire comme celle que connaît actuellement à l'échelle continentale l'Amérique latine, la guérilla peut effectivement stimuler une dynamique révolutionnaire, même si l'initiative apparaît au début comme venant de l'extérieur ou unilatérale (ce fut le cas de la guérilla bolivienne du Che). Mais il faut se rendre compte en tout cas que, sans la sympathie active, la protection, la solidarité de certains secteurs des masses, les possibilités de consolidation et de renforcement de noyaux de guérilla s'amenuisent à l'extrême et les répercussions politiques que l'action armée s'efforce de provoquer diminuent. Deuxièmement il y a un problème majeur qu'aucune direction révolutionnaire clairvoyante ne saurait esquiver : c'est celui de l'utilisation de tout ce potentiel social explosif (qui, pour des raisons structurelles, ne peut pas être canalisé dans le cadre d'actions et d'initiatives propres à des minorités de révolutionnaires) pendant toute la lutte et pas seulement au moment culminant du renversement du système.

D'où la nécessité :

a) d'exploiter toutes les possibilités susceptibles de multiplier les foyers de guérilla rurale, et de stimuler des formes de lutte armée particulièrement adaptées à certaines zones et d'entreprendre dans les grandes villes des actions visant aussi bien à frapper ces centres névralgiques d'un point de vue économique (réseau des transports, etc.), qu'à châtier les bourreaux du régime, à remporter des succès sur le terrain psychologique-propagandiste (l'expérience de la résistance européenne contre le nazisme serait utile en la matière) ;

b) d'avancer un programme non seulement de revendications économiques et politiques immédiates, mais aussi de revendications de transition susceptibles de stimuler la mobilisation et la maturation politique des masses ouvrières, petites bourgeoises et plébéiennes aussi bien que les masses estudiantines et de créer donc des tensions croissantes, dangereuses pour le régime (il serait aussi plus difficile pour les gouvernements de concentrer leurs forces de répression exclusivement dans les zones de luttes armées). Une orientation et une mobilisation sur la base d'un programme de transition conçu selon la logique d'une lutte anti-capitaliste, aideront, d'ailleurs, certaines organisations révolutionnaires à surmonter les difficultés découlant du fait que, tout en étant nées pour le combat révolutionnaire et pour la lutte armée, conjonctuellement elles ne peuvent pas traduire en pratique leurs conceptions. Elles risquent ainsi de combiner en fait une propagande révolutionnaire abstraite et une mobilisation pour des objectifs immédiats, qui n'impliquent pas de dynamique révolutionnaire, même lorsqu'on les poursuit par des méthodes extra-parlementaires et extra-légales. La détermination des thèmes d'un programme de transition à chaque étape donnée est évidemment la tâche des révolutionnaires des différents pays.

19) Une telle conception de la stratégie révolutionnaire de la lutte armée et de la guérilla est une réfutation non seulement des conceptions « guérillistes » simplistes (qui reflètent un manque de patience à l'égard de l'action organisée et l'espoir de remplacer par des initiatives improvisées tout le travail, parfois pénible, de préparation et de structuration), mais aussi des thèses spontanéistes qui contestent le rôle du parti (le plus souvent sur la base d'une interprétation et d'une généralisation arbitraires de la révolution cubaine). Le spontanéisme remplaçant l'analyse historique concrète par des notions abstraites tire de la critique absolument nécessaire de partis déterminés (qui portent la responsabilité très lourde d'échecs multiples et d'une prostration prolongée du mouvement ouvrier) la conclusion qu'il faut rejeter le parti en général comme instrument de la lutte révolutionnaire. Par cela même de telles conceptions sont incapables de donner une réponse au problème essentiel des liaisons entre la guérilla, la lutte armée et le mouvement de masses, et à celui de la maturation politique de ce dernier. Des expériences douloureuses ont été, en dernière analyse, déterminées ou facilitées soit par des solutions erronées ou illusoire de ce problème soit par une confiance mythique dans l'automatisme de certains processus.

S'il faut repousser la conception schématique et paralysante d'après laquelle tout dépend de l'existence préalable d'un véritable parti avec toutes ses structures traditionnelles (et l'expérience cubaine a incontestablement démontré qu'il est possible, sous certaines conditions, que l'organisation politique se développe et se renforce au fur et à mesure que se développe la lutte armée), il ne faut toutefois jamais perdre de vue les deux données fondamentales suivantes :

a) l'existence et le fonctionnement du parti révolutionnaire, loin d'être le produit d'un schéma désuet propre à des marxistes dépassés, correspondent à des exigences



concrètes inéluctables du développement de la lutte armée elle-même (c'est, entre autre, la leçon de l'expérience péruvienne de Hugo Blanco) ;

b) les révolutionnaires doivent lutter pour la variante la plus favorable : faire en sorte que, lorsque la lutte armée commence, il existe déjà sinon un véritable parti entièrement structuré avec une large influence de masse (perspective très peu réaliste dans la quasi-totalité des pays latino-américains), du moins des noyaux solides d'organisation politique, coordonnés à l'échelle nationale. Cela implique, plus particulièrement dans les pays où la lutte armée n'est pas à l'ordre du jour à ce moment, de ne pas choisir le chemin des tentations spontanistes ou putschistes vouées inexorablement à l'échec, mais d'exploiter le répit dont on dispose.

#### V - SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER ET REVOLUTIONNAIRE ET LIGNES GENERALES D'ORIENTATION

20) La révolution cubaine, les conflits dans le mouvement communiste international et notamment la polémique chinoise, les expériences de lutte des dernières années ont déterminé dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire latino-américain des bouleversements profonds, des rapports de forces nouveaux, des ruptures et des réalignements multiples. Le tableau d'ensemble est schématiquement le suivant :

a) la révolution cubaine continue à représenter un pôle d'attraction fondamental et le courant castriste au niveau de l'influence politique et idéologique reste de loin le plus fort. Toutefois, il n'a pas atteint un degré de structuration organisationnelle important et en fait l'OLAS n'a pas réussi non plus à trouver une solution au problème de la cristallisation et de la consolidation des nouvelles avant-gardes organisées.

b) les organisations ouvrières traditionnelles ont subi une usure irréversible et ne cessent d'être ébranlées par des crises graves. Dans certains partis socialistes (Chili, Uruguay), l'influence castriste est très forte, ce qui est vrai aussi pour la plupart des partis communistes, notamment ceux qui n'ont pas encore subi des scissions sur leur gauche et qui sont obligés de s'adonner à des manœuvres centrées dans le but de capitaliser à leur profit, ne fut-ce que partiellement, le prestige de la révolution cubaine (voir l'attitude du courant représenté par Arismendi et certaines attitudes même du PC chilien).

c) les mouvements nationalistes révolutionnaires qui ont joué un rôle de premier plan pendant toute une période se sont définitivement épuisés et, là où ils gardent une influence (APRA au Pérou, AD au Venezuela), c'est en fonction d'une politique carrément réactionnaire. Cela n'exclut pas que des tendances ou des groupes issus de ces mouvements puissent subsister et jouer encore un certain rôle, mais cela à condition qu'ils rompent complètement avec les vieilles structures organisationnelles et qu'ils s'intègrent dans la gauche révolutionnaire sur la base, en premier lieu, de la défense de la révolution cubaine (cette éventualité existe, par exemple pour des noyaux péronistes de gauche, des courants nationalistes de gauche brésiliens et des groupes du PRIN et même du MNR de gauche en Bolivie). Le problème des rapports des organisations révolutionnaires avec de tels groupes est d'ailleurs un aspect du problème plus général des rapports entre les avant-gardes révolutionnaires et des secteurs petits bourgeois susceptibles d'être entraînés dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme national.

d) le phénomène de la révolte des avant-gardes catholiques, a acquis désormais une ampleur considérable (Camille Torres est devenu le symbole d'un courant continental) et s'accroît devant l'avantage aux prochaines étapes de la lutte. Son importance réside fondamentalement dans le fait qu'il est une expression supplémentaire des ruptures que l'approfondissement de la crise sociale et politique provoque dans le tissu idéologique du système, en poussant vers le pôle révolutionnaire des couches populaires et petites bourgeoises dont la subordination s'effectuait essentiellement par le biais de l'idéologie.

e) la gauche révolutionnaire traverse une phase fiévreuse de ruptures et de restructuration avec une gamme variée de résultats allant des progrès importants réalisés dans le regroupement des avant-gardes au Brésil (notamment par la formation du POC) à la situation toujours très difficile des organisations révolutionnaires péruviennes (où Vanguardia revolucionaria s'est renforcée relativement pendant un certain temps, car elle a été beaucoup moins frappée par la répression que le FIR, le MIR et l'ELN), d'expériences nouvelles sur une base centriste ou centriste de gauche (par exemple l'organisation estudiantine argentine issue d'une scission du PC) à d'autres expériences caractérisées plus nettement par une direction révolutionnaire (le MIR chilien notamment). La naissance et la maturation de groupes et d'organisations révolutionnaires sont stimulées par l'exemple de la révolution cubaine, la situation pré-révolutionnaire au

niveau du continent, le développement de la lutte anti-impérialiste en Asie et plus particulièrement au Vietnam et, récemment, par les répercussions de la vague internationale de révolte des étudiants. Les difficultés conjoncturelles, l'inexpérience, les échecs inévitables, les impulsions contradictoires qui proviennent du mouvement ouvrier international provoquent une fragmentation qui reproduit en partie les subdivisions historiques du mouvement ouvrier, et aboutit à des variantes et à des combinaisons nouvelles, qui dans certains cas représentent un nouveau palier de la réorganisation du mouvement révolutionnaire (voir les expériences du POC et du PCR au Brésil, des mouvements castristes et pro-chinois à Saint-Domingue, du front unifié de la guérilla guatémaltèque).

Si la gauche révolutionnaire part d'une acceptation commune de la conception générale de la lutte armée, une première division fondamentale ne cesse de se produire par rapport à la caractérisation de la révolution latino-américaine, dont certaines tendances contestent toujours la nature carrément anti-capitaliste, en avançant les vieilles formules de la révolution anti-impérialiste, anti-féodale, populaire, etc., et en laissant par conséquent ouverte la perspective d'une collaboration avec des couches de la bourgeoisie « nationale » (voir à ce sujet notamment les thèses des organisations pro-chinoises orthodoxes). Un deuxième clivage s'opère autour des conceptions avancées sous une forme opposée de la guerre populaire (calquée le plus souvent sur les expériences asiatiques). Finalement, les divergences surgissent constamment sur le terrain de l'analyse et l'appréciation des acquis et des échecs aussi bien que sur celui de la détermination des rythmes et des formes d'action qui se préparent.

Le problème du regroupement des forces révolutionnaires et de la structuration de nouvelles avant-gardes, en conclusion, est loin d'être résolu malgré les stimulants objectifs puissants, les progrès énormes dans la maturation révolutionnaire subjective et l'irruption massive des jeunes générations. Les solutions qui s'imposent ne pourront être conçues, en dernière analyse, que dans une perspective continentale mais sans faire abstraction des spécificités multiples et sans se bercer d'illusions telles que l'automatisme des processus ou bien la possibilité que des initiatives subjectives audacieuses soient par elles-mêmes suffisantes (des expériences répétées ont démontré que même la formation d'un noyau de guérilla ne représente pas une solution automatiquement positive et, d'autre part, les vicissitudes douloureuses de la guérilla vénézuélienne prouvent combien de difficultés surgissent au cours de la lutte armée).

21) L'activité des marxistes révolutionnaires pour le regroupement et l'organisation de l'avant-garde doit s'inspirer des critères très généraux suivants :

a) intégration dans le courant révolutionnaire historique représenté par la révolution cubaine et l'OLAS, ce qui implique, au-delà des formes, intégration dans le front révolutionnaire continental que l'OLAS constitue ;

b) refus de toute exclusive a priori envers n'importe quelle tendance révolutionnaire ce qui, tout en n'excluant pas la critique et la polémique, implique la possibilité de fronts révolutionnaires communs susceptibles de permettre un regroupement des forces et une collaboration aussi bien dans la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste que dans la lutte contre les tendances conservatrices et bureaucratiques du mouvement ouvrier et paysan ;

c) élaboration d'une stratégie révolutionnaire qui, en partant des données de l'expérience continentale et des généralisations esquissées ailleurs dans ce texte, corresponde aux nécessités et aux potentialités concrètes de chaque pays ou groupe de pays à une étape donnée. Cela implique aussi la nécessité d'un programme politique qui permette la mobilisation de larges couches sociales dans le but d'approfondir constamment les contradictions des régimes existants à tous les niveaux, en d'autres termes un programme qui, sans ignorer les revendications économiques et politiques immédiates (dont l'importance a été confirmée, par exemple par les événements de l'été 1968 au Mexique), mette l'accent sur des objectifs et des mots d'ordre de transition, susceptibles de mobiliser les masses en partant de leur niveau de conscience, dans une lutte dont la dynamique se heurtera nécessairement au système dans son ensemble.

Il appartient aux différentes organisations marxistes révolutionnaires nationales de traduire dans des formules et des indications précises cette orientation générale. Elles devront, en tout cas, être conscientes qu'elles ne pourront être à la hauteur de leurs tâches à l'étape dramatique qui s'ouvre, si elles s'avèrent incapables de se donner des structures organisationnelles plus solides sur la base d'une homogénéité politique substantielle, d'adopter des méthodes de travail correspondant aux nécessités d'une lutte menée dans des conditions de répression et de clandestinité stricte, de combiner les analyses empiriques minutieuses et la souplesse tactique à la fermeté dans les critères et les conceptions générales (condition pour éviter tout impressionnisme et toute généralisation précipitée), d'assurer beaucoup plus que dans les années passées leur coordination internationale et continentale, par une intégration plus réelle dans l'Internationale, y compris au niveau des centres de direction et d'élaboration.



# Résolution

## du 9<sup>e</sup> Congrès Mondial sur la " Révolution culturelle "

1. - La « révolution culturelle » constitue une coupure importante dans l'évolution politique de la République Populaire de Chine. Elle marque l'écroulement irréversible du noyau de vétérans communistes groupés autour de Mao, qui avait dirigé le Parti Communiste chinois pendant la guerre civile, fondé la République et renversé le régime capitaliste et qui, depuis la défaite de Tchang Kai-shek, avait dirigé l'économie, gouverné le pays, et conduit les appareils de l'Etat et du parti. La « révolution culturelle » a écartelé ce noyau en fractions opposées qui ne peuvent plus être remises ensemble.

Commencée en septembre 1965 par la fraction maoïste de la direction du Parti Communiste chinois, elle a atteint son objectif majeur avec l'expulsion de Liu Chao-chi du parti lors du plénum « élargi » du Comité Central des 13-31 octobre 1968. Liu, le chef de l'Etat, bras droit de Mao et principal interprète de celui-ci pendant plusieurs décennies, son héritier désigné avant que la lutte fractionnelle n'éclatât, fut choisi comme principale cible des attaques, au moyen d'épithètes telles que « le Khrouchtchev chinois », « le principal dirigeant qui a pris la voie capitaliste », et finalement, ainsi que le douzième plénum « élargi » le dit, le « renégat, traître et briseur de grève Liu Chao-chi ».

Mao a défini la lutte intérieure qui a secoué la Chine comme étant « dans son essence une grande révolution politique dans les conditions du socialisme, menée par le prolétariat contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses ; c'est une continuation de la lutte prolongée menée par le Parti communiste chinois et les masses populaires révolutionnaires sous sa direction contre les réactionnaires du Kuomintang, une continuation de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie ». (Pekin Review, n° 43, 25-10-1968.)

Cette version officielle ressemble peu à la vérité. La « révolution culturelle » n'est pas une « révolution politique » pour promouvoir la démocratie ouvrière, elle n'a pas été faite « dans les conditions du socialisme », elle n'a pas été entreprise par le prolétariat en tant que continuation de sa lutte contre la bourgeoisie. L'insinuation selon laquelle l'opposition, à qui les droits les plus élémentaires de la démocratie prolétarienne ont été déniés, représente « les réactionnaires du Kuomintang » est une calomnie.

La « révolution culturelle » a représenté une phase de conflit public aigu d'une lutte inter-bureaucratique entre des tendances opposées des cercles les plus élevés de la direction du Parti communiste chinois qui, par la suite, a affecté chaque secteur de la société chinoise. Elle a constitué la plus importante crise subie par le régime bureaucratique depuis son établissement et exprime un affaiblissement important de ce régime bureaucratique, à la fois à cause de ses contradictions internes et d'une large mobilisation des masses.

2. - L'acuité de la lutte inter-bureaucratique en Chine, et l'intervention des masses sur une large échelle dans cette lutte, ne peuvent être comprises que sur la base des contradictions objectives et des problèmes qui se sont accumulés depuis la fin des années 50 et le début des années 60, d'une tendance à des conflits croissants dans la société chinoise et d'un mécontentement grandissant parmi les masses chinoises.

La République Populaire de Chine a enregistré des réussites majeures et des progrès spectaculaires dans de nombreux domaines depuis la victoire militaire sur le Kuomintang en 1949, tout particulièrement si on les compare à la stagnation relative de pays coloniaux comme l'Inde, l'Indonésie et le Brésil où le capitalisme n'a pas été renversé.



Néanmoins, les problèmes énormes du développement économique, social, politique et culturel auxquels un pays aussi retardé que la Chine doit faire face, avec sa population énorme, étaient loin d'être résolus, et les méthodes autoritaires mises en œuvre par la direction maoïste ont, de plus, sérieusement empêché la recherche des solutions à ces problèmes.

Les principales contradictions auxquelles la République Populaire de Chine eut à faire face durant la dernière décennie furent les suivantes :

a) La contradiction entre le taux de croissance de l'économie qui continuait à être trop bas, et le taux de croissance démographique, qui menaçait de paralyser pratiquement la croissance de la consommation par tête.

b) La contradiction entre la nécessité objective de socialiser le surproduit agricole dans le but d'accélérer le développement économique et industriel, et la nécessité politique de réaliser cette socialisation avec l'agrément de la majorité de la paysannerie.

c) La contradiction entre la nécessité objective d'intéresser matériellement le gros de la paysannerie pauvre et moyenne à l'accroissement de la production agricole, et la tendance inévitable à l'inégalité accrue et à l'accumulation privée, qui résulte de ces « stimulants matériels ».

d) La contradiction entre le niveau généralement bas de la consommation de la masse du peuple et les privilèges bureaucratiques croissants des couches dirigeantes, pendant les années 50 et même les premières années 60, dans des conditions de difficultés très grandes pour la masse de la population.

e) La contradiction entre les besoins objectifs d'une industrialisation accélérée et l'obstacle à cette même industrialisation, créée soudainement par la décision brusque et brutale du Kremlin de décréter le blocus économique de la Chine.

f) La contradiction entre l'expansion rapide de l'alphabétisation et l'accroissement du niveau général d'éducation de la jeunesse chinoise d'un côté, et de l'autre le nombre toujours relativement restreint de postes de travail qualifié disponibles en Chine.

Toutes ces contradictions ont été intensifiées par les dommages causés à l'agriculture et l'économie chinoises pendant la deuxième phase du « grand bond en avant » et pendant la période de quasi-famine au début des années 1960. Ce qui a créé une situation explosive dans le pays durant laquelle un processus de différenciations politiques et d'activité politique croissante des masses devint possible. Dans ce cadre, les conditions pour une véritable révolution politique contre la bureaucratie dirigeante ont mûri. La « révolution culturelle » constitue objectivement une tentative de la fraction maoïste pour canaliser les forces sociales qui allaient dans cette direction, pour éviter le renversement de la bureaucratie et réformer celle-ci.

3. - Certaines des contradictions explosives accumulées en Chine durant la dernière décennie se seraient manifestées de toute manière, indépendamment des conditions intérieures du pays et de la nature de la direction. D'autres contradictions ont été grandement accrues par la nature autocratique et paternaliste de cette direction. Toutes ont été augmentées fortement suite à l'isolement soudain dans lequel la République Populaire de Chine a été précipitée à la fin des années 1950, par la suppression brusque de toute assistance économique et militaire du Kremlin à la Chine.

Cet acte criminel de la bureaucratie soviétique, étendant la lutte fractionnelle entre cette bureaucratie et le P.C. chinois dans le mouvement communiste mondial, au niveau des relations entre Etats était un coup de poignard dans le dos de la révolution et du peuple chinois, au moment même où ceux-ci devaient faire face à une quasi-famine dans le pays et à une pression agressive croissante de la part de l'impérialisme américain à l'étranger. Il place sur le Kremlin le poids de la responsabilité historique de la rupture de l'alliance sino-soviétique, et des avantages que l'impérialisme a pu tirer de cette rupture.

La direction du P.C. chinois, éduquée à l'école stalinienne, a toujours accepté la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Cependant, durant les années 1950, l'importance de l'aide offerte par d'autres Etats ouvriers à la croissance économique et à la défense militaire de la République Populaire de Chine avait rendu les implications dangereuses de cette théorie à l'intérieur de la Chine moins importantes que dans l'Union soviétique à la fin des années 1920 et des années 1930 (tandis que ses conséquences négatives sur le plan international pour la révolution mondiale continuaient à se manifester même alors). Le tournant de la direction maoïste vers une politique visant à « compter sur ses propres forces » et une autarcie économique poussée n'est qu'une rationalisation des conséquences du blocus du Kremlin et du poids considérable imposé à la Chine par le besoin de développer ses propres armes nucléaires, étant donné le refus de la bureaucratie soviétique de lui fournir une assistance sur ce terrain.

La ligne plus radicale poursuivie par la direction chinoise vis-à-vis des développements révolutionnaires dans le monde depuis le début du conflit sino-soviétique qui, sur plusieurs questions importantes, l'a amenée plus près des positions marxistes révolutionnaires (une analyse qui a été confirmée en 1968 par l'attitude de Pékin, contrastant avec celle du Kremlin, vis-à-vis de la révolution de mai en France, des luttes pré-révolutionnaires en Inde, de la lutte des étudiants mexicains et de la révolution politique ascendante en Tchécoslovaquie conduisant à l'occupation de ce pays par les Etats du pacte de Varsovie) reflète tant la relation spécifique de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique face à la République Populaire de Chine que l'impact objectif du flux montant de la révolution mondiale sur les masses chinoises.

Il est cependant vrai également que le caractère bureaucratique de la fraction maoïste a contribué à l'isolement international de la R.P. de Chine et accru les contradictions et les conflits politiques au sein du P.C. Chinois.

Bien que Pékin ait réaffirmé sa résolution de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme et que le Kremlin ait manqué à son devoir de réitérer des assurances similaires vis-à-vis de la R.P. de Chine, Mao est lui aussi responsable de l'absence d'une politique de front anti-impérialiste conséquente au Vietnam, nuisant de ce fait à la défense de la révolution vietnamienne et à l'influence politique du P.C. chinois dans le mouvement communiste mondial.

Au lieu de mener une politique stimulant un développement conséquent de la révolution mondiale, ce qui aurait pu faire naître de nouveaux alliés socialistes, et de mener la lutte pour le socialisme dans les principaux bastions du système capitaliste, ceci a amené les tendances maoïstes au Pakistan à s'opposer à plusieurs reprises aux mouvements de masse qui se développaient dans le pays. Ceci a contribué surtout à préparer la catastrophe d'Indonésie, la défaite la plus grave subie par la révolution mondiale depuis que Staline permit à Hitler d'accéder au pouvoir sans combat. Le développement du culte de Mao, la glorification de Staline et l'opposition à la déstalinisation en Union soviétique ont nui à la défense de la révolution chinoise dans d'autres pays, ont réduit le prestige et l'influence de Pékin, et grièvement porté atteinte à la cause du socialisme sur le plan international.

L'extension du conflit sino-soviétique du plan des partis et de l'idéologie à celui des Etats a abouti aux sanglants incidents de l'Oussouri qui ont dépassé de loin tout ce qui s'était produit auparavant. Il faut rappeler à cette occasion que la responsabilité principale de la rupture entre la Chine et l'URSS incombe à la bureaucratie soviétique qui, d'ailleurs, n'a pas hésité à rechercher une solidarité diplomatique de la part des gouvernements capitalistes. Mais la riposte chinoise au différend frontalier a été, elle aussi, déterminée par des intérêts et des considérations de prestige bureaucratiques et inspirée en dernière analyse par la conception du « socialisme dans un seul pays ». Ainsi un préjudice considérable a été porté à la cause du socialisme aussi bien par la bureaucratie soviétique que par la bureaucratie chinoise.

Il ne peut être exclu d'ailleurs qu'un changement d'orientation de l'impérialisme américain vis-à-vis de la Chine puisse conduire à une modification importante de l'activisme révolutionnaire conseillé par la direction chinoise à ses partisans à l'étranger — une normalisation des rapports au niveau étatique avec les Etats-Unis n'étant pas en soi critiquable.

Les échecs en politique étrangère ont accentué les tendances créées par les tensions accrues à l'intérieur de la société chinoise entre les différentes couches de la paysannerie tout comme entre la paysannerie et l'Etat, et entre la classe ouvrière, la jeunesse étudiante, les intellectuels et la bureaucratie dans les centres urbains. Ces expressions multiples ont engendré des différences profondes sur la politique intérieure et étrangère dans la direction du parti, du gouvernement et des forces armées. La justesse des décisions passées de Mao et son omniscience furent de plus en plus mises en doute.

4. - A cause du caractère fragmentaire, contradictoire et non confirmé des informations dont on dispose, il est difficile et hasardeux d'essayer de décrire avec précision l'évolution et le contenu de ces différences à l'intérieur de la direction du P.C. chinois. Les pièces dont on dispose indiquent qu'un certain nombre de tendances opposées étaient impliquées. L'appareil maoïste n'a pas permis à leurs porte-parole — à moins que ceux-ci n'aient osé ni voulu — d'exprimer leurs positions et leur plateforme publiquement, franchement et complètement.

Les longues polémiques maoïstes, pleines de contradictions, présentent un compte rendu manifestement falsifié et des interprétations déformées de leurs adversaires et critiques. Il est, par exemple, absurde de penser que le Chef de l'Etat Liu Chao-chi, le maire de Pékin Peng Chen et d'autres membres du Bureau Politique comme Teng Hsiao-ping et Tao Chou (les dirigeants communistes chinois les plus ouvertement associés au conflit sino-soviétique), que les chefs militaires déchus, que les intellectuels communistes



les plus connus qui sont aujourd'hui de soi-disant « renégats, agents de l'ennemi ou révisionnistes contre-révolutionnaires » aient conspiré ou aspiré à restaurer le capitalisme au profit « des impérialistes et des réactionnaires du Kuomintang ».

Même si les racines, l'histoire et le caractère spécifique des divergences restent obscurs et invérifiés, les conséquences des conflits qu'ils ont provoqués sont claires. L'équipe dirigeante centrale a été brisée. Une période d'incertitude concernant la composition et l'orientation de la direction chinoise a été ouverte. De grandes forces nouvelles ont été mises en mouvement.

Les hauts fonctionnaires proches de Liu ont apparemment tenté de se grouper contre Mao après les résultats désastreux du grand bond en avant. Liu et ses proches associés ont eu peur des conséquences dangereuses de cette aventure, ont conseillé une retraite et ont réussi à embrayer sur un cours économique plus prudent. Pendant ce réajustement le groupe de Liu a pris le contrôle de l'appareil du parti et a repoussé Mao de côté. Leur but, de toute évidence, était de l'éloigner du gouvernement et de réduire son statut à celui d'une potiche d'honneur, tout en utilisant son prestige pour donner le maximum d'autorité à leurs décisions et à leur ligne d'action. De la sorte ils ont assurément protégé sa réputation publique à l'infailibilité, ce qui devait plus tard faciliter le retour de Mao.

Vers 1965 Mao sentit qu'il avait la possibilité de briser la mainmise de Liu sur le régime et de regagner sa suprématie perdue. En exploitant son immense prestige, en manœuvrant entre les diverses tendances, et en les brisant l'une après l'autre, en calomniant Liu et ses amis au moyen d'une campagne de propagande ininterrompue, Mao a réussi à les isoler et à ronger leurs bases d'appui dans les masses, le parti, l'armée et la province et à assurer leur chute. La base objective de ce succès réside dans l'aptitude de Mao à mobiliser de larges masses, spécialement de la jeunesse, et à exploiter la haine qui s'était accumulée au sein du peuple contre la bureaucratie dans son ensemble. La fraction Liu a été paralysée en misant sur les règles bureaucratiques et par son incapacité à mettre le mythe de Mao en question, un mythe qu'elle avait elle-même largement contribué à créer.

5. - La lutte fractionnelle qui avait éclaté à l'échelon supérieur de la bureaucratie dépassa les limites des cercles dirigeants vers le milieu de 1966, après l'affrontement du onzième plénum du Comité Central de début août qui adopta la décision en seize points sur la « révolution culturelle ». Dans leurs manœuvres, ils cherchèrent un soutien parmi des couches qui s'étendaient loin au-delà du parti. Un bouleversement social a été déclenché. Celui-ci s'est développé par vagues successives, commençant par le rassemblement de la jeunesse étudiante organisée dans les Gardes Rouges, s'étendant aux ouvriers de l'industrie dans les grandes villes en décembre 1969 - janvier 1967, mobilisant des parties de la paysannerie et impliquant aussi certains secteurs des forces armées.

Ces commotions liées entre elles ont profondément changé l'équilibre du régime bureaucratique. Malgré la victoire actuelle de la fraction de Mao, les événements tempétueux ont affaibli sa position et son pouvoir. Le régime ne sera pas capable de retrouver le prestige et la stabilité qu'il avait avant que Mao ne déclenche la « Grande Révolution Culturelle Proletarienne ». Les luttes intestines et la propagande maoïste les accompagnant ont contribué à engendrer de nouvelles énergies révolutionnaires dans la jeunesse et parmi les éléments d'avant-garde des masses ouvrières, qui ne seront pas facilement ni aisément éliminées.

La situation réelle en Chine est fort différente des interprétations simplistes données dans divers milieux. Les partisans de Mao, et ceux qui prennent sa propagande pour argent comptant, affirment qu'il préconise une révolution politique anti-bureaucratique contre des agents de l'ennemi de classe, une révolution dont le but est de réaliser effectivement une démocratie plus large pour les masses populaires.

Ceci est contredit par des faits manifestes. La façon autoritaire avec laquelle la « révolution culturelle » a été lancée, conduite, guidée et par laquelle elle s'est terminée ; l'élimination des dissidents, liée à la déformation sans scrupules des positions des tendances anti-maoïstes ; le culte outrageux de Mao ; l'absence d'élections et d'institutions démocratiques contrôlées par les travailleurs et les paysans ; l'autorité accrue de l'armée dirigée par Lin Biao — tout ceci témoigne des caractéristiques et de l'orientation bureaucratique du cours politique emprunté par la fraction maoïste, qui s'est réduite à un petit noyau de l'ancienne direction.

Ceux qui considèrent que les positions présentes de Mao ne sont qu'une copie pure et simple de la dictature tyrannique personnelle de Staline sont également dans l'erreur. Tandis que les castes bureaucratiques dirigeantes de l'U.R.S.S. et de la Chine ont de nombreux aspects communs, il y a des différences profondes entre la situation historique qui a permis à Staline de consolider son pouvoir et le contexte international et interne dans lequel Mao a avancé le mot d'ordre de la « prise du pouvoir » par les

Gardes Rouges. En Chine aujourd'hui, les mobilisations des masses sous l'impulsion du bouleversement, quelque limitées qu'elles aient pu être, ont changé le rapport de force entre la bureaucratie et le peuple à l'avantage de ce dernier. Le mouvement des masses a affaibli le régime bureaucratique. Ce résultat diffère de la montée de Staline à la fin des années 20 et au début des années 30 quand les masses étaient écrasées et décapitées et tombaient dans un état de passivité politique qui ne changea pas fondamentalement jusqu'après la mort de Staline.

Le triomphe de la fraction de Mao n'a aucunement déraciné l'opposition différenciée. Des opposants de toutes sortes restent retranchés et cachés profondément dans le parti, les syndicats, l'armée, les universités, les comités régionaux, les gouvernements provinciaux, l'appareil d'Etat et dans les campagnes.

D'autre part, cependant, l'armée, dirigée par Lin Biao, apparemment le nouvel héritier et principal adjoint de Mao, a grandement accru son poids politique. Grâce à ses interventions dans les conflits entre les fractions bureaucratiques opposées et entre les masses en mouvement et le régime, l'armée devint le point d'appui principal du régime de Mao, le principal arbitre et la principale force centralisatrice du pays, au détriment du rôle dirigeant du parti. Ceci était une des conséquences les plus dangereuses de la « révolution culturelle ». Maintenant, toutefois, Mao tend à réduire ce grand poids gagné par l'armée durant la période précédente, en mettant à nouveau l'accent sur la consolidation du parti comme point d'appui principal du régime et sur la nécessité d'une seule direction centrale pour tous les appareils du pouvoir.

6. - La « révolution culturelle » a été préparée et lancée par Mao et ses hommes-lige pour éliminer les critiques les plus résolus et les plus persistants de sa politique intérieure et extérieure et, en tant que concession aux masses, pour réduire les pires abus des suzerains bureaucratiques qu'il avait lui-même formés, encouragés et protégés. Ayant été mis en minorité dans le Bureau Politique, Mao prit le risque de passer outre aux cadres officiels du parti et de l'appareil d'Etat dans lesquels ses adversaires étaient installés, de passer par-dessus leurs têtes, et de mobiliser les étudiants des universités et des écoles supérieures en tant qu'instrument pour rétablir son contrôle sur le pays.

Pendant toute sa période d'activité, le mouvement des Gardes Rouges était hautement contradictoire.

Le fait que le mouvement des Gardes Rouges ait été organisé d'en haut et non par l'initiative des jeunes eux-mêmes, qu'en général il n'a pas dû affronter la police ou les forces armées, a facilité dans une grande mesure les efforts des autres secteurs de la bureaucratie pour contrecarrer l'action fractionnelle de Mao, en organisant des groupes de Gardes Rouges sous leur propre patronage. Etant donné que tous les groupes étaient formés sous l'apparence de l'exécution des directives de Mao et de la « pensée de Mao », il était difficile pour les masses plus larges de comprendre leurs divergences politiques. Néanmoins, de nombreux groupes se différencièrent suffisamment dans leur interprétation de la doctrine de Mao pour en arriver à des conflits parfois très âpres.

Là où les luttes intestines aboutirent à des affrontements violents à cause des divergences entre Gardes Rouges ou plus généralement à cause de l'incapacité des partisans de Mao à arracher réellement le « pouvoir » à des forces d'opposition puissamment retranchées, l'armée intervint. Ainsi, c'est l'armée qui, derrière le mouvement des Gardes Rouges, était l'autorité finale, manipulant par moments des groupes de jeunes, modérant leur intervention ou modifiant ce qu'ils avaient fait à d'autres moments.

Ce serait toutefois une erreur de voir dans le mouvement des Gardes Rouges un simple instrument docile d'une politique fractionnelle dans la lutte intérieure qui prit pour nom « révolution culturelle ». La jeunesse étudiante chinoise avait de nombreux griefs comparables à ceux des jeunes dans d'autres pays aujourd'hui. Ces griefs comprenaient la discrimination sociale dans la sélection du corps étudiant, des habitations inadéquates, une absence d'autonomie universitaire, et de pauvres débouchés après l'obtention des diplômes. Ils souffraient de la bureaucratie hautaine et incontrôlée, ils voulaient une révolution politique pour ouvrir la voie à la démocratie socialiste, ils identifiaient leur sort à celui de la révolution mondiale.

Ceci explique pourquoi Mao a eu de telles difficultés à conserver le contrôle du mouvement des Gardes Rouges et à le réprimer, une fois atteints les buts principaux qu'il envisageait. Le mouvement des Gardes Rouges acquit une logique propre.

Parcourant le pays de leur propre initiative, s'engageant dans des actions de nature violente contre certaines couches bureaucratiques, des millions de jeunes ont renforcé leur confiance en eux-mêmes et leur courage. Les plus incontrôlables de ces éléments passèrent outre aux objectifs spécifiques qui leur étaient fixés par leurs tuteurs bureaucratiques et entrèrent même en collision avec ces derniers. Leur tendance à bouger en direction d'une pensée critique et d'une action politique indépendante put être



observée dans nombre de journaux muraux et dans des publications ronéotypées ou imprimées éditées par les Gardes Rouges et dans certaines « prises de pouvoir » qu'ils réalisèrent. Le mouvement devint tellement dangereux pour les objectifs de Mao qu'il jugea bon finalement de démobiliser les Gardes Rouges et de les renvoyer dans les locaux scolaires ou au travail dans la campagne.

Néanmoins, des fermentations continuent à se développer parmi eux. Les plus avancés et les plus révolutionnaires parmi les membres de cette nouvelle génération qui ont reçu leur baptême politique dans la « révolution culturelle », pourront plus tard servir de détonateur à des actions de masse contre la bureaucratie chinoise en tant que telle, y compris les vainqueurs maoïstes.

Toutefois, d'une importance beaucoup plus grande que les manifestations de Gardes Rouges furent les mobilisations des masses prolétariennes qui s'étendirent de décembre 1966 à février 1967. Tirant avantage des ruptures entre les fractions opposées des sommets et appelées à l'action par l'une ou l'autre d'entre elles, des secteurs de la classe ouvrière commencèrent à avancer leurs propres revendications économiques et sociales et à agir de façon indépendante. Cette action déclencha des grèves générales dans les transports et dans de nombreuses usines à Shanghai, Nankin, et d'autres centres industriels.

Le mouvement d'en bas, qui aurait mis en danger, s'il avait continué à se développer, le contrôle par la direction maoïste, fut arrêté par des méthodes combinées de manipulation et de répression. La brièveté des grèves massives n'enlève rien de leur caractère historique. Elles symbolisaient la fin de l'apathie politique parmi les travailleurs de l'industrie et marquaient la renaissance de leur intervention autonome.

7. - Les deux principaux groupements rivalisant en vue d'obtenir la suprématie dans le parti, l'appareil d'Etat et l'armée sont centrés autour de Mao Tsé-Toung et de Liu Chao-chi. A la frange de ces groupements se trouvent des tendances oppositionnelles de coloration droitiste ou gauchiste.

Aucune des deux fractions principales luttant pour la suprématie au sein de la bureaucratie communiste chinoise ne combat réellement pour la démocratie socialiste ni ne possède un programme politique réellement révolutionnaire en matière de politique intérieure ou extérieure. Si l'on applique des critères marxistes, aucune des fractions principales ne mérite un soutien politique dans sa lutte de tendance contre sa rivale. A en juger d'après l'information que l'on possède — bien qu'il faille admettre qu'elle est lacunaire et inadéquate — aucune de ces fractions ne peut être considérée comme étant plus progressiste que l'autre.

Aussi longtemps que le groupe de Liu a conservé sa suprématie, il a pratiqué les abominables mœurs du commandement bureaucratique apprises à l'école stalinienne. Ses doctrines et sa pratique ne se distinguaient en aucune manière de celles de la période précédente lorsque Mao avait directement les choses en main. La haine accumulée par les jeunes, les travailleurs et les paysans a permis à Mao de soulever ces forces sans peine contre la majorité bureaucratique.

Alors que la fraction de Mao a lancé des appels à la rébellion et à l'initiative des masses, ses actes n'ont nullement été conformes à ses paroles. L'objectif de Mao consistait à reprendre le dessus pour sa fraction et sa ligne politique au sein de la bureaucratie, mais nullement à renverser la bureaucratie. C'est ce qui explique pourquoi il a suivi les méthodes stalinienues de calomnie, de violence physique et d'encouragement du culte de la personnalité dans sa lutte et a limité délibérément ses appels aux masses. N'importe où, n'importe quand, lorsqu'un secteur de la population — que ce soit au sein de la jeunesse, au sein du prolétariat, au sein de la paysannerie ou des intellectuels — a eu tendance à se dégager de la domination et de la direction de Mao pour agir indépendamment, il a été réprimé et rappelé à l'ordre, parfois à l'aide de mesures répressives.

La promesse contenue dans la section 9 du programme originel en seize points de la déclaration officielle de la « révolution culturelle », adoptée par le plénum du Comité Central d'août 1966, d'« un système d'élections générales, semblable à celui de la Commune de Paris », qui inaugurerait un élargissement de la démocratie prend aujourd'hui l'allure d'une moquerie. Non seulement de pareilles élections n'ont jamais été tenues, mais l'idée même est aujourd'hui tournée en dérision (« La confiance aveugle dans les élections est également une forme de pensée conservatrice »).

Au lieu d'instituer une démocratie ouvrière élargie selon le modèle de la Commune de Paris, Mao a réorganisé le régime bureaucratique sous les auspices de la « triple alliance », régentée par l'armée et présidée par la partie des cadres qui est demeurée fidèle à sa fraction. Les « comités révolutionnaires » établis au cours de la « révolution culturelle » n'ont pas été élus par les masses laborieuses elles-mêmes ou

maintenues sous leur contrôle grâce à des mesures de contrôle démocratique, mais ont été constitués à la suite d'un compromis entre les fractions rivales sous la supervision du noyau central Mao-Lin Piao.

On a fait état d'éléments situés à la gauche des fractions rivales du sommet, aussi bien parmi les fidèles de Mao que parmi les travailleurs et les intellectuels sympathisants avec Liu et d'autres leaders en disgrâce, qui auraient des idées et des tendances révolutionnaires et qui seraient capables de former les noyaux d'une véritable opposition anti-bureaucratique. Ces révolutionnaires méritent un appui international. Cependant, dans les conditions actuelles, il est extrêmement difficile pour de semblables communistes de gauche dispersés de se réunir, de communiquer entre eux, de mettre au point un programme commun, de sélectionner des dirigeants et d'entreprendre une activité suivant une ligne politique cohérente.

8. - Les maoïstes accusent leurs adversaires de « révisionnisme ». Mais les arguments mêmes qu'ils invoquent pour justifier leur cours actuel montrent qu'ils sont aussi coupables que leurs rivaux d'une révision flagrante des principes de base du marxisme.

a) Ils soutiennent que, dans les pays qui ont renversé la bourgeoisie et aboli la propriété privée des moyens de production, le capitalisme peut être restauré par des processus graduels et pacifiques grâce aux machinations et à la politique erronée de l'une ou l'autre tendance de la direction des partis communistes. Ceci équivaut à rejeter ou à ne pas tenir compte de la théorie marxiste de l'Etat qui affirme que des changements fondamentaux de cet ordre ne peuvent être accomplis graduellement ou pacifiquement.

b) Ils identifient la dégénérescence bureaucratique de la révolution avec la restauration du capitalisme. Dans l'explication de ce phénomène, les maoïstes tombent d'ailleurs dans un volontarisme extrême, exagérant énormément le poids social de l'idéologie. Mao situe la cause principale du danger de dégénérescence bureaucratique et de restauration du capitalisme, non pas dans les fondements matériels du régime socio-économique mais dans le domaine de l'idéologie. Il proclame que si le révisionnisme n'est pas extirpé au niveau théorique, scientifique, artistique et littéraire, il mènera inévitablement au renversement de la dictature du prolétariat.

Les marxistes n'ont jamais été d'avis que les idées des classes réactionnaires qui ont perdu le pouvoir économique et politique à la suite de la révolution sociale sont capables de modifier graduellement la nature de classe et la structure de l'Etat. Une contre-révolution colossale de ce type ne pourrait avoir lieu que par une guerre civile entre les anciennes classes possédantes et les masses laborieuses, luttant dans laquelle ces dernières auraient été écrasées, ou bien par l'apparition hypothétique d'une nouvelle bourgeoisie devenue économiquement assez puissante pour lancer une guerre civile et renverser l'Etat ouvrier. Ceci ne s'est pas produit et est d'ailleurs loin de se produire, que ce soit en Chine ou dans les autres Etats ouvriers en désaccord avec Pékin, quelles que soient par ailleurs les tendances naissantes en direction du capitalisme apparues dans ces pays.

c) Il est tout aussi volontariste de croire, comme les maoïstes, que des appels incessants à l'esprit de sacrifice, à l'idéalisme et à l'enthousiasme des masses laborieuses peuvent suffire en soi et par eux-mêmes à surmonter les problèmes extraordinairement difficiles qui découlent du développement insuffisant des forces productives en Chine pendant la transition du capitalisme au socialisme.

d) En dépit des leçons historiques exposées par Lénine dans *L'Etat et la Révolution*, les maoïstes proclament que dans la période de transition du capitalisme au socialisme la lutte de classes est condamnée à s'intensifier et non à diminuer et qu'elle peut même se poursuivre pendant des centaines d'années. Cette « théorie » sert à justifier l'intensification du rôle de l'Etat comme organe de répression. L'Etat, au lieu de dépérir sous le socialisme comme l'avait prédit Engels, continuerait à subsister pendant une période indéterminée, s'il faut en croire Mao. Ainsi, on fournit une excuse « théorique » pour justifier les pires excès et abus du pouvoir bureaucratique.

e) La stratégie de la révolution mondiale exposée par Mao et Lin Piao exalte les mouvements insurrectionnels de la paysannerie dans les pays coloniaux arriérés et sous-estime le rôle central qui incombe à la classe industrielle des pays avancés dans le renversement du pouvoir de l'impérialisme et l'édification d'une nouvelle société socialiste.

f) Dans le domaine culturel proprement dit, la direction chinoise a mis en avant des positions antimarxistes, de type jdanoviste, défendant la notion de « culture prolétarienne » et soumettant bureaucratiquement la littérature, l'art, la science à la « ligne » du parti.



9. - La « révolution culturelle » a largement accrédité l'idée qu'un Etat ouvrier peut subir une déformation et une dégénérescence après la conquête du pouvoir, idée qui n'était antérieurement propagée que par le seul mouvement trotskyste mondial. Survenant après les campagnes anti-bureaucratiques en Yougoslavie et à Cuba, la propagande maoïste à ce sujet, bien qu'elle soit déformée, a centré l'attention sur l'un des problèmes les plus cruciaux auxquels doit faire face une révolution socialiste victorieuse : comment protéger et promouvoir la démocratie ouvrière.

La nécessité d'une révolution politique, lorsque le pouvoir d'Etat a été usurpé par une bureaucratie et que toutes les voies vers le contrôle démocratique ont été barrées aux masses, a été rendue plus claire et plus compréhensible pour de larges secteurs du mouvement communiste international et de l'avant-garde révolutionnaire. Cette leçon a été renforcée par l'arrêt abrupt et brutal du courant de démocratisation en Tchécoslovaquie en 1968 par l'occupation soviétique.

Si la « révolution culturelle » a aidé à populariser et à faire accepter la notion de révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratisés, le cours qu'elle a suivi et l'issue qu'elle a connue sous la tutelle de Mao Tsé-Toung démontrent que les méthodes appliquées par sa fraction mènent au résultat opposé. Il est impossible de déraciner la bureaucratie au moyen de méthodes bureaucratiques. La « révolution culturelle » s'est achevée par une tentative d'arrêter le mouvement de masse et de restaurer une nouvelle forme de pouvoir bureaucratique sous le masque de la « triple alliance », au lieu du pouvoir de l'ancienne bureaucratie du parti et de l'Etat qui avait, dans sa majorité, soutenu Liu. Cette « triple alliance » est en réalité un compromis entre la fraction maoïste et des parties de la vieille fraction majoritaire, compromis mis en train au moment où les masses ont commencé à intervenir de manière autonome dans la lutte, menaçant ainsi le pouvoir bureaucratique dans son ensemble.

Il n'existe pas d'autre voie pour une lutte effective contre la dégénérescence bureaucratique de la révolution et les régimes autoritaires qu'elle engendre que le programme mis au point par Lénine et Trotsky, c'est-à-dire la consolidation et l'institutionnalisation du pouvoir ouvrier sur la base de conseils démocratiquement élus, la démocratie prolétarienne la plus large, le droit aux diverses tendances et partis socialistes d'exister légalement à l'intérieur de ce cadre constitutionnel, la limitation et l'abolition graduelle de l'inégalité dans la rémunération, la gestion de l'économie par les travailleurs eux-mêmes, le développement planifié des forces productives et, surtout, l'extension internationale de la révolution au cœur de la forteresse impérialiste.

10. - La position de la Quatrième Internationale sur la révolution chinoise, qui a été exposée dans de nombreux documents et déclarations au cours des dernières années peut être résumée comme suit :

La Quatrième Internationale a résolument soutenu la révolution socialiste en Chine dès le départ. Ses partisans en Chine et dans le monde entier se prononcent pour la défense inconditionnelle de la République Populaire de Chine contre toute attaque militaire par l'impérialisme américain ou n'importe lequel de ses Etats vassaux.

La Quatrième Internationale considère que la direction du Kremlin est le principal responsable du schisme sino-soviétique et condamne son retrait vindicatif de l'aide économique à la Chine ainsi que ses accords diplomatiques continuels avec Washington, Paris, la Nouvelle-Delhi et d'autres gouvernements bourgeois contre la République Populaire de Chine.

En même temps, la Quatrième Internationale critique l'attitude ultra-sectaire et l'esprit hyperfractionnel dont fait preuve Pékin dans ses relations avec les autres Etats ouvriers qui ne souscrivent pas entièrement à sa ligne politique. Son refus obstiné de proposer ou de participer à une action commune avec l'Union soviétique, Cuba et d'autres pays communistes contre l'intervention américaine au Vietnam à cause de désaccords politiques avec ces pays a été particulièrement nuisible, encore qu'il faille reconnaître que certains arrangements pratiques relatifs à l'assistance militaire au Vietnam ont finalement été conclus.

Tout en n'oubliant pas que la direction chinoise est poussée par la défense de ses propres intérêts à inspirer à ses partisans dans le monde une ligne plus militante que Moscou, la Quatrième Internationale critique la nature centriste bureaucratique de sa politique. En cherchant à gagner de l'influence dans les pays coloniaux ou ex-coloniaux, Pékin se sert d'un langage nettement anti-impérialiste et accorde effectivement une aide matérielle aux forces de guérilla dans plusieurs pays. Ceci n'a pas seulement créé une « image » nettement plus à gauche que celle de Moscou mais a également objectivement favorisé les luttes anti-impérialistes dans diverses parties du monde, spécialement dans l'Asie du Sud-Est, dans les pays arabes et en Afrique. De même, la campagne vigoureuse que Pékin a déclenchée contre la ligne opportuniste de droite des partis

communistes qui suivent la ligne de Moscou et contre certains aspects-clés du régime bureaucratique en Europe orientale a objectivement contribué à approfondir la crise mondiale du stalinisme et à faciliter l'émergence d'une nouvelle avant-garde de jeunes dans le monde entier. A l'intérieur de cette nouvelle avant-garde jeune, la sympathie générale pour la Chine et pour la critique maoïste du révisionnisme du Kremlin reste profonde, même si leur sectarisme organisationnel extrême et leur infantilisme politique ont empêché les maoïstes orthodoxes de stabiliser des organisations importantes de jeunes où que ce soit.

D'autre part, la politique fondamentale de Pékin a continué à être fondée sur le soutien à n'importe quel gouvernement bourgeois dans un pays semi-colonial qui se trouvait collaborer avec la Chine (hier l'Indonésie, aujourd'hui le Pakistan et la Tanzanie) ce qui entraîne des résultats désastreux pour la lutte de classe révolutionnaire dans ces pays.

La conduite de la direction du Parti communiste chinois depuis qu'il a conquis le pouvoir prouve qu'il n'est pas encore parvenu à se débarrasser de l'héritage stalinien. Ces bureaucrates n'hésitent pas à subordonner le bien-être des masses chinoises et les intérêts de la révolution internationale et du socialisme à la protection et au renforcement de leurs propres pouvoirs et privilèges.

Des caractéristiques analogues marquent la politique et le comportement des groupes maoïstes qui sont apparus dans de nombreux pays depuis le schisme sino-soviétique. Ils combinent l'aventurisme à l'opportunisme. Ils se sont montrés incapables d'une pensée critique ou indépendante à la lumière du marxisme. Il en résulte que la plupart d'entre eux font montre de peu de cohésion interne et tendent généralement à se scinder en fragments hostiles.

L'expérience de la « révolution culturelle » démontre une fois de plus qu'en Chine également la bureaucratie ne peut être éliminée par des réformes. Elle devra être écartée du pouvoir par la nouvelle avant-garde de révolutionnaires authentiques qui est actuellement en cours de formation en Chine et qui finira par se hisser à la tête des masses éveillées et organisées au cours du développement ultérieur d'une véritable révolution anti-bureaucratique. La résurgence d'un tel mouvement indépendant brisera l'emprise de la bureaucratie sur la vie économique, politique et culturelle et signifiera une véritable extension et une consolidation de la démocratie ouvrière que la « révolution culturelle » a promise dans sa propagande mais qu'elle a été lamentablement incapable de réaliser.



# La "révolution culturelle" en Chine

(Rapport au Congrès Mondial)

Nous publions ci-après une ample synthèse du rapport approuvé par le Congrès et qui intègre la résolution adoptée.

## I

Pour comprendre la « Révolution culturelle », il est nécessaire de revenir en arrière et de s'arrêter sur les principales contradictions et tensions qui sont à la base des événements des dernières trois années et demie.

Tout d'abord, en ce qui concerne le développement économique, il ne faut pas oublier que la Chine partait d'une base extrêmement arriérée, de loin inférieure à celle d'où était partie l'Union soviétique. Le premier plan quinquennal (1953-1957) enregistrait incontestablement des succès spectaculaires dans différents domaines, mais, malgré l'effort extraordinaire qui fut accompli et l'aide substantielle de la part de l'Union soviétique, les résultats en chiffres absolus restaient très modestes (1). En outre, un déclin du taux de croissance était apparu en 1957 par rapport à 1956 (2).

La ligne du grand bond en avant et des Communes populaires visait à faire face aux nécessités suivantes :

a) nécessité non seulement de maintenir mais d'accélérer le rythme de la production industrielle ; cela sans limiter l'afflux de capitaux dans le secteur moderne et en même temps en développant davantage les industries secondaires et traditionnelles ;

b) nécessité d'augmenter plus nettement la production agricole aussi bien pour satisfaire les besoins intérieurs accrus que pour augmenter les exportations et, par conséquent, les disponibilités en devises étrangères ;

c) nécessité d'affronter le problème du sous-emploi rural et d'exploiter à fond les avantages des rapports de production nouveaux.

En ce qui concerne la campagne, la direction maoïste voulait aussi contrecarrer des tendances droitières qui, dans les années 1956-57, s'étaient exprimées par la tentative de liquidation d'un certain nombre de coopératives.

Comme on sait, le bond en avant fut marqué dans sa toute première étape par une croissance spectaculaire, mais il s'acheva par un échec qui créa, notamment dans les années 1961 et 1962, une situation très grave. C'est après cela que la direction chinoise procéda à un rajustement profond de son orientation économique, en mettant l'accent prioritairement sur le développement de l'agriculture. Ainsi, de 1963 à 1965 se précisait une reprise incontestable. Toutefois, le rythme de croissance restait limité et nettement insuffisant par rapport aux nécessités du pays. Il est difficile de donner des indications concrètes à ce sujet, car les autorités chinoises ne fournissent plus de statistiques globales depuis près de dix ans (ce silence, cependant, est très éloquent). D'après les estimations d'économistes bourgeois, il paraît toutefois qu'en 1965 la Chine avait atteint de nouveau le niveau de 1957 (celui de 1957 par tête d'habitant) et ce n'est que vers l'année 1970 que le pays atteindra la production de 1960 (3). Dans l'agriculture, dont les difficultés des années durant furent indiquées, entre autres, par les importations considérables de denrées alimentaires, les 200 millions de tonnes de céréales obtenus en 1958 n'ont pas été atteints de nouveau jusqu'à présent.

(1) Voir à ce sujet *The socialist transformation of the national economy in China*, Foreign Languages Press, Peking, 1960, p. 241. D'après *An economic profile of mainland China*, Washington, 1957, p. IX, la consommation par tête d'habitant à la fin de 1957 n'avait pas encore atteint le niveau de 1933.

(2) La valeur globale de la production industrielle et agricole aurait augmenté en 1957 de 7,8 % (1956 = 16,5 %) ; en ce qui concerne plus particulièrement l'industrie, le déclin serait de 31 % en 1956 à 10,9 % en 1957 (voir l'article paru dans la revue chinoise *Agricultural Machinery Technique*, traduit par *Selections from China Mainland Magazines*, novembre 4, 1968, n. 633, p. 5).

(3) Voir *An Economic Profile*, déjà cité, pp. XI, 53 et 73.



Nous n'oublions pas que, dans certaines branches industrielles, des succès importants furent réalisés et nous ne minimisons pas non plus l'influence de facteurs négatifs extra-économiques tels que les conditions météorologiques défavorables et les calamités naturelles et, surtout, la brusque suspension de la collaboration soviétique. En tout cas, la dynamique de la croissance restait absolument insuffisante et cela était d'autant plus grave que l'économie mondiale était caractérisée par de nouveaux progrès substantiels dans le domaine de la technologie et de la production industrielle.

Le taux de croissance limité de l'industrie avait pour conséquence d'accroître la tension entre la tendance à l'urbanisation d'une part et la contraction des capacités d'absorption dans l'économie urbaine d'autre part. La population urbaine — dont l'augmentation était le résultat d'une émigration stimulée par la recherche d'emplois, de salaires plus élevés et de conditions de vie en général plus confortables — avait au commencement des années 1960 atteint 130 millions, tandis que les responsables de l'économie considéraient qu'elle n'aurait pas dû dépasser à l'époque 110 millions (4). Si l'on considère que la population chinoise augmente à peu près de 14 à 16 millions par an et que chaque année les jeunes qui arrivent à l'âge de travailler se chiffrent à 10 millions, on saisit la portée du problème. Dans certaines périodes, le retour au village prenait des proportions très considérables et il est significatif que, même aujourd'hui, la propagande officielle, par le biais d'une instruction de Mao, met l'accent sur la nécessité que les jeunes aillent aux villages (5). En tout cas, des goulots d'étranglement sérieux étaient créés à la veille de la Révolution culturelle.

Le projet de résolution souligne une autre contradiction, celle qui existe « entre l'expansion rapide de l'alphabétisation et l'accroissement du niveau général d'éducation de la jeunesse d'un côté et d'autre part le nombre toujours relativement restreint de postes de travail qualifié disponibles ». Un seul chiffre sera suffisant à ce propos : dans les dix années qui précéderont 1960, le nombre des diplômés des écoles secondaires et supérieures s'éleva à 3,3 millions ; dans les six années qui suivirent, il s'est élevé à peu près à 23 millions. Il faut ajouter que, d'après des sources officielles, l'instruction n'a pu être donnée à tous ceux qui voulaient la recevoir (6). En ce qui concerne les spécialisations techniques plus élevées, c'est, au contraire, le phénomène opposé qui se produisait : l'offre était inférieure à la demande (7).

Arrivons aux problèmes des campagnes et rappelons avant tout que l'incidence de la population rurale et de l'économie agricole restait largement prépondérante et que des conditions arriérées subsistaient dans tous les domaines. L'agriculture de subsistance correspondait à 80 % de l'ensemble, la mécanisation ne touchait que des secteurs limités et l'électrification n'était qu'à ses débuts (84). Le lancement des Communes populaires qui visait en même temps à assurer une augmentation très sensible de la production et à surmonter les tensions sociales que la généralisation des coopératives n'avait pas éliminées, se soldait fondamentalement par un échec sur les deux terrains, ce qui était implicitement reconnu par l'adoption du rajustement aussi bien de la politique économique en général que des structures des communes elles-mêmes. Ainsi, l'oscillation entre les poussées collectivistes, d'une part, et les tendances à l'accumulation privée, à l'utilisation du lopin privé, à l'exploitation du marché « libre », d'autre part, se reproduisait même après les Communes, notamment en 1961 et 1962. Pour reprendre encore le projet de résolution, subsistait donc « la contradiction entre la nécessité objective de socialiser le surproduit agricole dans le but d'accélérer le développement économique et industriel, et la nécessité politique de réaliser cette socialisation avec l'agrément de la majorité de la paysannerie » et « la contradiction entre la nécessité objective d'intéresser matériellement le gros de la paysannerie pauvre et moyenne à l'accroissement de la production agricole, et la tendance inévitable à l'inégalité accrue et à l'accumulation privée, qui résulte de ces stimulants matériels ».

La période 1949-1965 n'avait pas été caractérisée en Chine par une cristallisation sociale si poussée que celle qui s'était produite dans l'U.R.S.S. des années 1930, ce qui s'était reflété aussi dans certains aspects de l'idéologie. Toutefois, comme notre mouvement n'a pas manqué de le souligner à plusieurs reprises dans le passé, des différenciations et des tensions s'y étaient tout de même produites.

(4) Voir une entrevue de Anne Louise Strong avec Po I-Po en janvier 1964.

(5) Certaines sources ont parlé du déplacement de quelques dizaines de millions de personnes (voir *An Economic Profile*, p. 422). A propos de l'instruction de Mao, voir par exemple, *Pékin information*, n. 1, 1969, p. 14.

(6) Voir *An Economic Profile*, p. 682, *Peoples Daily*, March 31, 1966 (citée aussi par *An Economic Profile*, p. 516. Voir aussi sur ce problème : *Snow The Other Side of the River* (p. 212 de l'édition italienne).

(7) Voir *An Economic Profile*, p. 529.

(8) Voir BETTELHEIM : *La construction du socialisme en Chine*, p. 87. D'après Snow (œuvre citée, p. 198) 94 % de la superficie de la Chine sont cultivés sans instruments mécaniques.

Tout d'abord, il y avait des inégalités dans les conditions de vie des villes et des campagnes : il est significatif à ce sujet que, parmi les revendications des paysans qui se mobilisèrent au commencement de 1967, primait celle d'une réduction du hiatus existant à leur désavantage. En deuxième lieu, nous avons déjà fait allusion aux inégalités qui persistaient, voire s'accroissaient, au sein des villages, du fait des possibilités d'accumulation et de rétribution différentes. Aux extrêmes d'une gamme variée se trouvaient d'une part des paysans vivant exclusivement du revenu de leur travail, d'autre part des paysans moyens ou « riches » qui pouvaient réaliser d'importantes économies (9). Dans la classe ouvrière, des tensions étaient provoquées par l'absence d'une dynamique ascendante des salaires qui a duré assez longtemps et cela à des paliers très modestes (pratiquement, il paraît qu'il n'y a plus eu d'augmentations généralisées à partir de 1959 : les augmentations de 1963 avaient consisté dans le déplacement d'ouvriers vers des catégories de rétribution plus élevée) (10) et par l'existence d'inégalités assez importantes (la différenciation en catégories était accentuée par l'utilisation du travail aux pièces, l'introduction de bonifications, la concession de privilèges dans la consommation, dans les vacances, etc. (11). On ne doit pas oublier non plus, dans certains cas, le malaise provoqué par l'insécurité de l'emploi et par des retards dans le paiement des salaires (12).

Face aux ouvriers et à l'écrasante majorité des paysans existaient des couches sans aucun doute privilégiées. Les survivances des anciennes classes dominantes elles-mêmes étaient considérables et, malgré les expropriations, des anciens capitalistes vivaient dans des conditions exceptionnelles (13). Les différenciations s'étaient précisées, toutefois, notamment au sein de la société post-révolutionnaire. Dans l'appareil économique, les techniciens et les « managers » jouissaient de rétributions à peu près doubles des salaires ouvriers les plus élevés. Dans l'appareil d'Etat et dans l'administration en général, un système de rétribution allant de 1 à 26 introduisait des déséquilibres marqués, mais c'est surtout aux niveaux les plus élevés aussi bien du parti que de l'Etat que les privilèges s'amplifiaient et se consolidaient, au-delà des revenus formels. Cela était clair pour nous déjà auparavant, mais à partir de 1966 cela fut confirmé par les dénonciations faites par la tendance Mao et les Gardes Rouges, qui ont fait état de conditions de vie privilégiées, d'habitudes luxueuses, de gabegies et de malversations de fonds publics pour des buts particuliers, etc. (14). En ce qui concerne l'armée, les rétributions des généraux étaient parmi les plus élevées de celles payées par l'Etat (15).

Répetons-le : la différenciation sociale en Chine en 1965 n'était pas aussi poussée qu'elle l'avait été dans l'U.R.S.S. des années 1930 ; mais pour saisir la tendance, les termes relatifs sont plus importants que les termes absolus. Qui plus est, la question fondamentale se pose : qui prenait les grandes décisions économiques et politiques ?

Le degré de centralisation effective était en 1965 et reste aujourd'hui plus limité qu'on ne le pense généralement. La planification économique centrale s'exerçait de façon très relative et une marge très large était laissée aux décisions décentralisées (dans certains cas avec des possibilités d'influences réelles d'en bas). Il suffit d'ailleurs de rappeler que l'économie agricole, qui restait largement prépondérante, échappait fondamentalement à la planification.

Toutefois, les décisions essentielles aussi bien économiques que politiques étaient l'apanage de l'appareil de l'Etat et du parti, plus particulièrement de ses sphères les plus élevées. Ce sont encore une fois les sources maoïstes qui, par leurs dénonciations de 1966-1967, nous confirment que cet appareil s'était fortement cristallisé, qu'il jouait un rôle de frein conservateur, qu'il s'était détaché des larges masses du peuple. Cela était d'autant plus vrai que le parti, qui était la véritable colonne vertébrale, n'avait aucunement un fonctionnement démocratique et que certains engagements pris dans ce sens au Congrès de 1956 étaient restés sur le papier (16).

(9) Snow, dans le livre cité (p. 403), parle de paysans qui jouissent d'un compte en banque et qui vivent dans des conditions « privilégiées » par rapport à la masse.

(10) Voir *An Economic Profile*, p. 494.

(11) Les différenciations des salaires des ouvriers allaient, à peu près, de 1 à 3. Voir en général *An Economic Profile* et le livre de Snow déjà cité, pp. 190-91 et ailleurs.

(12) Voir *An Economic Profile*, p. 682. Le problème des salaires payés avec retard est mentionné dans l'*Avis urgent*, diffusé pendant les mouvements de janvier 1967 (voir *Hsinhua News Agency*, January 12, p. 6).

(13) Des sources américaines estimaient en 1966 que les indemnités payées aux anciens capitalistes — 5 % par an sur la valeur des propriétés confisquées — étaient assez substantielles et bénéficiaient à quelque 90.000 familles (voir *New York Herald Tribune*, septembre 16).

(14) Voir à ce sujet les sources citées par E. Germain, *Quatrième Internationale*, juillet 1967, p. 35. Voir aussi, par exemple *Selections from China Mainland Magazines*, n. 633, novembre 4, pp. 17 et 18. Voir aussi le livre de Snow (p. 32, 190, etc.). Le même Snow signale que le salaire de 95 % des permanents du parti était sensiblement plus élevé que celui d'un ouvrier.

(15) Voir Snow, p. 263 (rappelons que la référence concerne l'édition italienne).

(16) En ce qui concerne le rôle tout à fait subordonné des ouvriers même à l'intérieur des entreprises, voir, par exemple, *HNA*, April 6, 1967, p. 14. Le Congrès de 1956 avait fixé un délai maximum de cinq ans pour la convocation d'un nouveau congrès et décidé que chaque année serait convoquée une session plénière du congrès, ce qui n'a pas eu lieu du tout.



Les rapports avec les intellectuels provoquaient finalement des tensions particulièrement importantes. D'une part, les intellectuels faisaient partie des couches privilégiées, mais d'autre part ils étaient les seuls qui, dans les conditions données, pouvaient exprimer les malaises et les critiques, et même esquisser une polémique politique publique. Dans la mesure où les intellectuels se cantonnaient dans leur milieu et avançaient surtout leurs propres revendications, le régime adoptait une attitude d'un bienveillant paternalisme. Mais, dès que la critique devenait plus politique et que les intellectuels s'efforçaient d'apparaître comme les porte-parole de besoins collectifs plus larges, ils étaient mis sur la sellette et devenaient l'objet d'attaques virulentes rappelant les méthodes et les arguments jdanoviens (17).

Telle est donc la toile de fond sur laquelle devaient éclater les événements de 1965-1966. Aux tensions que nous avons synthétisées, il faut ajouter d'autres facteurs d'une portée majeure. Ainsi la rupture désormais complète avec les Soviétiques et l'évolution de l'U.R.S.S. sous le régime de Khrouchtchev et de Brejnev amenaient la direction chinoise à s'interroger sur des problèmes fondamentaux de l'étape de transition entre le capitalisme et le socialisme. La conclusion de la tendance maoïste était que les post-staliniens avaient œuvré à une restauration du capitalisme et que l'adoption de méthodes analogues à celles qu'ils avaient appliquées impliquerait le danger d'une restauration en Chine aussi. D'où la nécessité, à leur sens, de livrer bataille à fond. Le contexte apparaît d'ailleurs encore plus dramatique à la suite d'une situation mondiale caractérisée d'une part par l'attaque de l'impérialisme américain contre le Vietnam — qui représentait de toute évidence un danger très grand pour la Chine aussi — et d'autre part par la défaite subie en Indonésie par le plus fort des partis communistes qui acceptaient les orientations chinoises.

## II

Nous ne reviendrons pas ici sur la genèse exacte de l'offensive de Mao-Lin Piao ni sur la question de savoir dans quelle mesure Mao et les siens avaient vu clairement dès le début l'ampleur et la difficulté du combat qu'ils déclenchaient. Ce qui est certain, c'est que des divergences profondes dans toute une série de domaines existaient depuis des années, surtout depuis l'époque du grand bond en avant et des Communes. La démission de Mao du poste de président de la République, entre autres, eut une signification beaucoup plus grande qu'on ne l'avait supposé à l'époque.

En ce qui concerne les positions des différentes tendances et personnalités avant novembre 1965 et pendant la « révolution culturelle », l'appréciation reste extrêmement difficile car, selon une tradition bureaucratique ancienne, ce ne sont que les vainqueurs qui ont la parole et les positions des autres ne sont connues que par des citations tronquées et arbitraires ou par des propos qui leur sont attribués on ne sait avec quel fondement. Les accusations monstrueuses adressées contre Liu Chao-Chi et d'autres anciens dirigeants ne sauraient être prises au sérieux que par ceux qui sont intéressés à les propager ou par d'incurables naïfs. Le fait est d'ailleurs éloquent que pas mal des critiques formulées pendant la « révolution culturelle » à leur égard furent formulées dans le passé, parfois exactement dans les mêmes termes, contre d'autres opposants par Liu Chao-Chi, Peng Chen, Loua Jouei-King, Chou Yang, etc. Cela étant dit, les polémiques et les accusations maoïstes ont un intérêt certain car elles reflètent les orientations et les conceptions qu'on a voulu faire triompher : dans ce sens elles constituent une source essentielle (18).

La bataille de Mao se développe dans sa première phase sur la base des lignes suivantes :

a) attaquer les intellectuels les plus dangereux aussi bien par la portée de leurs polémiques que par leur position dans l'appareil du parti et de l'administration (offensive de novembre 1965) ; b) gagner le groupe dirigeant de l'armée, en éliminant le douteux Loua Jouei-King et en assurant un strict contrôle de la part de Lin Piao (conférence militaire de janvier 1966) ; c) démanteler la forteresse autour de Peng Chen à Pékin (offensive du printemps 1966).

Au fur et à mesure que le combat se développait, Mao vérifiait l'ampleur et la force du front de ses adversaires. Il se rendait assez rapidement compte que, dans les instances décisives de l'appareil, il ne pouvait pas obtenir une majorité, du moins une majorité stable, et que même les campagnes qu'il lançait, pouvaient être détournées par d'autres (voir, par exemple, les vicissitudes de la première vague de la « révolution culturelle »

dans les Universités). Le Plénum du C.C. d'août 1966, qui s'achevait par un certain compromis, lui confirma la résistance des secteurs fondamentaux de l'appareil : c'est pourquoi, précisément à ce moment, il décida de relancer la lutte en s'adressant à des secteurs des masses. C'était une décision qui ne pouvait pas ne pas être lourde de conséquences.

Pourquoi Mao a-t-il choisi de lancer son appel avant tout aux étudiants ? Les raisons en sont multiples et peuvent être résumées comme suit :

a) il s'agissait d'un secteur de la population particulièrement sensible à certains appels contre les résidus de structures et de conceptions conservatrices, surtout dans la mesure où il souffrait de certaines des tensions les plus aiguës que nous venons de mentionner (19) ;

b) le problème des générations nouvelles et de leurs rapports avec la direction du parti et de l'Etat était particulièrement ressenti et partait d'une donnée objective réelle. En effet, pour les vieilles générations qui avaient connu l'exploitation barbare de l'ancien régime, l'acquis de la révolution n'était pas remis en question par les difficultés et les contradictions du nouveau régime ; pour les jeunes, par contre, qui étaient nés ou qui avaient mûri après la révolution, les conquêtes révolutionnaires représentaient un point de départ escompté et ils étaient inévitablement poussés à examiner d'un œil plus critique les carences et les déséquilibres de la société nouvelle dont ils voulaient exploiter toutes les potentialités. Ce n'est pas sans signification profonde que Mao s'efforçait d'une part de faire accomplir aux jeunes des expériences substitutives à celles accomplies par les générations de la guerre antijaponaise et de la guerre civile, d'autre part de leur faire apprendre de la bouche des vieux les horreurs et les souffrances de la Chine du Kuomintang (20) ;

c) la mobilisation des masses estudiantines impliquait des conséquences beaucoup plus limitées sur la vie du pays, notamment sur la marche de l'économie et le groupe dirigeant pouvait penser en même temps qu'il serait plus facile de la contrôler.

Ainsi, les Gardes Rouges étaient mobilisés à l'aide de slogans démocratique-révolutionnaires et égalitaires, ils se lançaient contre une très large partie de l'appareil et, plus généralement, contre les différents symboles des privilèges. Bien que l'initiative soit partie incontestablement d'en haut, dans des buts propres à la tendance Mao-Lin Piao, l'organisation n'a pas été rigide, ni strictement contrôlée. Dès le début se produisait une fragmentation très prononcée, donnant naissance à des groupes parfois très nombreux rivalisant entre eux au nom de la même orthodoxie maoïste (les textes officiels sont assez explicites à ce sujet). Dans une série d'écoles et d'universités — dont l'Université de Pékin — ces divisions et ces luttes intestines se prolongèrent pendant deux ans jusqu'à l'intervention de groupes d'ouvriers à la fin de juillet 1968. Dans la première phase, ce sont surtout des « groupes de travail » dont la direction était attribuée aux oppositionnels, qui étaient visés par les attaques des partisans de Mao, notamment à cause de leurs « excès » et de leurs « violences ». A partir du printemps 1967, les critiques seront dirigées surtout contre des tendances ultragauchistes, anarchistes, etc., souvent accusées de vouloir pousser trop loin l'épuration des anciens cadres. En général, dès le début, s'esquissa une tendance très nette à déborder les sommets maoïstes qui avaient déclenché la mobilisation, à briser les limites qu'on voulait imposer, à œuvrer au-delà de la volonté subjective prônée par Mao et Lin Piao — dans des buts carrément antibureaucratiques et révolutionnaires. Ceux qui ne comprennent pas la dynamique objective des mouvements des masses mobilisées et se bornent aux conflits interbureaucratiques au sommet, ne peuvent pas saisir toute la portée de la crise chinoise des trois dernières années.

Face aux résistances et aux difficultés qui subsistaient, vers la fin de 1966, Mao décidait de faire appel aux travailleurs en les invitant à se mobiliser directement eux aussi et à construire des comités révolutionnaires dans les entreprises. Les conséquences de cet appel ne se faisaient pas attendre, bien au-delà de ce que Mao aurait voulu : le commencement de 1967 était marqué par une puissante vague de luttes ouvrières (avec grèves, manifestations, occupations de bâtiments, etc.) qui, tout en atteignant à Shanghai leur point le plus élevé, s'étendaient toutefois dans toute une série de provinces et de grandes villes du pays. Pour citer le texte avec lequel nous avons ouvert la discussion après le Plénum du C.E.I. de 1967, « la signification des événements de Shanghai, d'un certain nombre de grandes villes et de quelques régions paysannes est la suivante : l'éclatement de la direction du P.C. chinois et la désagrégation progressive de l'appareil du parti et de l'Etat à tous les niveaux ont créé un vide, une carence relative de pouvoir, ce qui a permis aux différentes forces sociales du pays de se mettre en mouvement sous l'impulsion chacune de ses aspirations et ses exigences propres et avec ses propres objectifs. »

(19) Rappelons, entre autre, que les professeurs touchaient des salaires parmi les plus élevés.

(20) Les exemples de jeunes qui écoutent des récits des vieux sur leur passé reviennent très fréquemment dans les publications chinoises.

(17) Très significative en la matière est la polémique contre les « divers universitaires » défendus par Teng To, dont ont parlé fréquemment les publications officielles notamment en juin 1966.



La question de savoir dans quelle mesure les appels du groupe Mao ont exercé une influence et dans quelle mesure, par contre, ce sont des opposants qui ont inspiré ou utilisé les mobilisations de janvier-février 1967 est, somme toute, secondaire (21). L'essentiel est que les ouvriers ont estimé que le moment était venu d'exprimer leurs revendications et de se lancer dans des actions directes pour les arracher, en s'efforçant en même temps de se donner des organisations nouvelles (22). Le phénomène de débordement qui avait caractérisé la mobilisation des masses des étudiants, se reproduisait sous une forme beaucoup plus explosive au niveau de la classe ouvrière.

La riposte de Mao-Lin Piao était encore une fois symptomatique. Leur but fondamental était d'arrêter le mouvement de grèves, de canaliser la mobilisation des travailleurs, y compris en recourant aux menaces et à la répression. Mais, en même temps, ne voulant pas se couper des masses, ils continuaient à faire appel à elles en lançant le mot d'ordre de la prise du pouvoir, à savoir d'une restructuration profonde de tout l'appareil de direction du pays. C'est justement cette attitude qui explique pourquoi les débordements se répétaient périodiquement, pourquoi se produisait une floraison d'organisations multiples, pourquoi la crise politique secouait le pays pendant une assez longue période.

En ce qui concerne les campagnes, nous devons rectifier l'avis exprimé au Plénum du C.E.I. de mars 1967 d'après lequel le mouvement se serait limité surtout à des régions proches de grandes villes comme Shanghai et Pékin. Sur la base d'éléments nombreux fournis depuis lors par les sources officielles, il faut conclure, par contre, que le bouleversement a été assez généralisé. En plus des revendications que nous avons déjà soulignées — telles que l'élimination du déséquilibre existant au détriment des campagnes, des secteurs paysans considérables exprimaient des revendications analogues à celles qui s'étaient dessinées à partir du coup d'arrêt du mouvement des Communes, notamment en 1961-62 : liberté relative de l'accumulation privée, renforcement du lopin privé, possibilité d'utiliser le marché « libre », diminution des livraisons à l'Etat, etc. Il est significatif qu'en certains cas ce sont les maoïstes qui s'efforcèrent de contrecarrer les interventions excessives de la part de l'Etat, attribuées à Liu Chao-Chi et à ses partisans. En d'autres termes, ce sont des conflits « classiques » de la phase de transition qui se reproduisaient une fois encore dans les campagnes chinoises.

### III

Comme nous l'avons dit, face aux mouvements de masses qui déferlaient dans le pays, Mao intervint pour les arrêter et les canaliser, en menaçant même de mesures de répression et en faisant surtout appel à l'armée qui, dans l'état de désagrégation de tous les appareils, restait le seul instrument efficace (23). Il esquisse un plan de restructuration politique du pays qui puisse utiliser les forces nouvelles qui ont émergé dans le grand bouleversement. Dans la toute première phase, l'accent est mis fortement sur les motifs démocratico-révolutionnaires avec des rappels à la tradition et aux conceptions de la Commune de Paris. Mais tout cela s'estompe assez rapidement (24), tandis que se précisent les nouvelles formules politiques et organisationnelles. Ainsi reviennent constamment la formule de la « grande alliance », dont le but est l'unification de tous les différents groupes qui ont surgi, et celle de la « triple alliance » qui, comme l'on sait, doit réunir les représentants des masses, les représentants de l'armée et les représentants des cadres. C'est sur cette base que se forment progressivement les « comités révolutionnaires », présentés comme les éléments essentiels de la restructuration de l'Etat et de l'administration en général.

Cette restructuration se réalise, toutefois, avec des difficultés très grandes, des conflits multiples surgissant à nouveau entre différentes tendances et différents groupes se réclamant du maoïsme. Ce n'est qu'à la veille de l'anniversaire de la fondation de la République, en 1968, qu'elle sera complétée dans toutes les provinces chinoises. Les vieux cadres seront « récupérés » dans une très large mesure (selon le leit-motiv courant, 95 % devaient être considérés bons), malgré des résistances parfois opiniâtres. Mais c'est incontestablement l'armée qui aura joué le rôle le plus important dans toute l'opération, tandis que les représentants des masses auront obtenu un pourcentage plus élevé de sièges au

(21) Dans le cas de Shanghai il faut tenir compte que la direction locale était considérée, depuis le lancement de la « révolution culturelle », comme un rempart de la tendance maoïste et les accusations que l'opposition aurait stimulées les grèves par son intermédiaire paraissent donc peu fondées.

(22) Les textes officiels ont mentionné des organisations de type syndical surgies à l'époque.

(23) Des divergences ont existé, toutefois, même au sein de l'armée, certains secteurs étant opposés à une intervention directe dans les vicissitudes de la lutte politique.

(24) L'utilisation du terme « Commune » pour indiquer les nouvelles structures dans quelques grandes villes n'aura qu'une durée éphémère.

sein des comités (25). Il ne faut pas oublier, en tout cas, que ces comités n'ont pas été élus, mais sont issus d'accords au sommet. Quant aux étudiants, nous avons déjà mentionné les interventions pour mettre fin aux conflits dans les Universités : ajoutons que le rôle réservé aux Gardes Rouges a été de plus en plus limité jusqu'au point que, pendant plusieurs mois à partir d'automne 1968, la propagande officielle a presque cessé d'en parler (26).

La restructuration du parti — qui s'achève par le congrès en cours au moment où nous faisons ce rapport — est comme le couronnement de la reconstruction après l'orage de la « révolution culturelle ». Dans la conception de Mao — contrairement à ce que pensent certains maoïstes teintés de spontanéisme — le parti maintient le rôle primordial, et il est significatif que Liu ait été accusé avec insistance, surtout dans les derniers mois, de tendances spontanistes. D'ailleurs, même dans les périodes où les structures du parti étaient le plus profondément ébranlées, c'était au nom de ses organismes de direction qu'étaient prises et diffusées les décisions les plus importantes (27).

### IV

D'après les propagandistes de la « révolution culturelle », les conceptions élaborées par Mao constituent un apport original, un développement majeur, du marxisme-léninisme. En pratique, les rappels à Marx et à Lénine sont de plus en plus écrasés par l'apologie débordante de la pensée du président Mao.

On ne saurait dire que le maoïsme de la « révolution culturelle » implique, par rapport au maoïsme du passé, des éléments fondamentalement nouveaux et, dans ce sens, l'effort de la propagande officielle d'établir une ligne de continuité stricte n'est pas sans fondement. Certes, les conceptions et les orientations du P.C. chinois ont connu pas mal d'oscillations et de rectifications ; c'est pourquoi les dirigeants actuels opèrent des coupures très larges avec tout ce qui est censé ne pas être « maoïste » dans l'histoire du parti et dans ce but ils ont recours à des reconstructions arbitraires et à de véritables falsifications, en attribuant les positions et les décisions les plus embarrassantes aux différents bous émissaires, notamment à Tchen Dou-Siou et à Liu Chao-Chi. Ainsi, les conceptions maoïstes actuelles sont, en dernière analyse, un mélange de rappels à des conceptions très générales du marxisme et du léninisme, de rappels sous une forme positive à l'expérience de l'U.R.S.S. stalinienne (y compris à la collectivisation du commencement des années 1930), de certaines idées khrouchtchéviennes — pour étrange que cela puisse paraître — et d'idées maoïstes proprement dites qui découlent le plus souvent de spécificités de l'histoire révolutionnaire et de la réalité actuelle de la Chine. En général, certaines des orientations et des conceptions avancées apparaissent justifiées et peuvent même avoir une validité concrète dans un contexte bien déterminé ; mais l'erreur consiste dans la tentative de faire de nécessité vertu et de théoriser sur une base tout à fait empirique. Cela, d'ailleurs, renoue avec une tradition du P.C. chinois (il suffit de rappeler ici les théorisations fantaisistes de la première phase des Communes populaires).

Les conceptions maoïstes s'expliquent, toutefois, en tenant compte non seulement de l'étape actuelle du développement de la société chinoise, mais aussi d'un contexte international qui implique aussi bien la menace constante d'une agression impérialiste et un relatif encerclement économique que les processus de régression en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires européennes. La crise de la société de transition bureaucratisée qui a éclaté dans les années 1950, a posé à la bureaucratie elle-même le problème d'une issue, de solutions nouvelles ou relativement nouvelles par rapport au stalinisme des années 1930 et 1940. Au-delà des variantes multiples, une solution a été esquissée dans une ligne Khrouchtchev-Libermann, à savoir une solution bureaucratique technocratique droitiste, dont les résultats peuvent être déjà jugés sur la base d'une expérience de quinze années environ. Aux yeux de Mao, ces résultats sont fondamentalement : a) une différenciation sociale profonde avec cristallisation de couches privilégiées ; b) une gestion politique complètement détachée des masses, exercée, en dernière analyse, à l'avantage de couches néo-bourgeoises ; c) un développement de forces centrifuges puissantes aussi bien dans le secteur industriel que dans le secteur agricole (dans le premier la logique du profit prévaut, dans l'autre dominant les tendances à l'accumulation privée) ; d) une démobilisation idéologique avec le foisonnement de toutes sortes de théories révision-

(25) D'après les sources chinoises les membres des comités révolutionnaires provinciaux seraient 4.000 environ, dont 2.000 issus des « masses révolutionnaires ».

(26) Nous parlons, du moins, de la grande presse nationale, dont les articles principaux sont diffusés largement à l'étranger.

(27) Voir à ce sujet le rapport déjà cité au Plénum du C.E.I. de mars 1967.



nistes qui véhiculent une idéologie carrément bourgeoise ; e) *last but not least*, une ligne de compromis avec l'impérialisme à l'échelle mondiale au détriment des luttes révolutionnaires.

Nous n'avons pas besoin de rappeler la donnée historique incontestable que la dégénérescence de l'U.R.S.S. avait commencé bien avant 1953. Ce qui nous intéresse ici est que, en partant du bilan négatif de l'U.R.S.S. des années 1956-1969, le maoïsme s'efforce d'esquisser une autre solution de rechange à la crise de la société de transition bureaucratifiée et d'expliquer la « révolution culturelle » comme une lutte pour la réalisation de cette solution.

Voyons donc synthétiquement quelles sont les solutions maoïstes dans les principaux domaines et dans quelle mesure elles peuvent être considérées valables.

En ce qui concerne avant tout l'agriculture, la tendance Mao a précisé ou repris pendant la « révolution culturelle » les idées suivantes :

a) la collectivisation est une condition préalable par rapport à la mécanisation, car l'industrialisation dans les campagnes ne peut se développer sans introduction de rapports de production nouveaux, et dans des conditions qui permettraient une renaissance constante du capitalisme (28) ;

b) la collectivisation n'implique pas nécessairement la centralisation et l'étatisation ; au contraire, elle peut faciliter l'utilisation des ressources locales et limiter l'intervention de l'Etat ;

c) la mécanisation doit se fonder prioritairement sur le développement de la petite et moyenne industrie d'outils agricoles. En ce qui concerne l'exploitation des tracteurs, la solution des stations étatisées est repoussée en faveur de la solution de type « khrouchtchévien » de la livraison des tracteurs aux communes ;

d) les méthodes de travail non mécanisé doivent être largement utilisées, de même qu'on doit recourir de préférence aux engrais naturels ;

e) la production ne doit pas être stimulée par l'adoption de stimulants individuels qui relèvent d'une logique capitaliste. Cela implique une critique des conceptions misant sur le lopin privé, des tendances à l'accumulation particulière, de la fixation du quota de production sur la base de la famille au lieu de le faire sur la base du groupe, des méthodes de rétribution en vigueur avant la « révolution culturelle » (critique répétée des « work-points in command »).

Le couronnement de toutes ces conceptions est représenté par l'idée de la primauté de la politique et de la pensée de Mao, ce qui mène à la primauté des cadres politiques, fondamentalement des cadres du parti, chez qui la fidélité politique et l'origine de classe priment sur les compétences techniques.

Rappelons, avant tout, que des idées analogues furent à la base de la campagne pour les Communes et même, dans une moindre mesure, de celle pour la coopérativisation. Pourtant, les Communes n'ont pas réussi à assurer un rythme stable et important de croissance productive. Elles n'ont pas permis non plus d'éviter à la longue des différenciations économiques et sociales au sein de la paysannerie. Ces tendances ne sauraient donc être éliminées maintenant, d'autant plus que la structure de base des Communes reste beaucoup moins collectiviste qu'on ne le croit généralement et elle n'implique pas, malgré tout, une différence qualitative par rapport aux kolkhozes (29). La décision de la livraison des tracteurs aux Communes et l'appel au *self help* (compter sur soi), en opposition à une intervention plus large de l'Etat — indépendamment des raisons qui les ont inspirés — sont d'ailleurs susceptibles de provoquer des différenciations ultérieures.

Quant au stimulant individuel ou « privé », s'il comporte effectivement un danger d'inégalité et peut entraver l'épanouissement de rapports collectivistes, il ne peut pas, à la longue, être remplacé par la propagande, par le simple appel à la conscience subjective et ne saurait disparaître réellement et complètement qu'au moment où des conditions objectives nouvelles lui enlèveront son contenu. Le verdict de l'expérience, y compris celle de la Chine, est absolument clair en la matière. Finalement, la polémique contre les méthodes de rétribution en vigueur n'a été accompagnée jusqu'ici par aucune proposition effectivement novatrice (la méthode adoptée par la fameuse brigade de Tachai qui est présentée comme un modèle ne change pas radicalement le système en impliquant surtout que les paysans estiment eux-mêmes les rétributions auxquelles ils ont droit ; elle était déjà appliquée avant novembre 1965).

Dans le secteur industriel étatique, la direction réelle appartenait dans le passé au comité du parti, qui était censé représenter plus le parti au niveau de l'entreprise que

les ouvriers de ladite entreprise. La participation d'en bas était assez réduite (30). D'après des sources chinoises, au moins dans certains secteurs on aurait introduit plus tard le critère de la direction unique, exercée par le directeur de l'usine : en même temps on aurait mis l'accent sur la nécessité d'adopter le profit comme indicateur de base et l'appareil administratif serait considérablement augmenté. En fait, en Chine à plusieurs reprises se sont développées des polémiques économiques analogues à celles qui ont eu lieu en Union soviétique. L'économiste Sun Ken-Fang, à qui les adversaires reprochaient de vouloir mettre « la monnaie et le profit au commandement », serait apparu comme un libermaniste outrancier (31).

Dans ce domaine aussi, la polémique semble avoir le dessus sur les propositions concrètes et dans la mesure où des solutions s'esquissent, il s'agit davantage de mesures politiques visant à éviter ou à entraver certains processus de dégénérescence que d'innovations réelles. Deux conférences significatives avaient souligné déjà en avril 1966 l'exigence de la collaboration triangulaire entre la direction, les techniciens et les masses, dénoncé le danger de répressions technocratiques et réaffirmé la primauté de la direction du parti et de la pensée de Mao. Pendant la vague de 1967 et la période de restructuration, les motifs qui reviennent constamment sont la critique des stimulants matériels et l'opposition à l'utilisation du profit et de la rentabilité comme critères essentiels, l'accentuation du droit de direction qui appartient à la classe ouvrière, l'affirmation du devoir des cadres de ne pas se détacher de la production et de rejeter toute condition de privilège, la nécessité de réductions substantielles de l'appareil administratif.

L'opposition aux solutions bureaucratique-technocratiques prônées en Union soviétique et dans la plupart des démocraties populaires européennes ne saurait évidemment être en soi critiquée. Mais nous ne devons pas oublier non plus :

a) qu'une planification, un développement économique ne peuvent pas faire abstraction de certains indicateurs économiques dont la rentabilité, sans payer le prix élevé de gaspillages et d'irrationalités dont, en dernière analyse, ce sont les masses qui font les frais ;

b) que le rejet du stimulant matériel comme critère suprême se justifie, mais qu'il serait absolument erroné de rejeter non seulement toutes sortes de stimulants matériels, mais aussi les augmentations des salaires et des revenus des masses en général (32). Des sacrifices peuvent être demandés et même imposés pendant des périodes exceptionnelles et dans des buts précis (voir, par exemple, la campagne des Cubains pour les dix millions de tonnes de sucre), mais de telles pratiques ne peuvent pas être prolongées indéfiniment sans provoquer une usure physique et psychologique qui, en dernière analyse, influence négativement la productivité du travail (pour ne pas parler des conséquences politiques et sociales éventuelles).

c) que la tendance de l'appareil à se détacher des masses et à « s'aliéner » ne peut être supprimée par des mesures volontaristes et partielles, mais sera contrecarrée seulement à condition que se réalise une effective gestion ouvrière et qu'existent à tous les niveaux des structures effectivement démocratiques qui enlèvent aux appareils et aux bureaucrates toute possibilité de déterminer les choix fondamentaux. Il est d'ailleurs symptomatique que des campagnes pour la participation matérielle des cadres et des dirigeants à la production furent également menées dans le passé sans que cela ait empêché la cristallisation d'appareils privilégiés, et que se soient dessinées assez rapidement des tendances à la dégénérescence même au sein des « comités révolutionnaires » nouvellement constitués. Cela ne doit pas toutefois nous amener à ignorer le fait que de puissantes énergies d'en bas ont été mobilisées et que de larges couches d'ouvriers ont acquis une conscience plus nette de leurs droits et de leurs aspirations, ce qui ne sera pas sans conséquence pour l'avenir.

Nous avons déjà souligné la tendance typique des dirigeants chinois à faire souvent de nécessité vertu et à généraliser ce qui n'est valable qu'unilatéralement ou que dans un contexte très spécifique. C'est le cas, par exemple, de la conception de la *self-reliance* (compter sur ses propres forces), qui se relie d'ailleurs à la conception du « socialisme dans un seul pays ». Que la Chine, toujours objet de lourdes discriminations économiques de la part de l'impérialisme et frappée durement par les mesures de représailles criminelles adoptées par Moscou, s'efforce d'exploiter toutes ses possibilités et fasse appel à son peuple afin qu'il valorise son ingéniosité, c'est ce que personne ne saurait honnêtement critiquer. Mais l'appréciation change, lorsque les dirigeants maoïstes avancent l'idée de la *self-reliance* comme une idée fondamentale pour la construction du socialisme.

(28) Un texte chinois très important à ce sujet — *History of Struggle between Two Lines* — a été reproduit dans le n. 633, déjà cité, de *Selections from China Mainland Magazines*.

(29) Rappelons encore une fois que, dans les Communes, la propriété de l'équipe de production et, dans une mesure beaucoup moindre, de la brigade prévaut sur la propriété collective proprement dite.

(30) Voir à ce sujet le livre de Bettelheim déjà cité.

(31) Un article remarquable sur la théorie de la valeur et le profit dans une société de transition a été publié en août 1966 (*HNA*, August 13).

(32) Toute une campagne a été développée en Chine pour démontrer que les ouvriers ne sont pas intéressés aux avantages matériels.



En dernière analyse, c'est exactement le contraire qui est vrai: la Chine ne pourra surmonter toutes ses difficultés et ses contradictions, qui ont des racines profondes, que lorsqu'elle pourra s'intégrer dans un système effectivement international d'États ouvriers doués d'un grand potentiel économique.

De manière analogue, comme nous le disions déjà au Plénum de 1967, on ne peut pas prendre pour argent comptant les théorisations sur le dépassement original de la division du travail qui s'esquisserait en Chine. La pratique selon laquelle les Chinois devraient s'engager en même temps dans des activités industrielles, agricoles et culturelles et dans l'entraînement militaire peut à la rigueur correspondre aux nécessités d'une période où une guerre contre l'impérialisme à un niveau de développement économique du pays encore modeste est toujours possible, mais elle n'a rien à voir avec les conditions qui se réaliseront au stade du communisme. Plus ou moins de la même nature sont les explications données pour l'envoi ou le renvoi à la campagne de contingents très importants de jeunes qui s'explique, par contre, en tenant compte des tensions et des goulots d'étranglement dont nous avons parlé dans la première partie de notre rapport.

Quant à la restructuration politique, le renouveau atteint à la fin de la grande crise est beaucoup plus limité que ne s'efforce de le faire croire la propagande officielle. Il est vrai que toutes les structures ont été secouées de fond en comble et qu'un changement s'est produit sur une échelle considérable (nous reviendrons sur la portée objective des trois années de « révolution culturelle »). Mais, faut-il le répéter, les « comités révolutionnaires » qui apparaissent comme les instruments essentiels du renouvellement, ne sont pas une véritable expression démocratique des masses, mais en réalité le résultat d'accords au sommet, les vieux cadres ayant repris des fonctions fondamentales dans la plupart des cas. En outre, malgré la reconstruction du parti, l'armée n'a cessé de jouer un rôle de premier plan, ses hommes détenant souvent des postes-clés dans les comités. Nous n'oublions pas la nature de classe de l'armée chinoise, ses traditions et sa structure qui n'autorisent aucune comparaison avec les armées classiques; mais le problème est de savoir si la structure d'une armée — fût-elle la plus démocratique — peut être considérée comme un modèle de démocratie prolétarienne pour la société dans son ensemble. Nous ne le croyons évidemment pas.

Mais on saisit l'élément le plus révélateur du caractère très peu démocratique et prolétarien des structures de l'État ouvrier chinois même après la « révolution culturelle », si l'on considère que, dans la conception officielle, le couronnement de tout l'édifice réside dans la pensée de Mao, considérée comme la valeur suprême absolument incontestable, en d'autres termes dans le pouvoir d'une direction restreinte et très centralisée dont Mao, objet d'un culte illimité — à vrai dire le plus souvent absolument grotesque —, apparaît comme la quintessence et le symbole (33). Une structure politique qui exprime une telle idéologie est, en dernière analyse, profondément autoritaire de même qu'est autoritaire une conception qui recourt pour mobiliser les masses à des motifs qui ne sont pas de nature à aider leur maturation et l'épanouissement de leur esprit critique. D'autre part, un tel ciment est inévitablement précaire, ce qui implique une perspective, à plus ou moins long terme, de nouveaux déséquilibres et de nouvelles ruptures (34).

À propos du rôle international du maoïsme, sur lequel je n'ai pas le temps de m'arrêter, je me permettrai deux citations.

« Dans le cadre du mouvement communiste international — disait le texte adopté par le Congrès d'Unification de 1963 — la IV<sup>e</sup> Internationale réaffirme son soutien critique aux communistes chinois dans leur lutte contre le néoréformisme de la direction khrouchtchévienne et d'une grande partie des autres directions communistes, car elle considère que la ligne chinoise sur les problèmes fondamentaux de la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste (méthodes de lutte contre la guerre, conception de la révolution coloniale, révolution « ininterrompue », voies au socialisme dans les pays capitalistes avancés) est globalement plus progressive que celle des khrouchtchéviens et est susceptible de polariser davantage les courants de gauche dans le mouvement communiste » (*Quatrième Internationale*, n° 19, 3<sup>e</sup> trimestre 1963).

La résolution du Congrès mondial de 1965 affirmait entre autres :

« La IV<sup>e</sup> Internationale a maintes fois souligné que le conflit sino-soviétique est fondamentalement un conflit entre deux directions bureaucratiques. Mais les marxistes révolutionnaires ne se sont jamais limités à avancer de telles caractérisations qui, par

(33) Le rôle prioritaire des masses — proclamé par les textes chinois — est subordonné rigoureusement à l'acceptation et à la compréhension de la pensée de Mao comme valeur suprême qui doit être « inoculée ». On pourrait faire à ce sujet des citations nombreuses tout à fait explicites.

(34) En ce qui concerne certains traits idéalistes dans la conception et la méthodologie maoïste, renvoyons au chapitre « Quelques considérations sur l'idéologie de la tendance maoïste » dans le rapport au Plénum plusieurs fois cité.

Voir aussi l'article de E. Germain dans *Quatrième Internationale*, juillet 1967.

elles-mêmes, ne peuvent résoudre le problème de l'attitude spécifique à adopter dans chaque cas concret. Ils n'ont jamais identifié les États ouvriers ou les partis communistes aux seules bureaucraties qui les dirigent, ni considéré la bureaucratie comme une « seule masse réactionnaire » sans différences intérieures. Ils ont au contraire essayé de déterminer dans chaque cas concret jusqu'à quelle mesure elle se trouve obligée, de par sa propre situation sociale, de défendre en même temps à sa façon l'acquis d'une révolution. De même ils ont expliqué que la bureaucratie est une couche différenciée et que des conflits peuvent éclater entre diverses couches sous la pression de facteurs objectifs et de forces sociales antagonistes.

...L'attitude du mouvement trotskyste mondial par rapport au conflit sino-soviétique découle de la même logique. Son soutien critique aux communistes chinois concerne leur défense de la révolution chinoise et de la République Populaire de Chine contre le blocus économique du Kremlin et contre l'aide militaire accordée par le Kremlin à la bourgeoisie indienne. Il concerne leur lutte contre les conceptions khrouchtchéviennes de la coexistence pacifique et leurs conceptions des moyens de conjurer le danger d'une guerre mondiale, leur attitude face à la révolution coloniale et leur critique des orientations néoréformistes de la plupart des partis communistes » (*Quatrième Internationale*, n° 27, février 1966).

Comme il découle du projet de résolution, nous estimons que ces valorisations restent fondamentalement correctes : c'est pourquoi nous serions opposés à tout changement d'orientation sur ce terrain. Il va de soi que nous ne modifions pas non plus toutes les critiques que nous avançons dans les deux textes cités. Sur la base des expériences des dernières années, nous accentuons, en particulier, notre critique de la conception maoïste du mouvement communiste international, une conception qui s'efforce d'imposer un monolithisme sans nuance autour de la « pensée de Mao » et, en pratique, de chaque prise de position du groupe dirigeant chinois, et qui est caractérisée par un sectarisme outrancier face à tout courant, y compris tout courant révolutionnaire qui ne rentre pas dans les schémas de l'orthodoxie maoïste (35). Cette conception et ces attitudes sont d'ailleurs à la base des échecs des groupes maoïstes officiels et de leur fragmentation dans la plupart des pays (36).

La « révolution culturelle », déclenchée au début en raison de conflits entre différentes tendances au sommet du parti communiste chinois, a acquis dans sa phase culminante l'ampleur d'un profond bouleversement social et politique. Quelle que puisse être sa conclusion, elle a secoué de fond en comble le pays, remettant en cause appareils, structures, rapports de force. Fondamentalement, les luttes des masses pour leurs revendications se développeront aux prochaines étapes dans des conditions objectives et subjectives beaucoup plus favorables que par le passé.

Le projet de résolution affirme sans possibilité d'équivoque que la stratégie des marxistes révolutionnaires en Chine est axée sur la perspective d'une révolution antibureaucratique qui sera la tâche de la nouvelle avant-garde révolutionnaire actuellement en cours de formation. Précisons que cette avant-garde a beaucoup progressé et mûri au cours des événements des trois dernières années. La carence d'informations sérieuses ne permet pas de dire exactement par quels groupes et dans quels secteurs elle s'est exprimée et s'exprime. Les accusations de trotskysme formulées dans certains textes ont, au moins, une valeur symptomatique et il n'y a pas de doute que parmi les Gardes Rouges et les « Rebelles révolutionnaires » se sont développées des conceptions en réalité plus proches du marxisme révolutionnaire que du maoïsme. C'est en tout cas parmi les détachements les plus conséquents des jeunes qui se sont engagés dans les mouvements d'août-septembre 1966 et des ouvriers qui ont déclenché les grèves de janvier-février 1967 que surgiront les cadres de la révolution antibureaucratique, pour une réelle restructuration démocratique socialiste de l'État ouvrier chinois.

Les revendications de transition que les marxistes révolutionnaires avancent pour stimuler la lutte antibureaucratique des masses en Chine furent formulées déjà dans le texte d'ouverture de notre discussion en 1967. Elles peuvent être synthétisées comme suit :

— Lutte pour la démocratie la plus large pour les masses, contre tous les avantages et les privilèges bureaucratiques. Elections démocratiques de comités par les masses, structuration de l'État sur la base de tels organismes. Liberté d'organisation et droit d'ex-

(35) L'exemple le plus extraordinaire est celui de l'attitude face à la révolution cubaine et au mouvement castriste qui va jusqu'à une conjuration du silence à propos de l'épopée et de la mort de Che Guevara. De manière analogue, les Chinois évitent en général de mentionner les organisations et les dirigeants du mouvement révolutionnaire afro-américain, encourageant ainsi l'aveuglement sectaire de leurs partisans nord-américains du *Progressive Labor*.

(36) Dans une série de pays, l'influence maoïste s'exprime de préférence dans des organisations ou des mouvements pro-chinois « hétérodoxes », souvent fortement teintés de spontanéisme.



pression de tout courant prolétarien, indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, droit de grève, droit de réunion, de presse, de manifestation, de participation aux élections, contrôle permanent et révocabilité des élus à tout moment par les masses selon les indications de la Commune de Paris.

— Planification démocratique par les organismes de masse démocratiquement élus, de la base au sommet. C'est dans ce cadre, et non par décision des sommets bureaucratiques, que doivent être déterminés les choix économiques fondamentaux, notamment les taux d'investissements et de la consommation, à savoir, en fin de compte, les niveaux des salaires et les conditions de vie des travailleurs.

— Dans les campagnes, démocratisation complète de la vie des communes, pour contre-carrer les tendances conservatrices éventuelles. Participation effective des paysans à l'élaboration de la politique économique en général et à la détermination des priorités nécessaires à chaque étape donnée.

— Rejet de toute conception et pratique de style jdanovien dans le domaine de la culture. Liberté d'expression et de critique, rejet du culte du chef, libre confrontation des idées et des tendances. Lutte contre les résidus des idéologies du passé, menée non au moyen de mesures administratives ou par des slogans démagogiques, mais par le développement des potentialités de la société nouvelle.

## Le travail dans la jeunesse ouvrière et étudiante

1) Le 9<sup>e</sup> Congrès Mondial réaffirme que le travail à la fois dans la jeunesse ouvrière et étudiante constitue la tâche centrale à laquelle l'Internationale doit faire face dans la période immédiate.

2) Il fait appel à toutes les sections pour qu'elles mobilisent le meilleur de leurs forces pour promouvoir ce travail.

3) Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent s'intégrer dans les mouvements de masse des étudiants et de la jeunesse pour en devenir les meilleurs agitateurs, propagandistes et organisateurs.

4) L'importance fondamentale donnée au travail étudiant et au travail dans la jeunesse doit se refléter dans les publications politiques du mouvement mondial comme Quatrième Internationale. Ces publications analyseront systématiquement les problèmes théoriques et pratiques provenant de ce nouveau type de travail d'implantation dans la jeunesse.

5) Le document présenté par le Secrétariat Unifié intitulé « La radicalisation de la jeunesse dans le monde et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale » est une contribution initiale nécessaire afin de lancer une discussion en vue d'élaborer une orientation politique plus précise pour notre mouvement mondial.

6) Une plate-forme d'intervention dans le mouvement jeune faisant une synthèse des différentes expériences des sections sera présentée par le Secrétariat Unifié pour adoption au prochain Comité Exécutif International.

Nous publierons le document ci-dessus mentionné dans notre prochain numéro.



# Message du 9<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale à la Ligue Communiste

*Chers camarades,*

*Le Congrès Mondial salue chaleureusement l'adhésion de la Ligue Communiste, comme section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.*

*La montée révolutionnaire de mai 1968 en France, à l'avènement de laquelle vous avez pu apporter une contribution si importante, a profondément modifié le climat politique et social dans toute l'Europe capitaliste. Pour la première fois depuis vingt ans, elle a remis à l'ordre du jour immédiat la lutte pour le renversement du régime capitaliste dans une des forteresses de l'impérialisme. Elle a contribué à ébranler la stabilité apparente de la société bourgeoise dans plusieurs autres pays impérialistes d'Europe. Elle a accéléré l'apparition d'une situation de « pré-mai » dans ces pays.*

*Les marxistes révolutionnaires sont convaincus que ce qui s'est produit l'an dernier en France n'est pas un coup d'éclat exceptionnel, qui restera sans lendemain, mais le début d'une nouvelle montée révolutionnaire dans toute l'Europe capitaliste, qui débouchera sur de nouvelles explosions d'une portée objectivement révolutionnaire dans une série de pays, avant tout en France même.*

*Par le rôle que vos militants ont pu jouer dans les événements de mai-juin 1968, par la manière dont ils ont réagi face à la répression gaulliste, par les succès remportés dans le lancement d'un journal de masse, par la consolidation de votre influence en milieu étudiant et lycéen, par la pénétration systématique en milieu ouvrier, mais avant tout par l'effort conscient de construire une organisation révolutionnaire capable de capitaliser les enseignements que l'avant-garde du prolétariat français a tirés de l'expérience de mai 1968, vous vous êtes d'ores et déjà insérés dans ce processus de relance de la révolution socialiste dans les pays impérialistes.*

*Vous avez démontré au monde entier que la nouvelle génération de révolutionnaires qui monte aujourd'hui ne se contente plus de dénoncer les erreurs et les trahisons des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, ni de donner à d'autres des conseils, mais qu'elle a rassemblé les forces et le dynamisme nécessaires pour aller de l'avant, à la tête d'un secteur d'avant-garde des masses, et montrer la différence entre la politique révolutionnaire et la politique réformiste des vieilles directions.*

*C'est la contribution majeure que vous pouviez faire au renforcement du mouvement révolutionnaire à l'échelle internationale. Cet exemple est et sera étudié, dans de nombreux pays, sur tous les continents. Les dividendes du capital-action révolutionnaire que vous avez ainsi rassemblé nous reviendront et vous reviendront pendant de longues années.*

*Le tournant de la situation mondiale duquel nous avons discuté à notre Congrès, augmente considérablement les responsabilités des marxistes révo-*



lutionnaires de par le monde et les risques et les pressions adverses auxquels ils seront exposés. Plus que jamais, l'enseignement de Lénine qui nous apprend à nous tenir étroitement unis dans une organisation fondée sur le centralisme démocratique réalisant l'unité dynamique de la théorie et de la pratique révolutionnaire, du programme et de l'organisation, tant sur le plan national que sur le plan international, nous sera indispensable pour nous guider dans cette période.

Mais cette nouvelle montée de la révolution mondiale, au début de laquelle nous assistons maintenant, augmente aussi les chances du mouvement marxiste révolutionnaire, au delà de tout ce que nous avons connu dans le passé. Des percées comme celle que vous venez d'opérer en France ne sont pas seulement possibles, elles sont inévitables dans plusieurs pays, si les militants marxistes révolutionnaires savent saisir à temps la chance qui leur est offerte de diriger dans l'action des secteurs d'avant-garde du mouvement de masse.

Nous ne sommes pas encore à la veille de l'avènement de partis révolutionnaires de masse et d'une Internationale révolutionnaire de masse. Mais nous sommes à la veille d'une transformation qualitative du mouvement révolutionnaire, qui est en train de franchir dans plusieurs pays une étape importante sur la voie de la création de ces partis et de cette Internationale. Et les décisions de votre congrès ont contribué de manière importante à l'accélération de ce processus à l'échelle internationale.

Chers camarades,

Vous êtes confrontés aujourd'hui avec une responsabilité écrasante. Pour la première fois depuis des décennies, vous avez la possibilité de créer une organisation révolutionnaire importante dans un pays hautement industrialisé, de faire pénétrer largement les idées révolutionnaires dans un prolétariat que l'histoire rend objectivement capable de prendre le pouvoir et d'organiser un Etat ouvrier fondé sur la démocratie des conseils ouvriers, susceptible d'exercer une force d'attraction irrésistible sur le prolétariat de tous les autres pays impérialistes. Du succès ou de l'échec de votre effort peut dépendre le sort de la montée révolutionnaire en Europe, le sort de dizaines de millions de prolétaires.

Fidèles au programme révolutionnaire de Lénine et de Trotsky, utilisant toutes les occasions pour le populariser et le faire pénétrer dans les masses, construisant avec patience et persévérance des cadres ouvriers capables de gagner la confiance de leurs camarades de travail dans les entreprises, vous mènerez à bien cette tâche historique.

La IV<sup>e</sup> Internationale et toute l'avant-garde révolutionnaire du monde entier ont les yeux fixés sur vous. Elle a confiance dans votre capacité de remplir votre mission révolutionnaire. Elle est fière de vous, et reconnaît en vous l'image de son propre avenir, de l'avenir communiste de toute l'humanité.

Vive la Ligue communiste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, avant-garde du futur parti révolutionnaire du prolétariat français !

Vive la révolution socialiste française !

Le 9<sup>e</sup> Congrès Mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(3<sup>e</sup> Congrès depuis la réunification).

## Message de José Revueltas au Congrès Mondial

(Extrait)

Jose Revueltas est un des écrivains les plus connus d'Amérique latine. Son deuxième roman *El Luto Humano* (le Deuil humain) fut couronné en 1943 du Prix national de la littérature au Mexique. Longtemps membre du Parti communiste il s'en écarta en 1956. Récemment, il a surtout étudié les causes de la révolte universelle de la jeunesse. Pour cette raison, le gouvernement de Díaz Ordas l'a accusé d'être l'inspirateur intellectuel de la lutte révolutionnaire des étudiants mexicains qui éclata après le 26 juillet 1968 et l'a arrêté le 2 octobre 1968 pour « activité subversive ». C'est d'une cellule de la prison préventive de Ciudad de Mexico, qu'il appelle lui-même dans son message « le poste de combat que j'occupe à présent », que Jose Revueltas a envoyé le 5 avril 1969 un message au Congrès mondial qui débute de la manière suivante :

Camarades,

Je salue avec un énorme enthousiasme le III<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis la réunification dont la réunion se traduira sans doute, dans l'avenir le plus proche, par l'existence d'un état-major révolutionnaire qui regroupe tous les marxistes-léninistes indépendants du monde entier, et qui se placera à la tête de grandes luttes des masses, déjà en marche de manière plus puissante et plus grandiose, luttes qui conduiront inévitablement à la victoire de la nouvelle révolution mondiale, avant que ne se termine cette moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Les années à venir seront décisives non seulement en ce qui concerne le destin du socialisme à l'échelle mondiale, mais encore en ce qui concerne l'existence même de l'humanité. On peut comprendre cela si l'on tient compte des nouveaux facteurs qui sont apparus dans l'histoire contemporaine à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, des facteurs qui ont transformé l'ancien contenu de la réalité et qui l'ont transformé en phénomènes essentiellement nouveaux.

(Nous publierons dans le prochain numéro l'ensemble du message de Jose Revueltas au Congrès mondial.)



*Toutes les semaines, lisez*

# rouge

journal d'action communiste

Correspondance : B. P. 201 Paris (19<sup>e</sup>)

## *Lisez :*

- Le programme de Transition, nouvelle édition ..... 3,— F
- Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 (tome I : L'exil, Staline théoricien, le premier plan quinquennal.) ..... 10,— F
- Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 (tome II : Où va la France ?) ..... 8,— F
- Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 (tome III : La tragédie de la classe ouvrière allemande en 1933, la révolution espagnole) (Les Bolcheviks contre Staline (1923-1928) (Cours Nouveau, de L. Trotsky ; la plate-forme de l'Opposition de gauche Trotsky-Zinoviev ; les « dangers professionnels du pouvoir », de C. Rakovsky) ..... 16,— F
- M. Pablo. — Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme .. 4,— F
- Le dossier de la « déstalinisation » (le rapport Krouchtchev au 20<sup>e</sup> Congrès, commenté par la IV<sup>e</sup> Internationale, et plusieurs documents et articles), édité en 1956 ..... 2,— F
- Natalie Trotsky. — Une plaquette ..... 5,— F
- « Quatrième Internationale », numéros spéciaux :
- Le 5<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (1957) .... 2,— F
- Le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (1961) .... 2,50 F
- Le Congrès Mondial de Réunification (1963) ..... 3,— F
- Le 8<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (1965) .... 3,— F
- et : Littérature et Révolution de Trotsky ; Biographie de Trotsky, de I. Deutscher ; Traité d'économie marxiste, de E. Mandel ; etc.
- L. Trotsky. — Ecrits militaires (nous faisons une réduction importante à nos abonnés).

Commandes à :

Compte Chèques Postaux C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris.

Directeur de la publication : Pierre FRANK - Diffusé par N.M.P.P.



Prix : 5 F  
Prix pour l'Afrique du Nord : 4 F

---

S.A.I.E. MORIANÉ 61 FG POISSONNIÈRE PARIS